

ITÉ D'ALEXANDRIE

LÉMENT

RECUEIL

DÉCRETS, ARRÊTÉS

ET

RÈGLEMENTS

INTÉRESSANT LA MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

1921-1933



ALEXANDRIE

IMPRIMERIE L'AVENIR

1933

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Juin 1922 modifiant l'arrêté du 29 Août 1904 portant
règlement d'application pour les établissements incommodes,
insalubres et dangereux.

Journal Officiel No 54, du 8 Juin 1922

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la loi No 13 de 1904 sur les établissements incommodes,
insalubres et dangereux, modifiée par la Loi No. 23 de 1922 ;

Vu l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 29 Août 1904
portant règlement d'application de la loi précitée ;

Vu les délibérations de l'Assemblée Générale de la Cour d'Ap-
pel Mixte en date des 28 Janvier et 15 Avril 1922, prises en con-
formité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

Les frais d'instruction prévus à l'article 4 de l'arrêté sus-visé
sont fixés comme suit :

	L.E.	Mill.
a) Etablissements employant une à trois personnes ou payant des loyers n'excédant pas L.E. 18 par an	—	500
b) Etablissements employant quatre à quinze per- sonnes ou employant comme force motrice, soit plusieurs animaux, soit des moteurs d'une for- ce totale ne dépassant pas quinze chevaux effectifs, ou payant des loyers supérieurs à L.E. 18 par an mais n'excédant pas L.E. 240 par an	2	—
c) Etablissements employant plus de quinze per- sonnes ou employant des moteurs d'une force totale dépassant quinze chevaux effectifs, ou payant des loyers supérieurs à L.E. 240 par an	5	—

ART. 2.

L'article suivant est ajouté après l'article 4 sus-indiqué :-

ART. 4 (bis)

Les propriétaires des établissements incommodes, insalubres et dangereux seront assujettis aux frais annuels d'inspection ci-après indiqués :-

	L.E.	Mill.
a) Etablissements employant une à trois personnes ou payant des loyers n'excédant pas L.E. 18 par an		250
b) Etablissements employant quatre à six personnes ou employant comme force motrice un animal ou payant des loyers supérieurs à L.E. 18 par an mais n'excédant pas L.E. 60 par an.....		750
c) Etablissements employant sept à quinze personnes ou employant comme force motrice soit plusieurs animaux, soit un ou plusieurs moteurs d'une force totale ne dépassant pas cinq chevaux effectifs ou payant des loyers supérieurs à L.E. 60 par an mais n'excédant pas L.E. 120 par an	1	500
d) Etablissements employant plus de quinze personnes ou employant un ou plusieurs moteurs d'une force totale ne dépassant pas quinze chevaux effectifs ou payant des loyers supérieurs à L.E. 120 par an mais n'excédant pas L.E. 240 par an	3	—
e) Etablissements employant un ou plusieurs moteurs d'une force totale ne dépassant pas trente chevaux effectifs ou payant des loyers supérieurs à L.E. 240 par an mais ne dépassant pas L.E. 360 par an.....	5	—
f) Etablissements employant un ou plusieurs moteurs d'une force totale supérieure à trente chevaux effectifs ou payant des loyers excédant L.E. 360 par an	8	—

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur un mois après sa publication au " Journal Officiel ".

le 4 Juin 1922
(8 Chawal 1340)
Signé: A. SAROIT.

ARRÊTÉ

**du 3 Juin 1922 portant certaines dispositions
relatives aux constructions et réparations des immeubles
frappés d'alignement.**

Journal Officiel, N° 58, du 22 Juin 1922.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu le Décret du 26 Août 1889, sur le Service du Tanzim ;

Vu l'Arrêté du Ministère des Travaux Publics en date du 8 Septembre 1889, modifié par l'Arrêté du 5 Février 1899, portant règlement d'application du Tanzim ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 30 Novembre 1921 approuvée par le Ministère de l'Intérieur suivant lettre en date du 22 Avril 1922, N° 40.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Tout propriétaire d'immeubles frappés d'alignements, pourra être autorisé à procéder aux réparations, aménagements, modifications ou entretien de son immeuble aux conditions suivantes :

(1^o) Se soumettre aux règlements en vigueur pour obtenir la rokhsa concernant les travaux qu'il projette

(2^o) Renoncer d'avance à toute indemnité sur la valeur des constructions frappées d'alignement quel que soit le moment que la Municipalité choisirait pour l'application, même partielle, du nouvel alignement ou de tout autre qui le remplacerait, et dans ce dernier cas jusqu'à concurrence des limites prévues par l'alignement en vigueur au moment de l'engagement.

(3^o) Démolir à ses frais, au moment de l'application du nouvel alignement, toute construction dépassant cet alignement.

(4^o) Etablir, d'accord avec la Municipalité, un prix unitaire maximum du terrain à exproprier, susceptible de réduction au moment de l'application du nouvel alignement mais ne pouvant jamais être augmenté.

(5^o) Rendre, par une transcription en bonne et due forme, les clauses sus-indiquées opposables aux tiers.

La Commission Municipale se réserve, seule, le droit d'accorder ou non, pour chaque cas particulier, un minimum de délai pendant lequel elle s'engage à ne pas appliquer le nouvel alignement. Ce minimum ne pourra, en aucun cas, dépasser cinq années.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

le 3 Juin 1922.

M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ

du 12 Juin 1922 portant Règlement sur l'usage ou l'occupation de la voie publique dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 61 du 3 Juillet 1922.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECTION DES MUNICIPALITÉS ET COMMISSIONS LOCALES

Note au Conseil des Ministres.

L'occupation de la voie publique dans les différentes villes de l'Egypte y compris Alexandrie, se trouve, encore aujourd'hui, régie par les dispositions du Règlement en date du 31 Mars 1885, promulgué en vertu d'une décision du Conseil des Ministres du 18 Mai de la même année, et modifié par des arrêtés ultérieurs.

Cependant, dans la ville d'Alexandrie, le service y relatif a été confié à la Municipalité à la suite de la création de cette organisation municipale.

Suivant une entente du 27 février 1901 entre la Municipalité et le Gouvernorat d'Alexandrie, l'approbation préalable de la part du dit Gouvernorat pour les occupations (qui est exigée par l'article 6 du Règlement) a été remplacée par une simple communication journalière des états des autorisations accordées.

Depuis 1913 la Municipalité d'Alexandrie a sollicité l'approbation d'un nouveau Règlement général, destiné à remplacer celui de 1885 et contenant principalement de nouvelles dispositions concernant l'espace de la voie publique à occuper et le tarif des taxes à payer par les occupants.

La question s'est présentée de savoir si ce nouveau Règlement pouvait être promulgué par la Municipalité en vertu du pouvoir réglementaire à elle reconnu par son décret organique et sauf l'approbation du Ministère de l'Intérieur qui, à la suite de la décision du Conseil des Ministres du 28 février 1910, a été exclusivement chargé de l'exécution du Règlement du 31 mai 1885 dans presque toutes les villes d'Egypte.

Un précédent dans ce sens se trouve dans l'Arrêté de la Commission Municipale d'Alexandrie du 2 Octobre 1897, approuvé par le Ministre de l'Intérieur et qui règle l'occupation de la voie publique pour le coton et autres marchandises du négoce en gros dans le quartier de Minet el Bassal.

Le Contentieux de l'Etat, consulté sur cette question, a été toutefois d'avis que si le nouveau Règlement pouvait être promulgué par la Municipalité, en tant qu'il concerne un service devenu Municipal, il était cependant nécessaire que ce Règlement fût soumis à l'approbation du Conseil des Ministres. En effet, le dit Règlement abroge, pour la ville d'Alexandrie, le Règlement de 1885 qui a été approuvé par le dit Conseil. Il y a, en outre, à considérer que la voie publique d'Alexandrie n'a pas cessé de faire partie du domaine public de l'Etat et que la Municipalité n'en a qu'une sorte de gestion qui vise surtout à la perception des droits afférents à l'occupation.

Cette occupation, d'une part, touche aux intérêts de l'ordre et de la sécurité publique dont la tutelle relève entièrement du Gouvernement qui l'exerce par l'organe de la Police.

A ce point de vue, on a cru nécessaire, d'insérer à l'article 4 du nouveau Règlement la déclaration que, malgré l'autorisation accordée par la Municipalité, la Police aura toujours le pouvoir d'empêcher ou de restreindre la voie publique, sauf pour le particulier le droit de requérir de la Municipalité le remboursement de la taxe afférente à la période d'occupation encore à courir. Il semble à ce Ministère que la décision du Conseil des Ministres, en approuvant le Règlement, devrait s'inspirer des mêmes principes.

Cette décision devrait, partant, être prise dans le sens que l'approbation du nouveau Règlement n'implique pas de la part du Gouvernement une renonciation *définitive* à son droit de contrôler les autorisations dont s'agit, droit qui est consacré par l'article 6 du Règlement en vigueur et qui a été remplacé, ainsi que nous l'avons dit, par une simple obligation de communiquer à la Police la liste des autorisations accordées. S'il est vrai que ce système, avec le correctif de la réserve de l'article 4 du nouveau Règlement, que nous avons mentionnée, peut-être considéré comme généralement satisfaisant dans les temps normaux, il n'en reste pas moins que le Conseil des Ministres doit se réserver le droit d'imposer à nouveau la nécessité de l'approbation de l'autorisation par les organes de la Police, si le

besoin s'en présente, ainsi qu'en général la faculté de revendiquer à nouveau par le Gouvernement le droit de réglementer l'occupation de la voie publique d'Alexandrie, voie publique qui nous le répétons, fait toujours partie du domaine public de l'Etat.

Le Conseil des Ministres est, en conséquence, sollicité de vouloir bien ratifier le projet de Règlement ci-joint sous les réserves stipulées ci-dessus.

Il est bien entendu que sous le régime du nouveau Règlement, la Municipalité reste obligée de donner connaissance à la Police des autorisations accordées par des listes hebdomadaires ou si la Police le requiert par des listes journalières

Le 1er avril 1922.

Le Ministre de l'Intérieur,
(Signé) A. SAROIT.

Dans sa séance du 25 avril 1922, le Conseil des Ministres a approuvé le projet de Règlement annexé à la présente note sauf les réserves y indiquées.

Le Caire, le 29 Avril 1922

Le Président du Conseil des Ministres,
(Signé) A. SAROIT.

=====

ARRÊTÉ

du 12 Juin 1922 portant Règlement sur l'usage ou l'occupation de la voie publique dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.

Le Président de la Commission Municipale d'Alexandrie,

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie :

Vu l'Arrêté Ministériel du 31 Mai 1885 portant Règlement sur l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers, modifié par les Arrêtés des 12 Novembre 1885, 22 Juin 1896 et 19 décembre 1906 :

Vu le Règlement Municipal en date du 7 juillet 1897 sur l'occupation de la voie publique à Minet el Bassal et Minet el Charagua :

Vu les délibérations de la Commission Municipale, approuvées par le Ministère de l'Intérieur suivant lettre en date du 19 décembre 1921, No. 172 :

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 25 avril 1922 :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, il est défendu, à moins d'une autorisation spéciale de la Municipalité :

(1) De faire aucune fouille, tranchée ou construction sur ou sous le sol de la voie publique, y compris les trottoirs:

(2) De placer sur la voie publique des meubles, caisses ou baraques, ou de déposer sur ou sous la voie publique des tuyaux, câbles, fils ou autres objets :

(3) De suspendre au-dessus de la voie publique des enseignes, placards, auvents, abris, vitrines ou autres objets quelconques.

Toutefois, l'occupation de la voie publique pour cause de deuil est tolérée sur permis spécial de la Police. Elle sera gratuite pourvu qu'elle ne dépasse pas le tiers de la voie. Dans le cas contraire, les occupants seront tenus de payer le taxe pour la totalité de la superficie occupée, conformément au présent Règlement.

ART. 2.

L'autorisation prévue à l'article 1, ci-dessus, déterminera les conditions et les charges imposées au bénéficiaire et fixera le montant des taxes à recouvrer.

Elle est strictement personnelle et sera nulle de plein droit si le permissionnaire la cède ou en fait bénéficier d'autres, ou change l'objet de l'occupation pour lequel l'autorisation a été délivrée.

Tout détenteur d'autorisation doit la produire à toute réquisition de la Police et doit la garder dans le magasin ou l'établissement pour lequel cette autorisation est consentie.

ART. 3.

Toute demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation devra être écrite sur papier timbré et doit indiquer :—

- (a) Les nom, prénom, profession, nationalité du pétitionnaire.
- (b) L'objet et la durée de l'occupation, ainsi que l'emplacement et la superficie à occuper.

La demande est assujettie à un droit fixe de P.T. 20 qui doit être payé au moment de sa remise à la Municipalité et avant toute instruction. Ce droit est acquis à la Municipalité quelle que soit la suite donnée à la demande.

ART. 4.

La Municipalité aura toujours le droit, pour des motifs dont elle reste seule juge souverain, d'accorder ou de refuser l'autorisation d'occuper la voie publique.

De même elle pourra, si elle le juge nécessaire, restreindre et même retirer entièrement aux permissionnaires, les autorisations qu'elle leur aura accordées, sans avoir à leur payer aucune indemnité, sauf la restitution de la taxe afférente à la période d'occupation qui restait encore à courir.

La Police aura toujours le pouvoir d'empêcher ou de restreindre l'occupation de la voie publique pour des motifs d'ordre ou de sécurité publique, sauf pour le particulier le droit de requérir de la Municipalité la restitution de la taxe conformément à l'alinéa précédent.

ART. 5.

Aucune démolition, ni construction, ne pourra être exécutée le long d'une voie publique sans que la partie de la voie publique né-

cessaire pour le travail soit clôturée par une barrière en bois qui doit être parallèle à l'axe de la rue et qui ne pourra être éloignée du mur de face de plus de :

- 1.00 m. pour les rues dont la largeur est inférieure à 5 mètres.
- 1.50 m. „ „ „ est de 5 à 9 mètres.
- 2.00 m. „ „ „ est de 10 à 16 mètres.
- 2.50 m. „ „ „ dépasse 16 mètres.

Pour les rues plantées, la barrière ne doit pas approcher de plus de 0,50 m. la ligne des arbres.

La porte de la barrière devra s'ouvrir au-dedans, ou, si cela est impossible, en glissant le long de la barrière, mais jamais elle ne devra s'ouvrir en dehors de la clôture

La barrière devra avoir une hauteur minima de 2.50 m. pour prévenir la chute des matériaux sur la voie publique ; tous les paliers des échafaudages au-dessus du rez-de-chaussée devront être, pendant la durée des travaux, formés de planches ajustées avec rebords.

La nuit, les portes des barrières devront être fermées à clef.

Les appareils servant à monter et descendre les matériaux doivent être renfermés dans la clôture et en aucun cas les matériaux ne pourront être placés en dehors de la barrière.

En cas d'infraction, la Municipalité aura le droit d'arrêter les travaux, et le contrevenant sera passible d'une amende égale au montant de la taxe afférente à l'espace indûment occupée, calculée pour toute la durée de l'occupation, sans préjudice des autres peines prévues au présent Règlement.

Les autorisations pour barrières de construction ou de démolition seront délivrées aux noms de propriétaires et des entrepreneurs à la fois.

Le travail doit commencer dès la pose de la barrière et si huit jours après cette pose, le travail n'est pas commencé, les permissionnaires devront enlever la barrière, faute de quoi, il y sera procédé à leur frais, risques et périls par la Municipalité.

La barrière doit rester en place pendant toute la durée des travaux et jusqu'à leur complet achèvement.

ART. 6.

Pour les petites réparations, la Municipalité se réserve le droit d'autoriser le permissionnaire à ne pas établir de barrière mais à construire des échafaudages volants ne s'appuyant pas sur le sol.

D'ailleurs, en tout temps, la Municipalité peut exiger que les permissionnaires prennent des précautions pour que les matériaux ne tombent pas dans la rue et requérir, le cas échéant, l'aide de la Police.

ART. 7.

Dans les huit jours qui suivront l'enlèvement des clôtures, les permissionnaires devront avoir réparé les dommages causés par eux à la rue et aux trottoirs, faute de quoi, la Municipalité procédera à leurs frais, à la mise en état de la voie publique.

Dans tous les cas, la Municipalité fera procéder, aux frais des permissionnaires, à la mise en état des plantations et autres endommagés par le fait des permissionnaires ou de leurs agents.

ART. 8.

Les auvents ou abris établis devant les bâtiments ne devront en aucun cas dépasser la largeur du trottoir et devront laisser entre le sol et le point le plus bas une distance verticale entièrement libre de 2.25 m. au moins.

Cette disposition s'applique également aux cordes et aux appuis des auvents et abris et autres.

Les vitrines posées sur les façades des magasins ne doivent pas dépasser 25 centimètres en saillie.

ART. 9.

L'occupation de la voie publique pour travaux d'asphaltage ne doit pas dépasser deux mètres de largeur de la rue, en laissant le trottoir entièrement libre.

ART. 10.

Dans les rues traversées par des lignes de tramways, il ne sera accordé des autorisations d'occupation que si la rue est pourvue de trottoirs et large de 12 mètres en cas de lignes doubles et 10 mètres en cas de lignes uniques.

Les occupations dans ces rues ne pourront excéder 0.40 m. de largeur et elles seront interdites sur tout le parcours des lignes qui longent un trottoir à une distance de 50 centimètres.

ART. 11.

Dans les rues non traversées de tramways, ou non pourvues de trottoirs, l'occupation de la voie publique est réglée comme suit :

- (1) Dans les rues de 20 mètres et au-dessus, l'autorisation pourra être accordée jusqu'à 2 mètres de largeur :
- (2) Dans les rues de 15 mètres et au-dessus, jusqu'à 1.50 m.
- (3) Dans les rues de 10 mètres et au-dessus, jusqu'à 1 m.
- (4) Dans les rues de 6 à 9 mètres jusqu'à 0.50 m.
- (5) Dans les rues dont la largeur est inférieure à 6 mètres, on ne peut autoriser l'occupation que pour des vitrines.

ART. 12.

Dans les rues ayant des trottoirs, l'occupation est réglée comme suit :—

- (1) Si le trottoir a 4 mètres et au-dessus, l'autorisation pourra être accordée jusqu'à 2 mètres de largeur.
- (2) Si le trottoir est de 3 mètres et au-dessus, jusqu'à 1.50 m.
- (3) Si le trottoir est de 2 mètres et au-dessus, jusqu'à 0.75 m.
- (4) Si le trottoir est de 1 mètre et au-dessus, jusqu'à 0.40 m.

ART. 13.

Les prescriptions des articles 10, 11 et 12 ci-dessus ne sont pas applicables aux occupations de la voie publique prévues aux articles 5 et 6.

ART. 14.

Les rues et ruelles de moins de 5 mètres de largeur où existent des marchés, des bazars, des magasins de petit commerce ou de petite industrie, pourront être occupées des deux côtés par des étalages ou des bancs ne dépassant pas 40 centimètres de largeur.

ART. 15.

Les autorisations d'occuper la voie publique pour des étalages de viandes, poissons, légumes, fruits, etc., ne seront accordées qu'à une distance d'un rayon de 120 mètres au moins des bazars.

Les caisses pour la vente de glace et eaux gazeuses ne pourront être placées qu'à une distance de 150 mètres l'une de l'autre.

ART. 16.

L'occupation de la voie publique ne pourra être autorisée aux angles des rues ou ruelles qu'à une distance de 3 mètres de l'angle.

ART. 17.

Les taxes à payer par les permissionnaires sont fixées comme suit :—

1. — Dans toutes les rues et places macadamisées, pavées ou bordées de trottoirs :

(1) Pour les occupations prévues aux articles 5, 6 et 9 ci-dessus :

(a) 2 millièmes par mètre carré et par jour pour une période ne dépassant pas quinze jours ;

(b) 10 millièmes par mètre carré et par jour pendant la deuxième quinzaine ;

(c) 5 millièmes par mètre carré et par jour au delà de la deuxième quinzaine.

(2) Pour l'occupation de la voie publique devant les magasins, cafés, brasseries, etc :—

(a) 100 millièmes par mètre carré et par mois s'il s'agit de propriétaires ou locataires riverains ;

(b) 200 millièmes par mètre carré et par mois s'il s'agit d'une toute autre personne ;

(c) 100 millièmes par mètre linéaire et par mois si l'occupation est requise pour des vitrines.

2. — Dans toutes les rues et places non pavées ni macadamisées, ni bordées de trottoirs il sera perçu la moitié du tarif fixé ci-dessus.

3. — Pour l'occupation du sous-sol de la voie publique :

(a) 2 millièmes par mètre linéaire et par mois s'il s'agit d'un câble ou d'un tuyau étanche en plomb, fonte, fer, etc.

(b) 600 millièmes par puits à fond perdu et par an.

Dans l'évaluation des taxes, la fraction d'un mètre sera calculée pour un mètre.

ART. 18.

Les Compagnies des Eaux et du Gaz ne sont pas astreintes à la demande d'autorisation et au paiement des droits lorsqu'elles ont à poser ou à réparer leurs tuyaux de conduite et fils et lorsque le

travail qu'elles ont à faire ne doit pas durer plus de vingt quatre heures. Dans ce cas, elles doivent simplement informer la Municipalité et la Police.

Dans tous les autres cas, ces Compagnies doivent se munir d'autorisations régulières ; toute fois, elles sont exemptées des taxes à payer lorsque leurs travaux sont faits, non pour le compte des particuliers, mais pour leur propre compte.

Sont considérés comme travaux pour le compte des particuliers, les travaux d'introduction de l'eau ou du gaz dans la maison des particuliers, et en général, tous les travaux que ces derniers paient à la Compagnie.

Dans tous les cas les Compagnies sont tenues d'observer les prescriptions de l'article 7 ci-dessus.

OCCUPATION DE LA VOIE PUBLIQUE A MINET EL BASSAL,
MINET EL CHARAGUA ET AU GABBARY JUSQU'AU MEX.

ART. 19.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, l'occupation de la voie publique à Minet el Bassal, Minet el Charagua et au Gabbary jusqu'au Mex, pour les cotons, céréales, bois et autres marchandises de négoce en gros, est soumise aux prescriptions suivantes :—

ART. 20.

Aucune autorisation d'occupation ne sera accordée dans les rues d'une largeur inférieure à 6 mètres.

ART. 21.

Pour le coton, les balles pressées hydrauliquement ne pourront être entassées plus de deux en hauteur.

Quant aux balles pressées à la vapeur, elles ne pourront être entassées plus de quatre en hauteur si elles sont placées sur le sol horizontalement et plus de deux en hauteur si elles sont placées verticalement.

Pour les bois, céréales et graines de coton on ne pourra les empiler à une hauteur de plus de 3 mètres.

ART. 22.

La taxe est fixée uniformément à P.T. 3 par mètre carré et par mois même si la rue n'est pas pavée ou macadamisée.

La fraction d'un mois sera calculée pour un mois entier.

ART. 23.

Les négociants qui voudront bénéficier du tarif fixé par l'article 22 précédent devront le préciser dans la demande prévue à l'article 5 ci-dessus et en obtenir l'autorisation préalable.

Faute de quoi, le tarif fixé par l'article 17 sera appliqué, comme il le sera également pour toute occupation dépassant les limites indiquées dans l'autorisation.

Dispositions Générales

ART. 24.

Toute contravention aux dispositions du présent règlement sera punie des peines de simple police, sans préjudice de l'obligation, pour le contrevenant, de faire cesser l'état de contravention dans les vingt-quatre heures de constat, faute de quoi la Municipalité aura la faculté de faire cesser cet état aux frais, risques et périls du contrevenant.

ART. 25.

Le recouvrement des droits, taxes, amendes et frais effectués par la Municipalité pour l'exécution du présent règlement s'opérera, au besoin, à l'encontre des intéressés, conformément au Décret du 25 Mai 1880.

La Municipalité n'aura d'autres justifications à faire que la présentation de sa facture.

ART. 26.

Le présent règlement a pour but de faciliter l'application des articles 331 et 340 du Code Pénal Mixte et des articles 328 et 348 du Code Pénal Indigène en ce qui concerne les contraventions aux dispositions de ce règlement.

Toutes les contraventions définies dans ces articles et non indiquées dans le présent Règlement telles par exemple que l'éclairage des travaux ou dépôts de matériaux pendant la nuit, etc., n'en subsistent donc pas moins.

ART. 27.

Toutes les dispositions en vigueur contraires au présent Règlement sont abrogées.

ART. 28.

Le présent Règlement entrera en vigueur trente jours après sa publication au “ Journal Officiel. ”

Disposition Transitoire

ART. 29.

Les permissionnaires ayant déjà des autorisations d'occuper la voie publique pourront en bénéficier jusqu'à l'expiration des délais indiqués.

Le 12 Juin 1922.

M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ

du 19 Juillet 1922 portant modification à la liste des quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 71 du 8 Août 1922

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No. 1 de 1904, portant règlement sur les établissements Publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904, désignant les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

N'est pas comprise parmi les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles désignés sous la rubrique du Kism de Moharrem-Bey, dans la liste annexée à l'arrêté sus-visé, la partie de la rue des Thèbes et des rues No. 1957 et No 1958 sur laquelle se trouve une parcelle de terrain d'une superficie de 51 x 23 mètres, formant partie des terrains appartenant à M. Hamos situés entre la rue du Prince Ibrahim et la Rue de Thèbes.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 19 Juillet 1922

M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ

du 4 Novembre 1922 portant sursis à la délivrance d'autorisation de bâtir, en cas de nouvel alignement.

Journal Officiel N° 100, du 16 Novembre 1922.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu le décret du 26 Août 1889, sur le Service du Tanzim ;

Vu l'Arrêté du Ministère des Travaux Publics en date du 8 Septembre 1889, modifié par l'Arrêté du 5 Février 1899, portant règlement d'application du Tanzim ;

Vu l'Arrêté Municipal du 19 Février 1909, portant règlement sur les constructions ;

Considérant que les formalités requises pour rendre obligatoire un nouvel alignement, exigent un temps assez long ;

Que toutes les fois qu'un alignement est modifié les autorisations de bâtir délivrées d'après l'ancien alignement deviennent préjudiciables tantôt aux intérêts des permissionnaires tantôt à ceux de l'administration ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 12 Juillet 1922 approuvée par le Ministère de l'Intérieur suivant lettre en date du 22 Octobre 1922 No 162 dossier 9.1/125 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'un nouvel alignement sera décidé par le Conseil du Tanzim et approuvé par la Délégation Municipale, il sera sursis à la délivrance de toute autorisation de bâtir sur l'alignement modifié jusqu'à ce que le Ministère de l'Intérieur ait accepté le nouvel alignement.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 4 Novembre 1922.

(Signé) : M. HEDDAYA.

ARRÊTE

du 18 Décembre 1922 portant Règlement sur les tentes, huttes et abris similaires servant d'habitation dans le périmètre d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 5 du 11 Janvier 1923

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu la délibération de cette Commission en date du 29 Novembre 1922, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'ériger des tentes et de construire des huttes ou abris similaires, au moyen de débris de bidons, de chiffons, roseaux nattes, etc., sur les terrains vagues ou non effectivement clôturés par des murs ou des grillages, dans le but de s'en servir pour usage d'habitation.

Cette interdiction s'applique à tout le périmètre d'Alexandrie, à l'exception des zones suivantes :

(a) A l'ouest du Canal des Pompes de Mariout au Mex.

(b) Au sud du Canal Mahmoudieh.

(c) A l'est du village de Siouf et d'une ligne partant du village de Siouf et allant jusqu'au Canal Mahmoudieh à la limite du périmètre municipal.

Par dérogation à cette disposition, la Municipalité, d'accord avec la Police, pourra autoriser l'érection de tentes et la construction de huttes ou d'abris similaires, en dehors de ces limites, à condition que ces tentes, huttes ou abris soient pourvus des installations sanitaires et de drainage qui seront prescrites par la Municipalité, si elle le juge nécessaire.

ART. 2.

Dans les zones autorisées, les tentes, huttes, etc., ne peuvent être établies qu'à une distance de 200 mètres au moins de tout campement militaire, station, hôpital, construction quelconque ou lieu habité.

ART. 3.

Pour les tentes, huttes et autres abris similaires existant dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie, la Municipalité pourra prescrire aux occupants dans l'intérêt de l'hygiène publique, toutes installations sanitaires jugées nécessaires.

ART. 4.

Toute contravention au présent arrêté sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou d'une de ces peines seulement.

Le Juge ordonnera toujours l'enlèvement, aux frais des contrevenants, des tentes, des huttes érigées en contravention au présent règlement.

ART. 5.

Le présent arrêté entrera en vigueur dix jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 18 décembre 1922.

(Signé) : M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ

du 14 Février 1923 portant modification de l'article 10 du règlement pour les élections des représentants des négociants exportateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 19 du 19 Février 1923.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 7 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

Vu le Règlement arrêté en sa séance du 28 Mai 1909, par le Comité de l'Association du Commerce d'Exportation d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 27 Juin 1909, portant approbation du dit règlement ;

Vu la demande formulée par l'Association du Commerce d'Exportation d'Alexandrie, par sa lettre du 29 Juillet 1922 ;

Vu l'avis conforme de la Commission Municipale d'Alexandrie, émis dans sa séance du 29 Novembre 1922 ;

ARRÊTE :

L'ARTICLE 10 du Règlement susvisé est remplacé par la disposition suivante :—

“ Le scrutin reste ouvert de 11 heures du matin à 1 heure de relevée.

“ Les membres de la Commission Electorale votent les premiers.

Le Caire, le 14 Février 1923.

Pour le Ministre de l'Intérieur

Signé : ALY GAMAL EL DINE

ARRÊTÉ

du 19 Février 1922 portant Règlement sur les égorgeurs des Abattoirs.

Journal Officiel No 23, du 1^{er} Mars 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 paragraphe 3, du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu l'Arrêté municipal du 3 novembre 1894, portant règlement sur les abattoirs et les boucheries ;

Vu l'Arrêté municipal du 21 février 1905, portant règlement de police intérieure de l'abattoir d'Alexandrie ;

Vu la décision de la Commission Municipale en date du 7 février 1923 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Toute personne qui exerce actuellement ou qui voudra exercer à l'avenir le métier d'égorgeur dans un abattoir public devra être munie d'une autorisation délivrée à cet effet par le Directeur des Abattoirs ou qui pour lui.

Cette autorisation sera délivrée pour la durée d'une année. Elle pourra être renouvelée.

ART. 2.

Le tarif des égorgeurs est fixé comme suit :

P.T. 25 pour l'abatage du gros bétail.

„ 11 „ „ des bufflons.

„ 6 „ „ des moutons et chèvres.

Ce tarif comprend, outre l'abatage de l'animal, sa conduite d'un point compris dans le périmètre de la ville d'Alexandrie à l'abattoir et le transport de la viande de l'abattoir dans les boucheries situées dans le dit périmètre.

ART. 3.

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100.

En cas de récidive dans un délai de six mois la peine pourra être celle de l'emprisonnement ne dépassant pas une semaine.

En outre l'autorisation du contrevenant pourra être retirée par ordre du Directeur des Abattoirs.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Alexandrie, le 19 février 1923.

Signé : M. HEDDAYA.

=====

ARRÊTE

du 3 Mars 1923 portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où des établissements publics ne peuvent être ouverts à Alexandrie.

Journal Officiel No 36, du 2 Avril 1923

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce et les arrêtés qui l'ont successivement modifié ou complété ;

ARRÊTE:

1. — Sont ajoutés à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, désignés sous la rubrique du Kism Karmous, annexée à l'arrêté sus-visé les quartiers, rues et ruelles suivants.—

(a) Le quartier compris dans le lot connu sous le nom de terrains de Ghorbal à l'exception de la rue Abi Doss qui part de la rue El Hodari et se termine à la rue du Canal El Mahmoudieh.

(b) Les rues et ruelles de Gheit el Enab au côté Sud du Canal El Mahmoudieh à l'exception de : (1) la rue Gheit El Enab où passe le tramway, à partir du pont Ragheb Pacha jusqu'à la place Gheit el Enab en face de la station de la Police ; (2) la rue No 12 qui commence à la rive Sud du Canal El Mahmoudieh, à partir du pont Karmous jusqu'à la rue qui conduit jusqu'à l'ancien bâtiment de la Municipalité ; (3) la rue du Canal El Mahmoudieh à partir du jardin Charkass jusqu'au Forn el Geraya.

2. — Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Le 3 Mars 1923.

M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 21 Mars 1923 prescrivant l'emploi du taximètre et réglant le tarif pour les automobiles publiques dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 37, du 5 Avril 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'article 15, paragraphe 3, du Décret du 8 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal en date du 3 Septembre 1908, portant tarif des voitures et automobiles publiques munies de taximètres ;

Vu le Règlement sur les automobiles en date du 16 Juillet 1913 ;

Vu l'Arrêté Municipal en date du 29 Avril 1918 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 17 Janvier 1923, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Toutes les automobiles publiques, dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, doivent être munies de taximètres.

ART. 2.

Aucun système de taximètre ne pourra être adapté à une automobile sans l'approbation préalable de la Municipalité d'accord avec la Police. Chaque taximètre approuvé sera fixé à l'automobile avec un plomb timbré.

ART. 3.

Le chauffeur devra relever le petit drapeau rouge du taximètre quand l'automobile est libre et l'abaisser dès que l'automobile est occupée.

ART. 4.

Ainsi modifié par arrêté municipal en date du 14 Mai 1928:

Le tarif des automobiles publiques est fixé uniformément comme suit dans le périmètre de la ville d'Alexandrie et sans qu'il y ait lieu à aucun supplément:

Pour les premiers 1200 mètres.....	P.T. 3.—
Pour chaque 500 mètres ou fraction en plus.....	„ 1.—
Pour chaque 5 minutes d'attente.....	„ 1.—

ART. 4 (bis)

Ajouté par arrêté municipal en date du 14 Mai 1928:

Il est interdit, sans autorisation spéciale préalable, d'établir, d'afficher ou d'annoncer un tarif plus réduit.

ART. 5.

Les propriétaires de taxis-autos ayant une force de 15 chevaux ou plus (excepté les taxis "Ford") seront autorisés à demander une augmentation du quart sur le tarif fixé par l'article précédent.

Ces taxis-autos seront munies d'une petite plaque et d'un drapeau d'une couleur spéciale à délivrer par la Municipalité d'accord avec la Police et qui seront fixés au taximètre. Ce drapeau portera en français et en arabe l'inscription suivante: "Taxe Spéciale".

ART. 6.

Toute infraction à l'une quelconque des dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement n'excédant pas sept jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 7.

Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa publication au "Journal Officiel"

Alexandrie, le 21 Mars 1923.

Signé: M. HEDDAYA.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 1^{er} Mai 1923 ajoutant certaines dispositions au Règlement
sur les constructions.

Journal Officiel N^o. 54, du 24 Mai 1923

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la
Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal du 19 Février 1909, portant règlement
sur les constructions ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 7
Février 1923, approuvée par le Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont ajoutées au Règlement sur les constructions du 19 Février
1909, sous-visé, les disposition suivantes :

1. - Nouveau Lotissement

1^o Certains quartiers et rues de la ville peuvent être réservés
par la Municipalité exclusivement à des maisons d'habitation.

2^o Tout lot de terrain destiné à la construction d'un immeuble
doit être limité par une voie publique au moins d'un côté.

3^o Tout terrain de construction dont la superficie ou la situation
rend impossible l'application du paragraphe 2 ci-devant en ce qui
concerne les voies publiques existant déjà, doit être considéré
comme un nouveau lotissement.

4° Dans tout nouveau lotissement pour construction, les propriétaires devront affecter pour l'établissement des rues destinées à devenir publiques une surface de terrain égale au tiers de la surface totale des terrains à lotir. La rue ou les rues publiques existantes limitant un terrain à lotir seront comprises pour la moitié de leur largeur dans l'évaluation du tiers exigé à laisser pour les rues.

5° Tout projet de lotissement devra se baser sur le tracé des rues du plan général de la ville d'Alexandrie approuvé suivant délibération de la Commission Municipale en date du 15 juin 1921, auquel toutefois la Municipalité pourra apporter des modifications.

6° Les plans des alignements, axes, largeurs, dispositions, nivellements, etc. des rues devront être approuvés par la Municipalité.

7° Aucune construction ne pourra être commencée avant que cette approbation ait été obtenue.

2. - Disposition des Voies

1° Les alignements des rues existantes ou projetées, ceux des monuments artistiques, historiques ou religieux seront de préférence pris pour base pour déterminer les directions des voies à créer dans les terrains à lotir.

2° Les alignements des façades seront autant que possible droits et parallèles entre eux.

3. - Largeur des Voies, Chaussées et Trottoirs

1° La largeur minima d'une voie destinée à devenir publique sera de 8 mètres.

2° Les rues de plus de 100 mètres de longueur auront un minimum de 12 mètres de largeur, celles de plus de 50 mètres de longueur auront une largeur de 10 mètres.

3° Les rues en prolongement des rues existantes ou projetées devront adopter la largeur effective ou projetée de ces rues, à moins que les conditions ci-avant lui imposent une largeur supérieure.

4° Sauf modification imposée par l'application des prescriptions ci-avant, les largeurs des rues, chaussées et trottoirs seront conformes au tableau suivant :

Largeur des rues	Largeur des Chaussées	Largeur de chaque trottoir	Largeur des rues	Largeur des Chaussées	Largeur de chaque trottoir
Mètres	Mètres	Mètres	Mètres	Mètres	Mètres
8	5	1,50	14	8,40	2,80
8,50	5,50	1,50	14,50	8,70	2,90
9,	6	1,50	15	9	3
9,50	6,40	1,55	15,50	9,30	3,10
—	—	—	16	9,60	3,20
10	6,60	1,70	16,50	9,90	3,30
10,50	6,80	1,85	17	10,20	3,40
11	7	2	17,50	10,50	3,50
11,50	7,10	2,20	18	10,80	3,60
—	—	—	18,50	11,10	3,70
12	7,20	2,40	19	11,40	3,80
12,50	7,50	2,50	19,50	11,70	3,90
13	7,80	2,60	20	12	4
13,50	8,10	2,70	et au-dessus	minimum	minimum

4. - Pans coupés. Angles arrondis.

Lorsque, à une jonction de rues, les alignements des façades détermineront un angle moindre que 60°, un pan coupé de 4 mètres au moins sera tracé perpendiculairement à la bissectrice de cet angle.

Les pans coupés prescrits ci-avant pourront être remplacés par des angles arrondis avec l'autorisation spéciale de la Municipalité et approbation de leur tracé.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 1er Mai 1923.

Signé : MOH. MOCBEL

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 14 Juin 1923 complétant le règlement du 28 Octobre 1910
sur l'introduction des viandes à Alexandrie.

Journal Officiel No. 64, du 28 Juin 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu le Règlement municipal sur les abattoirs et les boucheries
en date du 3 novembre 1894 ;

Vu l'Arrêté municipal en date du 28 octobre 1910, portant
règlement sur l'introduction des viandes à Alexandrie ;

Vu la délibération de cette Commission Municipale en date du
7 février 1923 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa suivant est ajouté à l'Article 1^{er} de l'Arrêté Municipal
du 28 octobre 1910 sus-visé :—

L'introduction à Alexandrie des abats (tête, pieds, foie, poumons,
rate, cœur, graisse, tripes, etc.) d'animaux abattus dans les abattoirs
publics n'est autorisée qu'autant que ces abats adhèrent naturellement
à l'animal.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publi-
cation au " Journal Officiel. "

Alexandrie, le 14 juin 1923.

MOHAMED MOCBEL

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 27 Août 1923 autorisant l'abatage des jeunes veaux.

Journal Officiel No. 87, du 3 Septembre 1923.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu la loi No 6 de 1912 portant interdiction de l'abatage des veaux et génisses, complétée par la Loi No 4 de 1918 ;

Considérant qu'il existe un grand nombre de veaux impropres à l'élevage et aux travaux agricoles et qu'il conviendrait de les affecter à la consommation ;

Sur la proposition du Directeur du Service Vétérinaire :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'interdiction de l'abatage des veaux prévue à l'article 1^{er} de la Loi No. 4 de 1918 susvisée, est suspendue jusqu'à nouvel ordre sur tout le territoire égyptien.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Fait à Bulkeley, le 27 Août 1923.

Signé : FAWZI EL MOUTEI.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 25 Septembre 1923 portant composition du Conseil
d'Estimation.

Journal Officiel No. 98 du 8 Octobre 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Municipalité d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 27 Juin 1904, modifié par l'Arrêté du 27 Juin 1912, portant organisation de la dite Municipalité ;

Vu l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 6 Mai 1909 portant composition du Conseil du Tanzim à Alexandrie ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 29 Novembre 1922, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Le Conseil d'Estimation est composé comme suit :—

1^o Le Vice-Président de la Commission Municipale, Président.

2^o Quatre membres nommés par la Commission Municipale dans son sein dont un des membres élus parmi les représentants du Collège des Propriétaires.

Le Directeur Général de la Municipalité, l'Ingénieur en chef et l'Inspecteur Sanitaire de la Ville font partie du Conseil avec voix consultative.

ART. 2.

Les articles 2 et 3 de l'Arrêté du 6 Mai 1909 susvisé seront applicables au Conseil d'Estimation.

ART. 3.

Le Conseil d'Estimation pourra désigner dans son sein un Conseiller à l'effet de visiter les lieux à estimer. Ce Conseiller sera accompagné d'un ou de plusieurs délégués du Service.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Alexandrie, le 25 Septembre 1923.

Signé : MOHAMED MOCBEL.

DÉCRET

du 24 Mars 1923 conférant la qualité d'officiers de police judiciaire aux inspecteurs et Moawens des Sahels.

Journal Officiel No. 35, du 29 Mars 1925.

NOUS, ROI D'EGYPTE,

Vu le Décret en date du 8 Novembre 1915 conférant aux Mamours des Sahels d'Attar el Nabi et de Rod el Farag la qualité d'officiers de police judiciaire ;

Considérant que les attributions de Mamour de Sahel ont été confiées aux inspecteurs de Sahels ;

Considérant qu'il y a lieu d'investir de la qualité d'officiers de police judiciaire non seulement les inspecteurs de Sahel mais également les Moawens des Sahels existants ou à créer ;

Vu les articles 4 du Code d'Instruction Criminelle Indigène et 6 du Code d'Instruction Criminelle Mixte ;

Sur la proposition de nos Ministres des Finances et de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les Inspecteurs et les Moawens préposés à la surveillance des Sahels existants ou à créer sont investis de la qualité d'officiers de police judiciaire à l'effet de constater les infractions aux règlements promulgués ou à promulguer relatifs au fonctionnement des dit_s Sahels.

ART. 2.

Le Décret du 8 Novembre 1915, sus-visé, est abrogé.

ART. 3.

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Palais d'Abdine, le 6 Chaaban 1341 (24 Mars 1923).

PAR LE ROI :

FOUAD

Le Président du Conseil des Ministres,

YEHIA IBRAHIM.

Le Ministre des Finances,

MOHEB,

Le Ministre de la Justice,

AHMED ZULFICAR.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Août 1923 sur l'introduction des viandes dans les villes à désigner par arrêté du Gouverneur ou du Moudir.

Journal Officiel No 81, du 13 Août 1923.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 23 Novembre 1893, portant règlement sur les abattoirs et les boucheries modifié par l'Arrêté du 28 Mars 1907 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 26 Juin 1923, prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans les villes où le présent arrêté sera déclaré applicable par arrêté du Gouverneur ou du Moudir, l'introduction des viandes d'animaux abattus dans les abattoirs publics est seule autorisée.

L'introduction des abatis (tête, pattes, foie, peau, graisse, tripes, etc). d'animaux abattus dans les abattoirs publics n'est autorisée qu'autant que ces abatis adhèrent naturellement à l'animal.

ART. 2.

Ces viandes seront soumises à leur entrée dans les dites villes au contrôle de l'autorité sanitaire municipale ou locale. La visite sanitaire se fera à l'endroit et à l'heure qui seront fixés par la dite autorité.

Ces viandes seront estampillées à cette visite.

ART. 3.

Elles acquitteront uniformément le droit de visite qui sera fixé dans l'arrêté du Gouverneur ou du Moudir, sans pouvoir dépasser 2 millièmes par kilogramme, quelle que soit leur provenance.

ART. 4.

Toute viande introduite dans les dites villes qui ne portera pas l'estampille de l'autorité sanitaire sus-visée, ou tous abatis non adhérent naturellement à l'animal abattu, seront confisqués sans préjudice des poursuites et pénalités prévues à l'Arrêté sus-visé du 23 Novembre 1893 sur les abattoirs et boucheries.

ART. 5.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel. "

Le Caire, le 5 Août 1923.

Signé : YEHIA IBRAHIM

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Octobre 1923 relatif au service des peseurs, porteurs
et mesureurs publics dans les Sahels.

Journal Officiel No. 100, du 15 Octobre 1923.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'Arrêté Ministériel du 13 Juin 1915 établissant un service de peseurs, porteurs et mesureurs publics aux Sahels de Rod el Farag et Attar el Nabi :

Vu l'Arrêté Ministériel du 22 Mai 1918 rattachant provisoirement le Sahel de Guizeh à celui de Attar el Nabi et y déclarant applicable le susdit Arrêté du 13 Juin 1915 ;

Vu le Décret du 24 Mars 1923 conférant aux Inspecteurs et Moawens des Sahels existants ou à créer la qualité d'Officiers de Police Judiciaire ;

Sur l'avis conforme du Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Dans les Sahels de Rod el Farag, Attar el Nabi et Guizeh ainsi que dans tout autre Sahel auquel le présent arrêté sera déclaré applicable et dans les Chounahs qu'ils comprennent, aucune opération de pesage public ne pourra être effectuée sauf par le soin des peseurs publics munis d'une rokhsa régulière du Bureau du Commerce et de l'Industrie, et par le moyen d'instruments ou machines à peser fournis par le dit Bureau. Toute opération de pesage public auquel il sera tenté de procéder irrégulièrement sera empêchée, au besoin par la force, et l'entrée des Sahels interdite aux contrevenants.

Toute contravention au présent article sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2

Ainsi modifié par arrêté du 14 Février 1924 :

Le droit à percevoir pour le pesage des denrées dans les Sahels visés à l'article précédent et dans tout autre Sahel auquel le présent arrêté sera déclaré applicable est fixé comme suit :

		Mills
Oignons	par cantar	4
Céréales	par ardeb	5
Paille non emmagasinée	par himl	10
Paille à emmagasiner dans les Chounahs ou à retirer des Chounahs	„	5
Dattes, fruits, légumes frais, fruits secs, légumes secs	par cantar	5
Mélasse, fromage	„	5
Miel d'abeille, beurre frais, huiles, bougies, couleurs et produits tinctoriaux	„	10
Coton, laine et lin bruts	„	5
Cordages et accessoires de barque, pierre, bois, charbon, paille de riz	„	2
Métaux, tels que cuivre, fer, plomb	„	10
Peaux brutes	„	5
Peaux tannées	„	10
Epicerie	„	10

Ces droits seront perçus en entier du propriétaire des articles pesés, sauf si le pesage se fait à l'occasion d'une vente, dans ce cas ils seront perçus par moitié de l'acheteur et du vendeur.

ART. 3

Ne seront admis à exercer la profession de peseur, porteur ou de mesureur dans l'enceinte des Sahels précités et dans ceux qui pourront être soumis à l'avenir au présent arrêté, que les peseurs, porteurs ou mesureurs munis d'une rokhsa régulière de l'autorité compétente.

Le tarif des services des porteurs et mesureurs sera fixé de temps à un autre par simple avis du Bureau de Commerce et de l'Industrie affiché dans l'enceinte des Sahels.

ART. 4

Dans toute l'étendue des Sahels, l'occupation de la voie publique et des quais reste interdite sauf en vertu d'une rokhsa régulière délivrée par le Service du Tanzim compétent.

ART. 5

L'Arrêté du 13 Juin 1915 est rapporté.

ART. 6

Le Contrôleur du Bureau du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à partir de sa publication au "Journal Officiel".

Bulkeley, *le 5 Octobre 1923.*

(*Signé*) AHMED HECHMAT

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 6 Octobre 1923 portant établissement d'un Sahel à Alexandrie
sur le Canal Mahmoudieh.**

Journal Officiel No. 100, du 15 Octobre 1923.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'arrêté No 26 de 1923 établissant un service de peseurs, porteurs et mesureurs publics aux Sahels de Rod el Farag, d'Attar el Nabi, de Guizeh et à tout autre Sahel ;

Sur l'avis conforme du Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Un sahel pour le commerce des céréales et autres produits et fonctionnant sous le contrôle du Bureau du Commerce et de l'Industrie sera établi à Alexandrie sur le Canal Mahmoudieh et à la Station du Chemin de Fer de Gabbari.

ART. 2.

Les dispositions de l'Arrêté susvisé No 26 de 1923 seront applicables au Sahel d'Alexandrie.

ART. 3.

Le Contrôleur du Bureau du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Bulkeley, le 6 Octobre 1923.

Signé : AHMED HECHMAT.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 5 Octobre 1923 portant modification du tarif des voitures publiques.

Journal Officiel N° 105 du 1^{er} Novembre 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15, paragraphe 3, du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie,

Vu l'Arrêté Municipal en date du 27 Février 1906 modifié par les Arrêtés des 2 Juillet 1912, 24 Septembre 1917 et 25 Novembre 1919;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 14 Mars 1923 approuvée par le Ministère de l'Intérieur;

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER

Ainsi complété par l'arrêté du 15 Février 1925:

Le tarif des voitures publiques dans la Ville d'Alexandrie et ses environs est fixé comme suit:

	Voiture à un cheval Mill.	Voiture à 2 chevaux Mil.
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas dix minutes	30	40
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas vingt minutes.....	35	50
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas trente minute.....	45	65
Au delà de trente minutes, pour chaque quart d'heure	15	20
Par heure - le cocher devra être prévenu s'il est pris par heure	60	90

Majoration de dix millièmes pour chacune des trois premières sortes de courses ou pour chaque demi-heure dans les deux dernières sortes de courses, entre 11 h.p.m. et 6 h.a.m,

Un supplément de 10 millièmes est dû pour les voitures engagées dans l'enceinte de la Gare du Caire.

	Voiture à un cheval Mill.	Voiture à 2 chèveaux Mill.
Course à l'Hôpital de Ras-el-Tin—Yacht Club— Hadra—Palais N° 3—Lombroso ou Casino d'Ibrahimieh—aller seulement	60	90
Aller et retour, avec une demi-heure d'attente	100	130
Course à l'Ibrahimieh—Sidi-Gaber—Wardian — Abattoir, aller seulement	90	120
Aller et retour, avec une demi-heure d'attente	130	180
Course à Bulkeley Gare — Jardin Antodiadis et Nouzha, aller seulement	100	130
Aller et retour, avec une demi-heure d'attente	140	230
Course à Fléming—Souk Bacos, aller seulement	130	170
Aller et retour, avec une demi-heure d'attente	170	250
Course à San Stefano (localité)—Mex — Beau Rivage — Gare de Ramleh du Gouverne- ment — Hagar Nawatieh, aller seulement excepté au Casino San Stefano	160	200
Aller seulement au Casino San Stefano	150	190
Aller et retour avec une heure et demie d'attente.	250	350

Toute attente dépassant le délai fixé ci-haut sera calculé à raison de vingt millièmes par demi-heure pour les voitures à un cheval et 35 millièmes pour les voitures à deux chevaux.

Pendant la nuit, soit entre 11 h.p.m. et 6 h.a.m., ce tarif sera majoré de 10 pour cent.

Le cocher est tenu de placer la plaque-tarif d'une façon apparente à l'endroit qui lui sera indiqué par la police.

Les contraventions au présent arrêté seront punies d'une amende n'excédant pas P.T. 100 (cent) ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine.

ART. 2

Les arrêtés municipaux sus-visés sont rapportés.

ART. 3

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Alexandrie, *le 5 Octobre 1923.*

(*signé*) MOHAMED MOCBEL.

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 14 Décembre 1923 portant modification de l'Arrêté du
Ministère de l'Intérieur en date du 25 Janvier 1890
relatif aux élections municipales à Alexandrie.**

Journal Officiel No. 120 du 20 Décembre 1923.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Décret du 5 Janvier 1890 instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

Vu l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 25 Janvier 1890 relatif aux élections municipales à Alexandrie ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les articles 6, 14, 19, 20 et 21 de l'arrêté susvisé sont modifiés comme suit :

ART. 6.

L'élection de six membres de la Commission Municipale élus par le collège électoral, se fera au jour à l'heure et aux lieux qui seront fixés par le Gouverneur d'Alexandrie, au moins huit jours avant l'élection au scrutin des listes à la majorité absolue des suffrages exprimés. S'il est nécessaire de procéder à un second tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Nul ne peut être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste électorale municipale.

Le droit d'élection ne peut être exercé que personnellement.

Chaque bulletin de vote ne pourra contenir qu'autant de noms qu'il y a de membres à élire. Si un nom est répété dans un même bulletin, il ne pourra en aucun cas être compté que pour un seul suffrage.

Les bulletins blancs ne sont pas comptés comme suffrages exprimés pour l'établissement de la majorité absolue.

La direction de l'élection appartient dans chacun des bureaux dont le nombre aura été fixé par le Gouverneur, à une Commission électorale composée de quatre électeurs inscrits sachant lire et écrire, élus par les électeurs présents au moment de l'ouverture de l'opération électorale qui aura lieu à l'heure fixée, quel que soit le nombre des électeurs présents, et d'un délégué du Ministère de l'Intérieur, qui en aura la présidence. Chaque bureau électoral nomme dans son sein un secrétaire.

L'arrêté du Gouverneur désignera celui des bureaux où seront concentrés les résultats du vote et qui s'appellera le premier bureau.

Le délégué ministériel président de la Commission électorale de chaque bureau prendra les mesures nécessaires pour veiller à la liberté du suffrage et à la régularité de l'opération électorale.

ART. 14.

La votation reste ouverte depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir et se fera par scrutin secret.

Les membres de la Commission de chaque bureau, en tant qu'ils sont électeurs, votent les premiers.

ART. 19.

Dès que tous les électeurs présents auront donné leur vote, le président de chaque bureau électoral déclare le scrutin clos.

Après cette déclaration aucun vote ne peut être reçu.

Le président et les membres de chaque bureau électoral signent la liste de vote.

Ces opérations achevées, le nombre des votants sera vérifié et notifié immédiatement à l'assemblée par le président de chaque bureau électoral.

On procédera ensuite, dans chaque bureau, devant les électeurs présents, au dépouillement des votes et les résultats de cette opération seront concentrés au premier bureau de vote.

ART. 20.

Si deux candidats obtiennent le même nombre de suffrages la majorité est acquise à celui qui sera désigné par le sort. Le tirage sera fait par le président du premier bureau.

Si plus de trois membres appartenant à une même nationalité sont élus, l'élection n'aura effet que pour les trois membres qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, il sera appliqué la règle prévue au 1er paragraphe de cet article.

ART. 21.

Le président du premier bureau proclamera les noms des membres de la Commission Municipale élus.

Le président et les membres de chaque bureau électoral signeront séance tenante les procès-verbaux respectifs de l'élection qui seront transmis directement avec tous les actes électoraux au Ministre de l'Intérieur, dans la huitaine.

Il restera un double certifié conforme par le président et les membres de la Commission électorale, auprès du Gouverneur.

ART. 22.

Les attributions du président de la Commission électorale, de la Commission électorale elle-même et du secrétaire de cette Commission, telles qu'elles sont établies aux articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 17 et 18 de l'arrêté sus-visé, appartiennent respectivement au président, à la Commission et au secrétaire de chaque bureau électoral.

ART. 23.

Le Gouverneur d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel "

Le Caire, le 14 Décembre 1923.

Signé : Y. IBRAHIM.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 14 Janvier 1924 portant exemption de la taxe du 2 pour cent en
faveur des petits loyers.

Journal Officiel No. 16, du 4 Février 1924.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'arrêté Municipal du 24 Janvier 1899, établissant la taxe
du 2 pour cent sur les loyers, payable par les locataires, le
règlement d'application du 18 Mai 1899 et l'Arrêté Municipal du
23 Janvier 1900 :

Vu l'Arrêté Municipal du 17 Février 1904 portant exemption
de cette taxe en faveur des petits loyers :

Vu la délibération prise par la Commission Municipale dans
sa séance du 27 Décembre 1923, approuvée par S.E. le Ministre
de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

L'Arrêté du 17 Février 1904 sus-visé est abrogé et remplacé
par le présent.

ART. 2.

Sont exemptés de la taxe du 2 pour cent les locataires qui
paient pour leur habitation un loyer annuel ne dépassant pas L.E. 15,
ainsi que les personnes habitant un local leur appartenant dont la
valeur locative n'excède pas cette somme.

Ne bénéficieront pas de cette exemption les locataires ou
occupants de magasins ou dépôts affectés au commerce ou à une
industrie, quel que soit le loyer ou la valeur locative de ces locaux.

L'exemption aura effet à partir du 1er Janvier 1924.

Alexandrie, le 14 Janvier 1924.

Signé : MOHAMED MOCBEL

ARRÊTÉ

du 27 Mars 1924 portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics à Alexandrie.

Journal Officiel No. 42, du 12 Mai 1924.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, ainsi que les arrêtés qui l'ont successivement modifié ou complété ;

ARRÊTE :

1. — N'est pas comprise parmi les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles, désignés sous la rubrique du Kism de Mina el Bassal, dans la liste annexée à l'arrêté susvisé la Rue Menassa qui a été ouverte dans les ruelles El Kabbari à droite de la rue El Mex.

2. — Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Le 27 Mars 1924 (21 Chaâban 1342)

Signé : MAHMOUD SIDKY

DÉCRET - LOI

**du 15 Février 1925, édictant des mesures en vue
de combattre la propagation de la malaria.**

Journal Officiel N° 26, du 9 Mars 1925.

NOUS FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu l'article 41 de la Constitution;

Vu le décret du 26 Avril 1900 interdisant de faire des excavations à proximité des villes, villages ou ezbehs;

Vu les Lois Nos. 5 de 1914 et 18 de 1916 sur le remblayage ou dessèchement des étangs et marais;

Considérant qu'il est urgent de prendre des mesures en vue de combattre la propagation de la Malaria dans le pays;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres:

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Notre Ministre de l'Intérieur pourra, par arrêté, prescrire que les dispositions de la présente loi seront applicables, en tout ou en partie dans certaines villes ou villages ou parties de villes ou villages et au besoin dans un rayon n'excédant pas trois kilomètres à partir de la périphérie d'après les indications et limites qui seront mentionnées dans le plan annexé à l'arrêté ministériel.

ART. 2.

Toute citerne ou autre réservoir d'eau destinée à l'alimentation doit être construit et maintenu en état de manière à être et à rester inaccessible aux moustiques.

Tout zir, barrique ou autre récipient mobile destiné à contenir de l'eau doit être employé en prenant les précautions nécessaires pour empêcher qu'il soit accessible aux moustiques.

Toute fontaine, bassin artificiel ou réservoir d'eau pour l'irrigation des jardins ou pour tout autre usage doit être maintenu libre des larves des moustiques, soit par un nettoyage hebdomadaire, soit par l'introduction de poissons se nourrissant des dites larves.

Les cavités ménagées pour rattacher les tuyaux d'irrigation doivent être construites de manière à ne pas retenir l'eau.

Toute flaque dans les jardins, cours ou terrains libres doit être supprimée ou traitée de façon à empêcher la production des moustiques.

ART. 3.

Les dispositions qui précèdent doivent être observées en tant qu'elles sont applicables, pour tout bateau ou embarcation quelconque se trouvant dans les limites des villes, villages, ou zones visés dans l'arrêté prévu à l'article premier.

ART. 4.

Tout tuyau d'aération ou de ventilation d'eau potable ou d'eau d'égout doit être couvert d'une toile métallique de façon à empêcher l'entrée et la sortie des moustiques.

Toute fosse doit être pourvue d'un couvercle de façon à empêcher le passage des moustiques.

Toute fosse, égout ou conduit qui n'est plus en usage, doit être supprimé ou comblé.

ART. 5.

Dans les fondations, caves et souterrains des maisons qui sont susceptibles d'être inondés pendant la crue du Nil, on devra procéder aux travaux nécessaires pour empêcher la production des moustiques, soit en surélevant le niveau du sol, soit en adoptant d'autres mesures appropriées.

En ce qui concerne les excavations faites pour la fondation des maisons, on devra, au cours du travail, se conformer aux prescriptions qui seront indiquées aux mêmes fins par l'Administration de l'Hygiène Publique.

Toute autre excavation existant autour des maisons ou dans les terrains à bâtir devra être comblée.

ART. 6.

Il est interdit de construire ou d'installer une sakieh sans avoir donné un avis préalable à l'Administration de l'Hygiène Publique qui pourra prescrire toutes les mesures prophylactiques qu'elle jugera nécessaires.

Des mesures semblables pourront également être prescrites pour toutes sakiehs déjà installées.

ART. 7.

Tout puits, quel qu'il soit, devra être recouvert de manière à demeurer inaccessible aux moustiques et devra, en outre, être pourvu d'une pompe pour l'élévation de ses eaux,

Aucun puits ne pourra être creusé sans qu'avis ait été préalablement donné à l'Administration de l'Hygiène Publique qui indiquera les mesures prophylactiques à prendre en vue de prévenir et d'éviter la formation de tout foyer de moustiques.

Dans les régions qui seront désignées par arrêté, pris par le Ministre de l'Intérieur d'accord avec le Ministre des Travaux Publics, le creusement des puits pourra être subordonné à une autorisation délivrée par l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 8.

L'Administration de l'Hygiène Publique pourra, aux fins de prévenir et d'éviter la formation de foyers de moustiques dans les rigoles et drains privés, prescrire toutes mesures prophylactiques qu'elle croira nécessaires.

ART. 9.

Sur l'ordre de l'Administration de l'Hygiène Publique il devra être procédé au drainage de tous étangs, marais et eaux stagnantes se trouvant sur un terrain quelconque, susceptible d'être drainé.

Dans ce cas il sera fait application des dispositions des articles 11, 12 et 13 de la présente loi.

ART. 10

Toute birka privée, en attendant qu'elle soit drainée ou remblayée aux termes des Lois Nos 5 de 1914 et 18 de 1916, doit être maintenue libre des larves de moustiques, par l'introduction et le maintien de poissons se nourrissant des dites larves, si l'eau de la dite birka permet l'élevage des poissons.

ART. 11.

Si l'Administration de l'Hygiène Publique estime qu'il y a lieu soit de combler, soit de couvrir une rigole ou un drain quelconque pour prévenir tout foyer de moustiques qu'il pourrait se former ou qui s'y trouve déjà formé, elle pourra après entente s'il y a lieu, avec le Service des Irrigations, ordonner à l'intéressé, d'effectuer l'une ou l'autre des deux opérations susindiquées.

L'Administration de l'Hygiène Publique lui impartira le délai qu'elle jugera nécessaire à cet effet et le préviendra que faute par lui de ce faire, il y sera procédé à ses frais, risques et périls.

Au cas où il n'aurait pas effectué l'opération ordonnée comme au cas aussi où il l'aurait effectuée contrairement aux indications reçues, l'Administration pourra procéder ou faire procéder aux travaux nécessaires et les frais de ces travaux seront recouvrés en conformité du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 12.

Lorsque le comblement de rigoles ou de drains prévu à l'article précédent, supprimera un moyen d'irrigation ou de drainage et rendra nécessaire pour la continuation de l'irrigation ou du drainage le passage des eaux à travers les terres d'autrui les nouveaux ouvrages à établir seront exécutés à la diligence de l'Administration de l'Hygiène Publique et d'après la procédure prévue à l'article suivant.

Il en sera de même lorsqu'il faudra établir des drains à travers les terres d'autrui, pour le dessèchement des étangs, marais et écoulement des eaux stagnantes prévus à l'art. 9 de la présente loi.

Les frais de la création et de l'établissement des dites rigoles ou drains seront entièrement à la charge de l'Administration de l'Hygiène Publique. lorsqu'il s'agira de remplacer une rigole ou un drain supprimé.

Lorsqu'il s'agira de la création et établissement d'un drain ou système de drainage pour dessèchement d'étangs, marais ou écoulement d'eau stagnante, l'Administration de l'Hygiène Publique aura le droit de se faire rembourser par les propriétaires des étangs, marais ou terrains couverts d'eau stagnante, le montant des frais et débours encourus pour les dits création et établissement, d'après les principes et suivant les dispositions des articles 9, 13, 14, et 15 des Lois Nos 5 de 1914 et 18 de 1916.

ART. 13.

Les demandes de passage d'eau seront adressées au Moudir ou Gouverneur, soit par l'Administration de l'Hygiène Publique, soit par l'intéressé.

Devront être annexés à la demande :

1^o une copie de la notification de l'ordre de comblement ou de drainage.

2^o Un plan cadastral du terrain, montrant le tracé de la rigole ou du drain supprimé, ainsi que les terrains intermédiaires pour arriver jusqu'au plus proche canal ou drain public.

Le Moudir ou Gouverneur transmettra d'urgence les documents en question à l'Inspecteur d'Irrigation qui, après une enquête sommaire, devra lui adresser dans la quinzaine, son rapport avec un plan indiquant le tracé des nouveaux ouvrages et évaluant le montant de l'indemnité à payer aux propriétaires des terrains intermédiaires.

Sur le vu de ce rapport, le Moudir ou Gouverneur prendra un arrêté autorisant la création et l'établissement des nouveaux ouvrages sur les terrains intermédiaires, suivant le tracé qui sera indiqué dans le plan annexé au dit arrêté. L'arrêté pourra aussi fixer les modalités pour l'usage de la servitude ainsi établie et, s'il y a lieu, la durée de celle-ci.

Cet arrêté sera transmis à l'Administration de l'Hygiène Publique qui le fera notifier administrativement aux intéressés et aux propriétaires intermédiaires, avec invitation à ces derniers de faire connaître dans le délai de quinze jours, s'ils acceptent ou non le montant de l'indemnité évalué par le Service des Irrigations.

En cas d'acceptation, ce montant sera payé en suivant les règles prescrites à l'article 8 des lois Nos. 5 de 1907 et 27 de 1906 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En cas de non acceptation, ou si aucune réponse n'a été donnée dans le délai ci-dessus indiqué, le montant de l'indemnité sera déposé à la Caisse du Tribunal compétent.

Sur le vu du certificat de dépôt, le Gouverneur ou Moudir prendra un arrêté d'occupation qui sera exécuté à la diligence de l'Administration de l'Hygiène Publique d'accord avec le Service des Irrigations.

Il sera ensuite procédé conformément aux articles 19 et suivants des lois Nos 5 de 1907 et 27 de 1906 susmentionnées tant pour la prise de possession que pour la fixation définitive de l'indemnité.

ART. 14.

Le comblement des rigoles et drains prévu à l'article 11 de la présente loi, ne pourra être effectué qu'après que le nouveau moyen d'irrigation ou de drainage aura été établi.

ART. 15.

Par arrêté spécial pris par le Ministre de l'Intérieur d'accord avec le Ministre de l'Agriculture, il pourra être interdit de cultiver de la canne à sucre ou du riz sur un rayon n'excédant pas deux kilomètres de la périphérie de toute ville ou de tout village ayant fait l'objet d'un arrêté pris en application de l'article premier.

ART. 16.

Les inspecteurs de l'Administration de l'Hygiène Publique qui seront spécialement désignés pour veiller à l'application de la présente loi, auront accès dans tout terrain, jardin, cour, maison, dahabieh, ou autre endroit se trouvant dans la ville, village ou zone indiqué dans l'arrêté prévu à l'article premier.

La visite ne pourra avoir lieu qu'entre 8 heures du matin et 5 heures du soir.

Dans le cas de visite dans une maison ou dahabieh d'habitation ou dans une cour ou jardin attenant à la dite maison, l'inspecteur devra donner avis à l'occupant par écrit ou verbalement, vingt quatre heures à l'avance en fixant l'heure de sa visite; il devra exhiber lors de sa visite un document officiel constatant ses pouvoirs à cet effet.

Si la maison ou dahabieh est temporairement inhabitée, l'avis sera donné au gardien.

Aucun avis sera nécessaire pour entrer dans la cour ou jardin qui appartient à une maison inhabitée et qui n'aurait pas de gardien.

ART. 17.

L'occupant ou le gardien dûment avisé aux termes de l'article précédent, devra se trouver sur les lieux à l'heure indiquée dans l'avis, faute de quoi l'inspecteur pourra quand même procéder à la

visite. Cependant s'il s'agit d'une maison ou dahabieh, il ne pourra y pénétrer qu'en se faisant assister d'un officier de Police. Procès-verbal de la visite sera dressé par l'Inspecteur et signé par tout les assistants.

Si l'occupant est un étranger, avis de la visite devra être donné 24 heures à l'avance au consul dont il relève.

ART. 18.

L'inspecteur de l'Administration de l'Hygiène Publique indiquera dans un écrit signé par lui, soit lors de sa visite soit après les travaux qui doivent être faits ou les prescriptions qui doivent être observées en application des dispositions de la présente loi, et le délai accordé pour l'exécution des dits travaux ou prescriptions.

S'il s'agit de travaux ou de prescriptions de peu d'importance, ils pourront être indiqués verbalement.

L'avis écrit ou verbal sera adressé à celui qui occupe la maison ou le terrain soit en qualité de propriétaire, soit en qualité de locataire, tenancier, séquestre ou en tout autre qualité lui attribuant la possession ou la détention de la maison ou du terrain.

Dans le cas d'une maison inhabitée, l'avis sera donné au gardien.

L'avis donné comme ci-dessus à l'occupant ou au gardien, vaudra avis au propriétaire pour ce qui le concerne.

S'il s'agit d'une cour ou jardin attenant à une maison qui n'est pas habitée et qui n'a pas de gardien, l'Inspecteur pourra y entrer et y faire procéder par les soins de l'Administration aux mesures nécessaires pour empêcher la production des moustiques.

ART. 19.

Les mesures prévues aux articles 2, 3, 6, 7 et 8 sont à la charge tant du propriétaire que de celui qui possède ou détient la maison, le bateau ou le terrain à quelque titre que ce soit.

Les mesures prévues à l'art. 4 et à l'art 5 alinéa 1 et 3 sont à la charge du propriétaire.

Les mesures prévues à l'article 5, alinéa 2, sont à la charge de l'entrepreneur des travaux dont il s'agit.

ART. 20.

Les personnes responsables au termes de l'article précédent qui n'auront pas obtempéré aux avis donnés par écrit par l'inspecteur de l'Hygiène Publique conformément à la disposition de l'article 18, seront passibles pour chaque contravention d'une amende n'excédant pas P.T. 100.

En cas de seconde contravention dans les douze mois de la date d'une précédente contravention, la peine pourra être celle de l'emprisonnement n'excédant pas une semaine avec une amende.

Toute autre contravention à la présente loi ou aux arrêtés pris pour son exécution sera passible d'une amende n'excédant pas P.T.100.

Le juge pourra toujours autoriser l'Administration à exécuter d'office, avec les modalités qu'il pourra indiquer dans son jugement, les mesures, travaux et préparations nécessaires pour mettre fin à l'état de contravention.

Le coût des travaux exécutés par l'Administration, à la suite du jugement, sera recouvré en conformité du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 21.

Nos Ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture, de la Justice et des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

La présente loi sera soumise au Parlement dès sa première réunion.

Fait au Palais d'Abdine, le 21 Ragab 1343 (15 Février 1925).

FOUAD.

PAR LE ROI :

Le Président du Conseil des Ministres :

AHMED ZIWER

Le Ministre de l'Intérieur :

ISMAIL SEDKY

Le Ministre de l'Agriculture :

MOHAMED EL SAYED ABOU ALY

Le Ministre de la Justice :

AHMED MOUSSA

Le Ministre des Travaux Publics :

MAHMOUD SEDKY

(Traduction)

DÉCRET - LOI

du 11 Mars 1925 prévoyant des mesures contre la rage.

Journal Officiel No. 31, du 19 Mars 1925.

NOUS, FOUAD I^{er}, ROI D'EGYPTE,

Vu l'article 41, de la Constitution,

Vu la Loi No. 22 de 1905 portant règlement sur la rage, modifiée par la Loi No. 12 de 1922 ;

Considérant qu'en raison de la recrudescence des cas de rage, il y a lieu de prescrire le recensement et l'enregistrement des chiens dans les localités où les cas suspects sont fréquents et où la propagation de la maladie est le plus à craindre ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 9 Janvier 1925 prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

Sur la proposition de nos Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres :

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER

Les Moudirs et Gouverneurs pourront par arrêté publié au Journal Officiel, prescrire la mise en vigueur des dispositions du présent décret dans toute Ville de leur circonscription où, en raison de la fréquence des cas suspects de rage ou des facilités de propagation de la maladie, ils jugeraient cette mise en vigueur nécessaire.

Tout arrêté ainsi rendu demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas rapporté par le Moudir ou Gouverneur, à la suite de la cessation de l'état de choses qui l'aura provoqué.

ART. 2.

Dans toute localité où le présent décret sera mis en vigueur par l'arrêté prévu à l'article précédent, les chiens doivent être déclarés et enregistrés.

A cet effet, toute personne possédant, à un titre quelconque, un ou plusieurs chiens, doit déclarer à l'autorité qui sera désignée au dit arrêté, le nombre de chiens qu'elle possède.

Cette déclaration est obligatoire pour les personnes demeurant dans la localité et pour celles y séjournant plus de quinze jours ; elle doit être faite dans un délai de 15 jours à partir de la publication, au Journal Officiel, de l'arrêté prévu à l'article premier. Pour les personnes arrivant dans la localité après cette publication, le délai court à partir de la date de leur arrivée.

La déclaration doit être renouvelée chaque année dans la première quinzaine de janvier aussi longtemps que l'arrêté n'aura pas été rapporté.

Tout chien nouvellement acquis doit être déclaré dans un délai de quinze jours à partir de la date de son acquisition.

ART. 3.

Tout chien déclaré en exécution de l'article précédent, recevra un numéro d'ordre et sera inscrit sur un registre ad hoc avec le nom de son maître ; il sera remis à celui-ci une plaque en métal portant le numéro d'ordre sous lequel le chien a été enregistré. Il sera perçu pour chaque déclaration une somme destinée à couvrir les frais d'enregistrement et d'inspection et le coût de la plaque ; cette somme qui sera fixée par l'arrêté et ne pourra en aucun cas être supérieure à P.T. 50.— par chien, devra être payée chaque année au moment même de la déclaration.

En cas de perte de la plaque, le possesseur du chien devra immédiatement en réclamer une nouvelle qui lui sera délivrée contre paiement de P.T. 5.—

ART. 4.

Tout chien circulant librement ou tenu en laisse devra être muni d'un collier portant la plaque susmentionnée faute de quoi il pourra être saisi et conduit en fourrière.

Si le chien saisi n'est pas réclamé dans le délai de sept jours, l'autorité administrative en disposera librement et pourra même le détruire.

Si le chien est réclamé, il ne sera restitué que contre paiement des frais de son entretien calculés à raison de P.T. 2.— par jour ainsi que de la taxe d'enregistrement dans le cas où il s'agit d'un chien non régulièrement déclaré, le tout sans préjudice des poursuites pénales.

ART. 5.

Toute infraction aux dispositions du présent décret et des arrêtés prévus à l'article premier sera punie d'une amende n'excédant pas L. E. 1.—

ART. 6.

Nos Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel mais qui devra être soumis au Parlement dès sa première réunion.

Fait au Palais d'Abdine le 16 Chaaban 1343 (11 Mars 1925)

FOUAD

PAR LE ROI :

Le Président du Conseil des Ministres :

AHMED ZIWER.

Le Ministre de l'Intérieur :

ISMAIL SEDKY

Le Ministre de l'Agriculture :

MOHAMED EL SAYED ABOU ALY

(Traduction)

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 2 Avril 1925 modifiant certaines dispositions de l'Arrêté d'16 Novembre 1905 portant Règlement sur les maisons de tolérance.

Journal Officiel No. 41, du 9 Avril 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'Arrêté en date du 16 Novembre 1905 portant Règlement sur les Maisons de Tolérance ;

Vu le Décret-loi en date du 21 Mars 1925 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte du 12 Mars 1925, prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions des articles ci-après de l'Arrêté en date du 16 Novembre 1905, susvisé, sont modifiées comme suit :—

ART. 21.

Est substitué au second alinéa le texte suivant :—

“ Il est également interdit aux tenanciers de débiter ou de laisser débiter, même gratuitement, une des substances stupéfiantes mentionnées à l'article premier du Décret-loi en date du 21 Mars 1925 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants. ”

“ En cas de contravention, les enjeux, les stupéfiants et tout objet ayant servi à la contravention seront saisis. ”

ART. 24.

En cas de contravention à l'article 21, le juge prononcera la confiscation des enjeux, des stupéfiants et des objets saisis.

ART. 25.

La fermeture d'un établissement doit être prononcée en cas de condamnation pour avoir contrevenu aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 16 et 27 ou pour avoir débité, même gratuitement un stupéfiant.

Elle doit également être prononcée en cas de condamnation pour avoir laissé débiter, même gratuitement, un stupéfiant ou pour avoir laissé jouer des jeux de hasard, lorsqu'il y a eu, dans les trois ans précédents, deux condamnations du même chef contre les tenanciers, même successifs, de l'établissement.

Elle peut être prononcée dans tous les autres cas.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 2 Avril 1925.

Signé : ISMAIL SEDKY.

=====

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**du 28 Mars 1925 portant règlement sur la propreté
des rues publiques et privées ainsi que des
ruelles, passages et terrains vagues.**

Journal Officiel No. 45, du 27 Avril 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 constituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal du 16 Février 1914 portant règlement sur la propreté des rues ;

Vu l'Arrêté Municipal du 8 Avril 1915 portant interdiction, sauf aux personnes autorisées, d'enlever les balayures dans les rues d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal du 15 Juin 1920 portant règlement sur la propreté des rues, ruelles, passages privés ainsi que des terrains vagues à Alexandrie ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 28 Janvier 1925 approuvée par le Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Aux fins du présent règlement, sont considérés comme privés, les voies, rues, ruelles et passages ne faisant pas partie du domaine public, mais servant de passage au public.

ART. 2.

Il est formellement interdit, dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie, de déposer ou de jeter les immondices de toute nature y compris ordures, fumier, balayures, papier, eaux ménagères, déchets de jardins, rameaux, feuilles, cannes à sucre, cendres, décombres ou autres rebuts dans les voies, rues, ruelles, passages publics ou privés, sur les plages ainsi que dans les terrains vagues ou sur la toiture, ou contre les murs des habitations.

ART. 3.

Les immondices ménagères devront être placées soit dans les récipients publics, soit dans des récipients convenables en métal à fournir par les intéressés munis d'un couvercle et faciles à manier.

Ces récipients devront être déposés sur la bordure du trottoir ou devant la propriété s'il n'y a pas de trottoir entre l'aube et 8 heures et demie du matin.

Ils devront être retirés par les intéressés, aussitôt vidés par la Municipalité.

Les déchets provenant du commerce, des industries, des jardins ou des constructions, la paille et le fumier ne sont pas considérés comme immondices devant être enlevés par la Municipalité. Les intéressés auront à y pourvoir eux-mêmes en les envoyant directement aux décharges publiques.

ART. 4.

Les propriétaires des terrains, des maisons ou autres constructions bordant les voies, rues, ruelles ou passages privés, sont solidairement tenus de maintenir les dites voies, rues, ruelles ou passages constamment dans un parfait état de propreté.

ART. 5.

Il est défendu de battre ou de secouer les tapis, couvertures, etc., aux portes, fenêtres ou balcons, donnant sur la voie publique ou toute voie ouverte à la circulation publique.

ART. 6.

Il est défendu de laisser vaguer ou séjourner dans les voies, rues, ruelles et passages publics ou privés ou dans les terrains vagues, des animaux ou des volailles.

ART. 7.

Il est défendu d'arroser les pots et caisses à fleurs placés sur les fenêtres, balcons ou véranda's, de manière à déverser l'eau sur la voie publique, comme aussi de laisser couler ou de répandre sur les rues ou trottoirs l'eau ayant servi au lavage des fenêtres et balcons, ou toute autre eau ménagère.

ART. 2.

Il est formellement interdit sauf aux personnes désignées par la Municipalité d'Alexandrie de ramasser ou d'enlever des balayures ou autres rebuts provenant du balayage des rues de la ville ou de ses environs ainsi que d'extraire le contenu des récipients, caisses, ou voitures destinées au dépôt ou au transport des dites matières.

ART. 9.

Il est défendu de faire le triage des immondices, balayures etc., dans les rues, ruelles, passages publics ou privés, ainsi que sur les terrains vagues.

ART. 10.

Les contraventions, aux dispositions du présent arrêté peuvent être dressées soit contre les contrevenants, soit contre leurs maîtres ou préposés.

ART. 11.

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende n'excédant pas cent piastres au tarif, sans préjudice de la condamnation du contrevenant, à enlever les volailles et autres animaux, immondices, fumier, balayures et autres rebuts.

La Municipalité pourra toujours aussitôt que la contravention est constatée, faire enlever aux frais, risques et périls du contrevenant, les immondices, fumier, ordures, balayures, eaux ménagères, décombres ou autres rebuts, etc.

Le recouvrement de ces frais sera poursuivi par la voie administrative en conformité des dispositions du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 12.

Les Arrêtés Municipaux des 16 Février 1914, 8 Avril 1915 et 15 Juin 1920 sont abrogés.

ART. 13.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 28 Mars 1925.

HUSSEIN SABRI.

ARRETÉ MINISTÉRIEL

portant règlement pour la surveillance du transport et de la
vente du lait et du lait caillé

Journal Officiel No. 56, du 1er Juin 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Considérant qu'il est nécessaire dans l'intérêt de l'hygiène publique, de régler, d'une façon spéciale, la vente et le transport du lait et du lait caillé, sans préjudice des dispositions en vigueur sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté du 31 Janvier 1915 portant règlement sur les vendeurs ambulants ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 5 Janvier 1924 prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le présent règlement pourra être rendu applicable, en tout ou en partie, à toute ville ou village par arrêté du Gouverneur ou du Moudir.

I. — *Dispositions générales sur la vente et le transport du lait et du lait caillé.*

ART. 2.

Le lait mis publiquement en vente doit remplir les conditions suivantes :—

Lait Complet Frais.

Le lait devra être doux et propre et devra provenir de bufflesses, vaches ou chèvres en bon état de santé. Il ne devra être ni additionné d'eau ni adultéré avec des matières colorantes ou toute autre matière étrangère quelle qu'elle soit et sans l'enlèvement d'aucune des matières grasses qu'il contient.

La composition du lait ne devra pas être inférieure aux limites minimales suivantes :—

Lait de bufflesse :

	pour cent.
Matières grasses.....	5
Matières solides non grasses 8.5	8.5

Lait de vache ou mélangé :

Matières grasses.....	3
Matières solides non grasses.....	8.5

Lait de chèvre :

Matières grasses.....	2.5
Matières solides non grasses 7.5	7.5

Lait Caillé.

Ce lait doit être préparé avec du lait complet qui doit être en conformité avec les conditions et limites déjà mentionnées pour le lait complet.

Lait Ecremé.

Le lait séparé ou écremé est le lait duquel les matières grasses ont été enlevées et auquel aucune autre matière n'a été ajoutée. Il devra être conforme en ce qui concerne la propreté, au lait complet frais.

Le lait séparé ou écremé devra être vendu dans un récipient spécialement marqué à cet effet. Le lait vendu dans un récipient non marqué de la sorte sera considéré comme du lait complet.

Le lait séparé ou écremé devra être conforme aux limites minimales suivantes :—

	pour cent.
Lait de bufflesse, de vache ou mélangé :—	
Matières solides non grasses.....	8.7
Lait de chèvre :—	
Matières solides non grasses 7.7	7.7

ART. 3.

Les récipients pour le transport du lait devront être conformes au modèle adopté par l'autorité indiquée à l'article 6 du présent règlement, et chacun d'eux devra être vérifié et muni d'un cachet plombé par la dite autorité.

Ils devront constamment être bouchés par un couvercle. Il est particulièrement interdit de les boucher avec des objets quelconques tels que linges, chiffons, légumes, etc. Ces récipients, ainsi que ceux du lait caillé, devront être constamment tenus en parfait état de propreté et à l'abri de toute contamination.

Les récipients contenant du lait écrémé devront porter une marque spéciale.

ART. 4.

Toute personne qui en raison de sa profession est appelée à traire ou manipuler le lait ou à manipuler les récipients doit s'abstenir du commerce du lait sous quelque forme que ce soit (laiterie, dépôt, transport ou étable), dans les cas où elle est atteinte d'une maladie de peau ou de toute autre maladie contagieuse ou infectieuse, et ce, jusqu'à complète guérison.

ART. 5.

Les étables (Zéribas) et autres locaux dont provient ou dans lesquels est déposé le lait ou le lait caillé, sont ouverts à l'inspecteur des agents de l'Hygiène Publique et doivent être tenus dans des conditions convenables au point de vue hygiénique.

II. — *Dispositions spéciales à la vente ambulante et au transport du lait et du lait caillé.*

ART. 6.

Toute personne désirant se livrer à la vente ambulante ou au transport du lait ou lait caillé sera tenue de se faire inscrire auprès de la Municipalité ou de la Commission Locale dans les villes qui en sont pourvues, du Gouvernorat dans les autres villes, et de l'autorité de police de markaz dans toute autre localité.

ART. 7.

La demande d'inscription devra indiquer :—

(a) Les nom, prénoms, âge, nationalité et domicile du requérant.

(b) Les endroits d'où le lait ou le lait caillé sera obtenu.

Tout changement, soit de l'endroit susvisé, soit du domicile du requérant, devra être immédiatement notifié par le requérant à l'autorité ci-dessus indiquée, faute de quoi la déclaration sera considérée comme non avenue et le vendeur sera poursuivi, le cas échéant, pour contravention au présent règlement.

ART. 8.

La demande d'inscription pourra être rejetée :—

(a) Si le requérant a été condamné pour une infraction de vol commise dans l'année qui a précédé la demande.

(b) Si, dans les six mois précédant la demande, l'inscription du requérant a été annulée par application de l'article 15 du présent règlement.

ART. 9.

La demande sera inscrite dans un registre spécial et il sera délivré au requérant, moyennant paiement de P.T. 5, une plaque portant, en chiffre arabe et européen, le numéro d'inscription du vendeur. Toute personne inscrite devra porter sa plaque, au bras droit, d'une façon visible, pendant tout le temps qu'il se livre à la vente ou au transport.

ART. 10.

La plaque est personnelle au titulaire et le fait de la céder, de la prêter ou d'en permettre l'emploi à qui que ce soit, sera considéré comme une contravention au présent règlement et, en outre, rendra le titulaire punissable de toute contravention au présent règlement qu'aura commise le tiers trouvé en possession de la plaque.

La plaque devra être rendue à l'autorité indiquée à l'article 6 dans le cas de radiation de l'inscription ainsi qu'au cas où la personne inscrite cessera d'exercer son métier.

ART. 11.

En cas de perte de la plaque, son titulaire devra immédiatement en aviser l'autorité indiquée à l'article 6 qui, après justification, lui en délivrera une autre avec un autre numéro, en faisant le changement nécessaire dans le registre d'inscription.

ART. 12.

Les autorités indiquées à l'article 6 désigneront des agents chargés de la surveillance de la vente ambulante et du transport du lait et du lait caillé. Les personnes qui se livrent à la vente ambulante ou au transport du lait ou du lait caillé seront tenues de fournir aux dits délégués, sur leur réquisition, des échantillons aux fins d'analyse.

Les agents de l'Administration de l'Hygiène Publique dans les localités où ce règlement sera rendu applicable, jouissent également des mêmes droits accordés aux autorités mentionnées à l'article 6 du présent règlement en ce qui concerne l'inspection du lait et du lait caillé etc. et le prélèvement d'échantillons aux fins d'analyse.

III. — *Pénalité.*

ART. 13.

Toute infraction au présent règlement sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et sera annotée, pour les personnes qui se livrent à la vente ambulante ou au transport du lait ou du lait caillé, au registre d'inscription. En cas de seconde contravention dans un délai d'un an, la peine sera celle de l'emprisonnement.

Le juge devra en outre ordonner la confiscation des récipients à lait qui ne rempliraient pas les conditions exigées par l'article 3, alinéas 1 et 3.

S'il s'agit d'une laiterie, la fermeture en sera ordonnée par le juge aux termes de l'article 7 de la Loi No. 13 de 1904.

ART. 14.

Les dispositions du présent règlement seront appliquées sans préjudice de toute autre poursuite pénale à laquelle pourront donner lieu les faits constatés.

ART. 15.

Si la personne inscrite pour la vente ambulante ou le transport du lait ou du lait caillé vient à être condamnée définitivement :—

(a) Pour des infractions de vol commises dans l'espace de 3 années, ou

(b) Pour une infraction de vol ou de falsification du lait, commise pendant qu'il se livrait à la vente ambulante ou au transport du lait ou du lait caillé ;

(c) Pour avoir exercé la dite profession sans porter sa plaque, ou

(d) Pour deux contraventions quelconques au présent règlement commises dans l'espace de six mois.

L'inscription du vendeur pourra être annulée par ordre de l'autorité indiquée à l'article 6.

ART. 16.

L'Arrêté du 31 Janvier 1915 susvisé portant règlement des vendeurs ambulants, cessera d'être applicable aux vendeurs de lait dans les villes ou villages où le présent règlement sera rendu applicable.

ART. 17.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au " Journal Officiel ".

Le 18 Mai 1925.

Signé : ISMAIL SIDKY.

=====

ARRÊTÉ

8 Septembre 1925 portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel, N° 91, du 24 Septembre 1925.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce et les arrêtés qui l'ont successivement modifié ou complété ;

ARRÊTE :

1. — Sont ajoutés à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, désignée sous la rubrique du Kism Moharrem-Bey, annexée à l'arrêté sus-visé, les quartiers suivants :—

- a) Le quartier de Sidi Gaber ;
- b) Le quartier de Cléopâtre, à l'exception de la Rue Césarion (à partir de la station Cléopâtre jusqu'à la Rue Sidi Gaber) ;
- c) Le quartier de Sporting Club, à l'exception de la Rue de Delta ;
- d) Le quartier d'Ibrahimieh, à l'exception des Rues Ramleh, Eleusis, Pelouse, Chidia, Prince Ibrahim des deux côtés (à partir de la station Camp-de-César jusqu'à la station Sporting Club) et la Plage ;
- e) Le quartier de Camp-de-César, à l'exception des Rues Mandes, Ambroise Ralli (à partir du commencement jusqu'à la Rue de Delta, à Sporting Club), Corniche et la Plage à partir de Chatby jusqu'à la Rue de Delta, à Sporting Club) ;

- f)* Le quartier de Chatby, à l'exception de la Plage ;
- g)* Le quartier de Mazarita à l'exception des Rues Alexandre le Grand (à partir de la station de Mazarita jusqu'à El Magarieh), Bazar de Mazarita, Sinadino et la Plage ;
- h)* Le quartier de Lumbroso (à partir du commencement de la rue jusqu'au jardin de S. A. le Prince Omar Toussoun) et la Rue Gabal Lumbroso ;
- i)* Le quartier de Hadra, à l'exception des Rues du Palais No. 3. (à partir du commencement du côté de Hadra jusqu'au canal de Mahmoudieh), du tram de Nouzha (à partir du commencement du côté de Hadra jusqu'au terminus de la ligne du Tramway), du Bazar de Hadra (à partir du commencement jusqu'à la Rue Aboukir) et du Gameh El Miri ;
- j)* Le quartier de Paolino, à l'exception de la Rue Paolino.

2. — Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au " Journal Officiel "

Le 8 Septembre 1925.

MAHMOUD SIDKY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 10 Novembre 1925 portant introduction de transporter les immondices par voie du Canal Mahmoudieh.

Journal Officiel No. 116, du 7 Décembre 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE.

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Municipalité d'Alexandrie;

Vu la délibération de la Délégation Municipale en date du 20 Octobre 1925 agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la Commission Municipale;

Vu l'approbation de S.E. le Ministre de l'Intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le transport des immondices, fumiers, balayures et autres détritus de cette nature par voie du Canal Mahmoudieh ainsi que l'usage de est matières comme engrais de culture sur les berges du Canal, est défendu à partir de Hagar el Nawatieh jusqu'au port d'Alexandrie.

ART. 2.

Indépendamment de la peine prévue par l'article 4 ci-après, les immondices saisies dans les barques seront immédiatement confisquées et brûlées aux frais, risques et périls du contrevenant et les frais, recouverts par voie de saisie administrative, conformément aux dispositions du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 3.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées soit par la police, soit par les agents sanitaires.

Les poursuites seront dirigées, suivant le cas, soit contre le bâtelier ou l'agent de transport, soit contre le possesseur des immondices, soit contre l'un et l'autre conjointement.

ART. 4.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende n'excédant pas P.T. 100, ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine. Dans le cas d'une seconde infraction dans le courant de l'année, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

ART. 5.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 10 Novembre 1925

HUSSEIN SABRY.

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 8 Mai 1926 portant modification de l'Arrêté du 24 Juin 1904 relative
à l'Organisation Administrative de la Municipalité d'Alexandrie.**

Journal Officiel No. 46, du 17 Mai 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'art. 45 du décret du 5 Janvier 1890 instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

Vu l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 27 Juin 1904 portant réorganisation de la Municipalité et les arrêtés qui l'ont successivement modifié ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'Arrêté du 27 Juin 1904 susvisé, modifié par les arrêtés du 27 Juin 1912 et du 14 Octobre 1919 sont abrogés et remplacés comme suit :

Art. 1. — La Commission Municipale élit parmi ses membres un Collège composé de sept membres titulaires et de deux membres suppléants en dehors du Vice-Président de la Commission et qui a la dénomination de “ Délévation Municipale ”

Les membres suppléants n'assistent aux séances que lorsqu'ils remplacent des membres titulaires absents. Le remplacement a lieu suivant l'ordre d'ancienneté dans l'exercice du mandat municipal et en cas d'ancienneté égale, suivant l'âge.

Le Directeur Général de la Municipalité, prévu à l'art. 3 ci-après assiste aux séances avec voix délibérative.

La Délévation est présidée par le Vice-Président de la Commission et, à défaut, par le plus âgé des membres.

Art. 2. — Les membres de la Délégation sont nommés au scrutin secret et à la majorité absolue des voix des conseillers en fonctions.

Si, au premier tour de scrutin, la majorité absolue n'est pas atteinte, il est procédé à un second tour et alors l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Au cas de partage des voix, l'élection se règle par tirage au sort.

Ils sont nommés pour une année ; ils sont rééligibles dans les conditions à déterminer par le règlement intérieur.

Art. 3. — *Ainsi modifié par l'arrêté ministériel du 27 Mai 1926 :*

La Délégation est l'organe administratif et exécutif permanent de la Municipalité.

Elle est assistée par un Directeur Général qui est l'agent exécutif de la Municipalité.

Le Directeur Général est nommé par le Gouvernement.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le Sous-Directeur Général qui est nommé de la même manière. Dans ce cas, le Sous-Directeur Général est investi des attributions et pouvoirs du Directeur Général.

Art. 4. — Les attributions du Directeur Général sont les suivantes :

Il formule et signe les correspondances, à l'exception de celles adressées au Ministère de l'Intérieur en exécution des décisions prises par la Commission Municipale qui seront signées par le Président ou, en son absence, par le Vice-Président ;

Il élabore le projet de budget et le relevé des comptes définitifs, mensuels et annuels ;

Il effectue les dépenses autorisées par les prévisions budgétaires ou par délibération spéciale de la Commission ; il le fait, sur sa seule initiative, pour les travaux de réparation et d'entretien jusqu'à L.E. 500 ; il peut passer outre à une adjudication publique pour achats, fourniture ou travaux jusqu'à L.E. 100 ; il décide des adjudications publiques jusqu'à L.E. 1000 ;

Il passe tous actes d'achat, de vente, de transaction ou d'emprunt régulièrement autorisés, et, d'une manière générale, tous actes intéressant la Municipalité ; il ordonnance les dépenses sur les crédits régulièrement ouverts ;

Il présente toutes propositions auprès des comités et de la Commission ; il assure et transmet la présentation des rapports des services sur tous les objets demandés par la Commission et par les Collèges municipaux ; il consulte les comités sur toutes les questions lorsqu'il le croit utile ;

Il peut déléguer, sous sa responsabilité, certains pouvoirs de signature.

Les employés municipaux relèvent du Directeur Général, seul il leur donne les ordres voulus ; il propose pour la sanction du Président toute nomination nouvelle qui ne comporte aucune exception aux règlements en vigueur, ainsi que toute promotion jusqu'à la Classe V ; il approuve les augmentations et les congés du personnel et exerce le pouvoir disciplinaire dans les limites prévues par le règlement ;

Il propose au Président l'ordre du jour des séances de la Commission.

Art. 5. — Les attributions de la Délégation Municipale sont plus spécialement les suivantes :

a) La correspondance présentant une certaine importance et particulièrement avec le Ministère, les Administrations et autorités, les concessionnaires de services ou travaux publics ;

b) L'examen de toute modification au règlement intérieur ;

c) L'examen des propositions budgétaires ;

d) L'examen de toute proposition tendant à l'ouverture d'un crédit sur le Budget Extraordinaire ou sur la Réserve du Budget Ordinaire ainsi qu'aux virements entre les crédits des services Municipaux distincts ;

e) L'approbation des virements entre les chapitres distincts du budget d'un même service municipal ;

f) L'étude de toute proposition tendant à l'établissement de centièmes additionnels aux taxes existantes, à la création de nouvelles taxes ou droits et à l'ouverture d'emprunts dans les limites fixées par l'art. 31 du décret du 5 Janvier 1890 ;

g) L'examen du compte annuel prévu à l'art. 43 du décret précité ;

h) L'étude des projets, plans et devis des travaux neufs ainsi que du programme annuel des travaux d'entretien et d'aménagement ;

i) L'instruction des réclamations contre la validité des élections et la rédaction des rapports à présenter à ce sujet à la Commission ;

j) L'étude préparatoire et les propositions relatives aux affaires contentieuses ;

k) L'étude de toutes autres questions du ressort de la Commission ;

l) Les décisions à prendre sur les dégrèvements de taxes et impôts pour motifs de droit, sur pénalités fiscales ou sur les matières de même nature pouvant affecter les revenus municipaux, sur les taxes arriérées, etc. ;

m) L'approbation des devis des travaux dont le coût dépasse L.E. 500, de toute proposition tendant à passer outre à une adjudication publique pour achat, fourniture ou confection de travaux au-dessus de L.E. 100, ainsi que des marchés et adjudications publiques dont la valeur dépasse L.E. 1000 ;

n) L'approbation, en vue de la sanction du Président, de toute proposition du Directeur Général concernant la nomination dans le personnel municipal qui comporte une exception aux règlements en vigueur, les promotions à la classe IV et au-dessus même si elles ne comportent aucune exception ainsi que des licenciements des employés autres que les agents hors-cadre ;

o) Les décisions à prendre sur les questions qui lui seront revolues par la Commission.

Art. 6. — Outre les Comités ou Conseils prévus par les lois ou règlements, des Comités permanents peuvent être institués par le règlement intérieur.

Ce règlement déterminera la composition et l'objet spécial de chacun de ces Comités.

Art. 7. — La Commission peut nommer sur certains objets spéciaux ou pour des enquêtes, des Comités transitoires et même y comprendre des membres de la Délégation.

ART. 2.

Dans l'article 14 de l'arrêté susvisé, les mots " Directeur Général de la Comptabilité de l'Etat " sont remplacés par les mots " Ministère des Finances ", et, dans l'article 15, les mots " la Délégation " " la délibération de la Délégation " sont respectivement remplacés par " le Directeur Général ", " la décision du Directeur Général ".

ART. 3.

Le Président de la Commission Municipale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : AHMED ZIWER.

Fait au Caire, le 26 Chawâl 1344 (8 Mai 1926).

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 Mai 1926 transférant la mention de la fièvre scarlatine de la deuxième à la première partie du tableau des maladies Infectueuses.

Journal Officiel No. 53, du 3 Juin 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'alinéa 2 de l'article 1 de la Loi N° 15 de 1912, modifié par la Loi N° 18 de 1915 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectueuses;

Considérant qu'il a été constaté que les microbes de la fièvre scarlatine ont une forte résistance et vivent longtemps dans les vêtements et le linge, ce qui augmente la contagion;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

La mention de la fièvre scarlatine est transférée de la deuxième partie du Tableau annexé à la Loi N° 15 de 1912 susvisée à la première partie du dit Tableau.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 12 Zilkadeh 1344 (24 mai 1926),

(Signé) AHMED ZIWER.

LOI No. 6 de 1926

**portant inoculation préventive obligatoire des animaux
de race bovine.**

Journal Officiel No. 89, du 20 Septembre 1926.

NOUS, FOUAD I^{er}, ROI D'EGYPTE,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;
Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre de l'Agriculture est autorisé à faire procéder périodiquement, par les soins des agents du Service Vétérinaire à l'inoculation préventive des animaux de race bovine âgés de 18 mois au moins qui n'ont pas été déjà antérieurement inoculés.

Les animaux inoculés devront demeurer en observation à l'étable pendant la période qui sera prescrite par les susdits agents sans que cette période puisse en aucun cas excéder 15 jours. Pendant la période d'observation, les animaux inoculés seront examinés quotidiennement par les agents du Service Vétérinaire qui décideront du moment où ces animaux peuvent quitter l'étable.

Il appartient au Service Vétérinaire de ne pas procéder à l'inoculation lorsqu'il estime qu'un animal déterminé, par suite de faiblesse, de maladie ou pour tout autre motif, ne pourrait sans danger, supporter l'inoculation.

ART. 2.

Pour faire face aux frais d'inoculation, il sera perçu d'avance, pour chaque tête de bétail à inoculer, un droit ⁽¹⁾ qui sera fixé par arrêté du Ministre de l'Agriculture mais qui ne devra en aucun cas dépasser P.T. 10.

(1) Voir l'Arrêté du 2 Mars 1927 fixant ce droit.

ART. 3.

Si un animal inoculé vient à succomber des suites de l'inoculation et au plus tard dans les quinze jours suivant la date de celle-ci, et pourvu qu'avis du décès en soit donné immédiatement et avant l'enfouissement de la bête, à l'agent du Service Vétérinaire chargé des opérations de l'inoculation dans le village, la valeur de l'animal sera payée au propriétaire par le Service Vétérinaire suivant un tarif ⁽¹⁾ fixé par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Ce tarif sera établie d'après le sexe, l'âge et la taille des animaux et devra comporter pour chaque catégorie, un minimum et un maximum laissant une marge suffisante pour permettre la juste indemnisation du propriétaire de l'animal.

En cas de contestation par ce dernier sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera déterminé souverainement dans les limites du tarif, par une commission composée de l'Omdeh du village, du chef vétérinaire de la localité et de l'Inspecteur de l'Agriculture de la Moudirieh.

Si le décès se produit après l'expiration du délai de quinze jours, il appartiendra au Directeur du Service Vétérinaire de décider souverainement si l'animal a succombé des suites de l'inoculation.

ART. 4.

Quiconque aura soustrait ou tenté de soustraire un animal de race bovine à l'inoculation prescrite en application de l'article 1er, sera puni d'une amende n'excédant pas L.E. 1 et un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera punie des mêmes peines toute autre contravention aux prescriptions de la présente loi.

ART. 5.

Nos Ministres de la Justice, de l'Agriculture et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

(1) Voir l'Arrêté du 2 Mars 1927 fixant ce tarif.

Notre Ministre de l'Agriculture prendra tous les arrêtés nécessaires pour son exécution.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au "Journal Officiel" et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais du Montazah, le 8 Rabi Awal 1345 (15 Septembre 1926).

FOUAD.

PAR LE ROI :

Le Président du Conseil des Ministres,

ADLY YEGHEN.

Le Ministre de la Justice,
AHMED ZAKI ABOUL SECUD.

Le Ministre de l'Agriculture,
MOHAMED FATHALLAH BARARAT.

Le Ministre de Finances,
MORCOS HANNA.

(Traduction).

AVIS

La Loi No. 6 de 1926, portant inoculation préventive obligatoire des animaux de race bovine, a été soumise à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en conformité des dispositions du Décret du 31 Janvier 1889 aux fins de son application par les Tribunaux Mixtes. La dite Assemblée a approuvé la loi précitée à la date du 26 Mai 1929

LOI No. 12 de 1926.

portant modification de l'exercice financier.

Journal Officiel No. 121, du 31 Décembre 1926.

NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Nous avons sanctionné et promulguons la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

A partir de 1927, l'exercice financier, dont la durée reste fixée à douze mois, commencera le 1er Mai et finira le 30 Avril de l'année suivante.

ART. 2.

Le mois d'Avril 1927 sera rattaché à l'exercice 1926-1927.

Les prévisions des recettes et des dépenses pour le mois précité seront soumises à l'approbation du Parlement.

Le compte définitif de l'administration des finances pour l'exercice 1926-1927 comprendra également le compte définitif du mois d'Avril 1927.

ART. 3.

La Loi No. 21 de 1913 est et demeure abrogée.

ART. 4.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente Loi.

Nous ordonnons que la présente Loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au Journal Officiel et exécutée comme Loi de L'Etat.

Fait à Louxor, le 26 Gamad Tani 1345 (31 Décembre 1926).

PAR LE ROI :

FOUAD.

Le Président du Conseil des Ministres,

ADLY YEGHEN.

Le Ministre des Finances,
MORCOS HANNA.

(Traduction).

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**du 11 Janvier 1927 relatif à la taxe du 2 pour cent
sur les loyers à Alexandrie.**

Journal Officiel No. 6 du 20 Janvier 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 40, lettre D, du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Municipalité d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal du 24 Janvier 1899, le Règlement d'application du 3 mai 1899 et l'Arrêté Municipal du 23 Janvier 1900, concernant la taxe sur les loyers ;

Vu la délibération en date du 27 Octobre 1926 de la Commission Administrative instituée par l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 15 Juillet 1926, en substitution de la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'approbation de S.E. le Ministre de l'Intérieur en date du 10 Janvier 1927 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'Arrêté Municipal du 24 janvier 1899, du Règlement d'application du 3 mai 1899 et de l'Arrêté Municipal du 23 Janvier 1900, susvisés, seront complétées par ce qui suit :

Aux fins d'établir la taxe de 2 % sur les loyers effectifs, les locataires devront dans le courant du mois de janvier de chaque année, donner communication à la Municipalité de leur contrat de bail en cours, portant date certaine.

Cette communication pourra se faire soit par lettre recommandée soit par remise directe contre reçu.

A défaut de cette communication annuelle dans le délai précité, comme aussi en cas de présentation de contrats n'ayant pas un caractère suffisant d'authenticité ou de véracité, le montant de la taxe

sera établi en base de l'évaluation de la valeur locative telle qu'elle figure sur les registres de l'impôt sur la propriété bâtie, sans que le contribuable puisse élever une réclamation quelconque de ce chef.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au "Journal Officiel".

Disposition Transitoire.

ART. 3.

Le délai de communication des contrats de bail prévu à l'article premier, para. 2, ci-dessus, est, pour ce qui est de l'année 1927 seulement étendu jusqu'à fin février 1927.

Alexandrie, le 11 Janvier 1927.

HUSSEIN SABRI

=====

ARRÊTÉ

du 6 Janvier 1927 relatif à la vitesse des camions-automobiles
et autobus dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.

Journal Officiel N° 7, du 24 Janvier 1927

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 28 et 29 de l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur
en date du 16 Juillet 1913 portant règlement sur les automobiles;

Vu l'arrêté du Gouvernorat en date du 26 Octobre 1915 relatif
à la lumière et à la vitesse des automobiles à Alexandrie;

Vu la délibération de la Commission Municipale d'Alexandrie
en date du 5 Août 1926 ;

Vu l'approbation du Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de conduire les camions-automobiles et les autobus
à une vitesse excédant 15 kilomètres à l'heure dans le périmètre de
la Ville d'Alexandrie.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication
au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 2 Ragab 1345 6 janvier 1927.

HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 22 Janvier 1933 ajoutant la dysenterie à la deuxième partie du tableau des maladies infectieuses.

Journal Officiel N° 9, du 31 Janvier 1927.

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'alinéa 2 de l'article 1er de la Loi N° 15 de 1912, modifiée par la Loi N° 18 de 1915, prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses;

Considérant que la dysenterie, sous ses deux formes bacillaire et amibienne, est une maladie infectieuse et qu'il est nécessaire de prendre des mesures prophylactiques contre cette maladie.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

La maladie infectieuse suivante est ajoutée à la deuxième partie du tableau annexé à la Loi N° 15 de 1912 sus-visées;

La Dysenterie Bacillaire et Amibienne.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 18 Ragab 1345 22 Janvier 1927.

Signé: ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 29 Janvier 1933 portant modification de l'article 12 du
Règlement pour les élections des négociants importateurs à
la Commission Municipale d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 10, du 3 Février 1927.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le règlement établissant le mode d'élection des représentants des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie, approuvé par Arrêté de ce Ministère du 13 février 1904 ;

Vu les modifications aux articles 1 et 5 du dit Règlement, approuvées par Arrêté du 7 Juin 1905 ;

Vu la modification à l'article 12 du dit règlement, délibérée par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation ;

Vu l'article 7 du Décret du 5 janvier 1890, instituant une Commission Municipale d'Alexandrie ;

ARRÊTE :

Est approuvée la modification à l'article 12 du Règlement pour les élections des représentants des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie, délibérée par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation, dont le texte est modifié comme suit :

“*Art. 12.* — Le scrutin reste ouvert de 8 heures et demie du “matin à une heure de relevée.

“ Les membres de la Commission électorale votent les premiers ”.

Fait au Caire, le 25 Ragab 1345 (29 janvier 1927).

Signé : ADLY YEGHEN

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 2 Mars 1927 fixant le tarif des droits d'inoculation
des animaux de race bovine contre la peste bovine.**

Journal Officiel No. 19 du 7 Mars 1927.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'article 2 de la Loi No. 6 de 1926 portant inoculation préventive obligatoire des animaux de race bovine ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le tarif des droits à percevoir pour l'inoculation des animaux de race bovine conformément aux dispositions de la loi susvisée est fixé comme suit :

100 mills. pour les animaux de grande taille.

75 „ „ „ „ „ taille moyenne.

50 „ „ „ „ „ petite taille.

ART. 2.

Ces droits seront perçus d'avance, avant l'inoculation, et il appartiendra aux agents du Service Vétérinaire de décider si les animaux sont de grande taille, de taille moyenne ou de petite taille.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 28 Chaaban 1345 (2 mars 1927).

Signé : MOHAMED FATHALLAH BARAKAT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 2 Mars 1927 fixant le tarif des indemnités à payer aux propriétaires des animaux de race bovine qui viendraient à succomber des suites de l'inoculation obligatoire.

Journal Officiel N° 19, du 7 Mars 1927

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'article 3 de la Loi 6 1926 portant l'inoculation préventive obligatoire des animaux de race bovine.

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER

Le tarif des indemnités à payer aux propriétaires des animaux qui viendraient à succomber des suites de l'inoculation est fixé comme suit:

<i>Pour chaque veau ou génisse :</i>			
		Prix	Prix
Age	Taille	Minimum	Maximum
		L.E.	L.E.
De 1 an et demie à 2 ans. {	Normale	3,—	7,—
	Petite	2,500	6,—
" 2 à 3 ans..... {	Normale	5,—	11,—
	Petite	4,—	9,—

<i>Pour chaque taureau, bœuf ou vache:</i>			
De 3 à 5 ans..... {	Normale	8,—	15,—
	Petite	7,—	13,—
" 5 à 8 ans..... {	Normale	10,—	18,—
	Petite	10,—	16,—
" 8 à 12 ans..... {	Normale	7,—	14,—
	Petite	6,—	12,—
" 12 ans et au delà..... {	Normale	4,—	11,—
	Petite	3,—	9,—

ART. 2.

Le montant de l'indemnité sera fixé, après examen de l'animal décédé, par les agents locaux du Service Vétérinaire et avis de ce montant sera remis séance tenante et par écrit au propriétaire.

Ce dernier devra déclarer par écrit sur un double de l'avis, qui sera conservé par l'Administration, s'il accepte ou non l'évaluation ainsi faite.

En cas de refus, l'agent du Service Vétérinaire convoquera d'urgence la commission prévue à l'alinéa 2 de l'article 3 de la Loi sus-visée, laquelle fixera définitivement et souverainement le montant de l'indemnité dans les limites fixées à l'article précédent et sans être liée par la première évaluation.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 28 Chaaban 1345 (2 mars 1927).

Signé : MOHAMED FATHALIAH BARAKAT.

=====

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**du 31 Mai 1927 relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles
et divertissements publics dans la ville d'Alexandrie**

Journal Officiel No. 55, du 27 Juin 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 31 du Décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté municipal en date du 28 décembre 1920 établissant une taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics dans la ville d'Alexandrie ;

Vu la délibération en date du 13 octobre 1926 de la Commission Administrative provisoire instituée par l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 15 juillet 1926 en remplacement de la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'approbation donnée par S.E. le Ministre de l'Intérieur à la délibération précitée ;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 31 mai 1927 portant approbation du présent arrêté :

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER

Il sera perçu une taxe sur chaque entrée ou prix de place :

(1) Dans les champs de courses, tirs aux pigeons, pelotes basques et tous autres établissements de pari-mutuel :

P.T. 5 par personne pour les premières places.

P.T. 2 1/2 par personne pour toutes les autres places inférieures.

Les premières places devraient avoir une porte spéciale et une enceinte séparée sans communication aucune avec les autres places, à défaut de quoi toutes les entrées seront considérées comme appartenant à une classe unique et assujetties uniformément à une taxe de P.T. 5 par personne.

ART. 2.

Dans les autres spectacles et divertissements publics, tels que théâtres, cinématographes, concerts instrumentaux ou vocaux,

café-concerts, cirques, bals, dancings, régates, meetings de jeux sportifs (les auditions de pianos mécaniques, de gramophones ordinaires et de "rababas" exceptées) d'après le tarif ci-après :

Pour chaque entrée payante ou prix de place :

Jusqu'à P.T. 5	inclusivement	P.T. 0.5
Au-dessus de	P.T. 5	à P.T. 10	inclusivement				P.T. 1
"	" 10	" 20	"	"	"	"	2
"	" 20	" 30	"	"	"	"	3
"	" 30	" 40	"	"	"	"	4
"	" 40	" 50	"	"	"	"	5
"	" 50	" 60	"	"	"	"	6
"	" 60	" 70	"	"	"	"	7
"	" 70	" 80	"	"	"	"	8
"	" 80	" 90	"	"	"	"	9
"	" 90	" 100	"	"	"	"	10
"	" 100	" 110	"	"	"	"	11
"	" 110	" 120	"	"	"	"	12
"	" 120	" 130	"	"	"	"	13
"	" 130	" 140	"	"	"	"	14
"	" 140	" 150	"	"	"	"	15
"	" 150	" 160	"	"	"	"	16
"	" 160	" 170	"	"	"	"	17
"	" 170	" 180	"	"	"	"	18
"	" 180	" 190	"	"	"	"	19
"	" 190	" 200	"	"	"	"	20
"	" 200	" 210	"	"	"	"	21
"	" 210	" 220	"	"	"	"	22
"	" 220	" 230	"	"	"	"	23
"	" 230	" 240	"	"	"	"	24
"	" 240	" 250	"	"	"	"	25
"	" 250	" 300	"	"	"	"	30
"	" 300	" 350	"	"	"	"	35
"	" 350	" 400	"	"	"	"	40
"	" 400	" 450	"	"	"	"	45
"	" 450	" 500	"	"	"	"	50
"	" 500	" 600	"	"	"	"	60
"	" 600	" 700	"	"	"	"	70
"	" 700	" 800	"	"	"	"	80
"	" 800	" 900	"	"	"	"	90
"	" 900	" 1000	"	"	"	"	100

et progressivement de P.T. 10 par P.T. 100 ou fraction d'augmentation.

ART. 2.

Aucune réduction de taxe ne sera consentie dans le cas où le billet d'entrée ou le prix de la place donne droit à une consommation, à une loterie, etc, ni dans le cas de cartes d'invitation, de prix de faveur accordé par les établissements visés par l'article 1er, ci-dessus.

Exceptionnellement pour les abonnements personnels, la taxe pourra être perçue en une seule fois sur le montant de l'abonnement. Dans ce cas, le paiement devra être effectué par l'exploitant dans les 24 heures de la délivrance de chaque carte d'abonnement à défaut de quoi, l'exploitant sera tenu de payer la taxe majorée d'une amende égale au 25 pour cent de la taxe due.

ART. 3.

La taxe sera perçue du public, en même temps que le prix du billet et en sus de ce prix, par les exploitants des spectacles et divertissements publics visés à l'article premier

Le tarif établi à l'article premier sera affiché devant chaque guichet par les soins des intéressés.

Les exploitants seront tenus de mentionner sur chaque billet d'entrée le montant de la taxe revenant à la Municipalité avec l'indication " Taxe Municipale F.T. " Les billets devront porter un numéro progressif et être détachés de carnets à souche.

ART. 4.

Les exploitants seront tenus, deux jours au moins avant chaque divertissement ou spectacle, d'en donner avis par écrit au Service des Recettes de la Municipalité.

Faute de ce faire, ils seront tenus au paiement de la taxe calculée sur le nombre de personnes que contiendrait le théâtre ou local s'il était comble, et sur la base des prix des places.

ART. 5.

Les exploitants devront verser à la Caisse Municipale par bordereau détaillé et contre reçu, dans les 24 heures, de chaque spectacle ou divertissement, le montant total des taxes perçues sur les entrées payantes ou prix des places.

ART. 6.

Les exploitants qui prêtent leur local ou le donnent en location pour un spectacle organisé par les tiers, seront tenus d'en donner avis au Service des Recettes de la Municipalité deux jours au moins avant le spectacle pour lequel le local est prêté ou loué.

ART. 7.

Les exploitants ainsi que le personnel de chaque établissement pourront être exemptés du paiement de la taxe due sur leurs places dans leur propre établissement.

En aucun cas, l'exemption ne pourra dépasser le montant de la taxe due sur une loge et trois fauteuils.

Il pourra être accordé à la presse des exemptions nominatives limitées au nombre de trois pour chaque journal quotidien d'Alexandrie et de deux pour chaque journal quotidien du Caire. L'exemption pourra être également accordée à un correspondant de chaque journal ou revue des autres villes d'Egypte ou de l'Etranger.

Les personnes exemptées de la taxe devront retirer de la Municipalité une carte spéciale, renouvelable chaque année, qu'elles devront présenter à toute réquisition des agents municipaux, faute de quoi elles seront tenues d'acquitter la taxe. Ces cartes seront nominatives et ne pourront être utilisées par d'autres personnes que les titulaires sous peine de retrait.

ART. 8.

Aucune taxe n'est payable dans les établissements à entrée libre.

Sont considérés comme tels les établissements où aucun paiement n'est imposé aux clients ou spectateurs en dehors du prix de la consommation.

Tout autre paiement imposé sous quelque forme que ce soit sera considéré comme prix d'entrée et assujetti à la taxe proportionnelle établie à l'article 1er, taxe qui sera perçue par les exploitants et versée à la Municipalité dans les conditions établies par le présent règlement.

ART. 9.

La Municipalité aura le droit d'exercer par des agents par elle désignés, un contrôle permanent sur la perception de la taxe

dans chaque établissement et sur les opérations financières de chaque spectacle ou divertissement public. Les registres et carnets de l'établissement devront être mis à la disposition des agents précités.

ART. 10.

Toute différence en moins constatée par les agents municipaux entre le montant de la taxe due et celui versé à la Municipalité devra être parfaite immédiatement, sur simple demande de la Municipalité, par l'exploitant avec une surtaxe de P.T. 100.

ART. 11.

A défaut de versement à la Caisse Municipale dans les détails prévus, du montant de la taxe revenant à la Municipalité comme à défaut de règlement de toute différence, amende ou surtaxe, la Municipalité procédera au recouvrement de ces sommes par la voie administrative contre les exploitants conformément aux dispositions du Décret du 25 mars 1830, sans préjudice de toute autre poursuite à intenter en cas de fraude

ART. 12.

Les permissionnaires (détenteurs de la rokhsa), les concessionnaires, les gérants et, s'il y a lieu, les organisateurs de spectacles, prévus à l'article 6, seront solidairement responsables avec les exploitants de la stricte exécution des dispositions du présent arrêté.

ART. 13.

L'Arrêté Municipal en date du 28 décembre 1920 susvisé est rapporté.

ART. 14.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait à Alexandrie. le 29 Zilkadeh 1345 (31 Mai 1927.)

HUSSEIN SABRY.

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 25 Juin 1927 portant application à la Ville d'Alexandrie de l'Arrêté
Ministériel du 12 Juillet 1911, sur les théâtres.**

Journal officiel No. 56, du 2 Juillet 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'art. 19 de l'arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du
12 Juillet 1911, portant règlement sur les théâtres ;

Vu la délibération de la Commission Municipale d'Alexandrie
en date du 30 Mars 1927 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le règlement sur les théâtres promulgué par l'arrêté ministériel
en date du 12 Juillet 1911⁽¹⁾ sus-visé, sera appliqué dans la ville
d'Alexandrie, sans préjudice des dispositions de l'arrêté municipal du
29 Juin 1904.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
Journal Officiel.

Le Caire, le 25 Juin 1927.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé: A. SAROIT.

(1) Voir cet arrêté en première partie de ce recueil, page 504.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 23 Juillet 1927 portant modification au tableau des
maladies infectieuses**

Journal Officiel No. 67, du Lundi 8 Août 1927.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, p.i.,

Vu l'alinéa 2 de l'article 1er de la Loi No. 15 de 1912, modifié par la Loi No. 18 de 1915, prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses ;

Considérant que la tuberculose pulmonaire est une maladie infectieuse contre laquelle des mesures prophylactiques doivent être prises dès qu'une personne en est atteinte ;

A R R Ê T É :

ARTICLE PREMIER.

La mention "tuberculose pulmonaire après la mort" qui se trouve à la deuxième partie du tableau annexé à la Loi No. 15 de 1912 susvisée est remplacée par la mention suivante :

" Tuberculose Pulmonaire "

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel".

Fait au Caire, le 24 Moharrem 1346 (23 Juillet 1927)

(Signé) : GAAFAR WALI

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 2 Janvier 1928 portant certaines modifications
à l'article 37 de l'Arrêté du 23 Novembre 1893 portant
règlement sur les abattoirs et viandes de boucherie.**

Journal Officiel No. 4 du 12 Janvier 1928.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'Arrêté du Ministre de l'Intérieur du 23 Novembre 1893 portant Règlement sur les Abattoirs et Viandes de Boucherie, modifié et complété par les Arrêtés des 28 Juin 1899, 28 Mars 1907 et 4 Janvier 1915 ;

Vu le Décret du 20 Janvier 1914 rattachant le Service Vétérinaire et l'Ecole de Médecine Vétérinaire au Ministère de l'Agriculture ;

Considérant que les sanctions prévues à l'article 37 du dit Règlement ont été reconnues insuffisantes pour réprimer à la vente de viandes de boucherie malsaines ou impropres à la consommation et qu'il y a lieu de renforcer les dites sanctions dans l'intérêt de la santé publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 28 Octobre 1927 prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 37 du Règlement du 23 Novembre 1893 sus-visé, sont abrogés et remplacés par les deux alinéas suivants :

Sans préjudice des peines plus sévères prévues par le Code Pénal, toute contravention aux dispositions du présent Règlement

sera punie de l'emprisonnement ne dépassant pas sept jours et de l'amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente contravention aux articles 1 et 29 du présent Règlement, le juge ordonnera en outre la fermeture de l'établissement où est mise en vente la viande objet de la contravention..

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Jourual Officiel. "

Fait au Caire, le 9 Ragab 1346 (2 Janvier 1928)

(Signé) : MOHAMED FATHALLAH BARAKAT.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 21 Mars 1928 portant règlement sur les chiffonniers
privés (zabbals) et le transport des immondices ménagères.

Journal Officiel No. 31, du 5 Avril 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la
Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu la décision en date du 26 Janvier 1927 de la Commission
Municipale, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur en date
du 25 Février 1928 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Toute personne qui désire se livrer dans le périmètre de la
ville d'Alexandrie, à la collecte ou au transport des immondices
ménagères, est tenue d'en faire déclaration à la Municipalité
d'Alexandrie aux fins d'inscription de son nom comme "chiffonnier
privé" (zabbal). Elle devra produire à cet effet un certificat de bonne
vie et mœurs et, s'il est conducteur, son permis d'exercer.

Les personnes inscrites comme chiffonniers privés (zabbals),
dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie, doivent porter un bras-
sard et être munies d'une carte d'identité avec la photographie
du titulaire.

Ces cartes et brassards porteront un numéro correspondant à
celui de l'inscription du titulaire. Ils seront fournis gratuitement
par la Municipalité. En cas de perte, un duplicata de l'un ou de
l'autre pourra être délivré contre paiement de P.T. 10 pour le
brassard et de P.T. 5 pour la carte.

La personne inscrite sera responsable du brassard et de la
carte d'identité qui sont strictement personnels.

ART. 2.

Les chiffonniers privés "zabbals" devront déposer les ordures ménagères ramassées par eux dans les endroits désignées par la Municipalité ou dans les réceptacles qui sont mis à la disposition du public dans les diverses rues de la ville.

ART. 3.

La vente de toutes sortes d'immondices est strictement interdite.

il est également interdit de trier les immondices à l'intérieur des maisons, sur la voie publique ou sur les terrains, rues et passages privés ou de les déposer dans les jardins potagers ou terrains cultivables.

ART. 4.

En cas d'épidémie, la Municipalité pourra défendre d'office l'enlèvement ou le transport des immondices par les chiffonniers (zabbals). Dans ce cas la Municipalité pourvoira elle-même à l'enlèvement des ordures ménagères.

ART. 5.

L'individu qui exercera la profession de chiffonnier privé (zabbal) sans permis sera passible d'une amende ne dépassant pas L.E. 1 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les au res contraventions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende n'excédant pas P.T. 25.

En cas de récidive, la Municipalité pourra retirer le permis au contrevenant pour un délai qui n'excédera pas un mois.

Si dans la même année, un chiffonnier privé (zabbal) commet trois contraventions dans l'exercice de sa profession, le permis pourra lui être retiré définitivement.

ART. 6.

Le présent règlement entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel."

Fait à Alexandrie, le 29 Ramadan 1346 (21 Mars 1928).

(Signé) : HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ

du 12 Mai 1928 relatif aux quartiers où ne peuvent être
tenues des maisons de tolérance dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 44, du 21 Mai 1928.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 2 et 27 de l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur
en date du 16 novembre 1905 sur les maisons de tolérance ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 10 septembre 1898
portant application du règlement sur les maisons de tolérance à
la ville d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté en date du 21 Avril 1915 désignant les quartiers
affectés aux maisons de tolérance dans la dite ville ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont rayés de la liste des quartiers affectés aux maisons de
tolérance dans la ville d'Alexandrie, les rues El Méalem Ghali, des
Trois Colonnes et Borham Pacha.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur trois mois après sa pu-
blication au "Journal Officiel".

Fait, le 22 Zilkadeh 1346 (12 mai 1928).

HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 26 Mai 1928 portant retrait de la concession du 6 Août 1860 relative au chemin de fer entre Alexandrie et Ramleh.

Journal Officiel No. 46, du 28 Mai 1928

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 21 du Décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu la concession du 6 Août 1860, relative à la construction d'un chemin de fer entre Alexandrie et Ramleh :

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 11 octobre 1919, transférant à la Municipalité d'Alexandrie le droit de retirer la concession ;

Vu la délibération de la Commission Municipale d'Alexandrie en date du 16 mai 1928, décidant de notifier au concessionnaire le retrait de la dite concession :

Vu l'approbation donnée par Son Excellence le Ministre de l'Intérieur à la délibération précitée suivant lettre en date du 21 mai 1928, No. 3. ¹/₂₈ ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La concession en date du 6 août 1860, relative au chemin de fer entre Alexandrie et Ramleh, actuellement exploitée par "The Alexandria and Ramleh Railway Cy. Ltd." est retirée,

ART. 2.

Le réseau avec toutes ses dépendances, usines, bâtiments, matériel et accessoires devra, sous réserve de tous autres droits de la Municipalité, être consigné administrativement à cette dernière, au plus tard le 1er Janvier 1929.

ART. 3.

Le Comité des Trams, institué par la Commission Municipale, est chargé de procéder avec l'assistance légale du Contentieux de l'Etat et celle technique de Mr. Spencer, et par la suite de tous les autres techniciens qu'il croira utile de désigner, au règlement des rapports de la Muncipalité avec "The Alexandria and Ramleh Railway Cy., Ltd." sans préjudice des pouvoirs de décision que la Commission Municipale s'est réservée, en la matière, dans sa délibération sus-visée.

Fait à Alexandrie, le 26 mai 1928.

(Signé) : HUSSEIN SABRY

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Septembre 1928 ajoutant la Dengue à la deuxième
partie du tableau des maladies infectieuses.

Journal Officiel No. 80, du 10 Septembre 1928.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 1er, alinéa 2, de la Loi No. 15 de 1912, modifiée
par la Loi No. 18 de 1915, prescrivant des mesures prophylac-
tiques contre les maladies infectueuses ;

Considérant que "La Dengue" est une maladie infectieuse
qui se propage très rapidement et qu'il est nécessaire de prendre
des mesures prophylactiques contre cette maladie ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La maladie infectieuse suivante est ajoutée à la deuxième
partie du Tableau annexé à la Loi No. 15 de 1912 sus-visé :

" *LA DENGUE* "

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication
au "Journal Officiel".

Le 20 Rabi Awil 1347 (4 Septembre 1928)

(Signé) : M. MAHMOUD.

DÉCRET - LOI N^o. 66 de 1928

Sur l'exercice de la Profession de Médecin (1)

Journal Officiel No. 97, du 8 Novembre 1928.

NOUS, FOUAD 1^{er} ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 46 de 1928 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

Chapitre Premier

Dispositions Générales

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des dispositions de l'article suivant, nul ne peut, à un titre quelconque soit public soit privé, donner des consultations, faire des visites, pratiquer des opérations chirurgicales ou des accouchements, prescrire des médicaments et, en général, exercer la médecine, s'il n'est muni du diplôme de médecin délivré par la Faculté de Médecine de l'Université Egyptienne et inscrit auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Exceptionnellement, le Ministre de l'Intérieur peut, sur la proposition de la dite Administration, accorder, à des personnes qui ne remplissent pas les conditions sus-visées, l'autorisation d'exercer la médecine pendant une épidémie ou en cas de danger public.

ART. 2.

Ainsi modifié par la Loi No. 17 du 8 Juin 1932 :

Les médecins diplômés à l'étranger ne peuvent exercer la médecine en Egypte s'ils ne sont inscrits auprès de l'Administration

(1) Voir aussi l'Arrêté Ministériel du 1^{er} Décembre 1928.

de l'Hygiène Publique. Leur inscription sera subordonnée à la condition d'avoir subi avec succès l'examen prévu à l'article 4 ci-après.

Pour être admis à cet examen, il faut être porteur d'un diplôme étranger reconnu équivalent au diplôme de l'Etat Egyptien par un comité composé de 4 membres, dont un étranger, désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Le candidat doit présenter à l'Administration de l'Hygiène Publique, outre le diplôme en original ou en copie authentique et les certificats constatant le cours des études ou tout autre document en tenant lieu, une demande signée par lui et indiquant ses nom, prénoms, nationalité et domicile. Il doit également verser une somme de L.E. 10 comme droit d'examen.

Cette somme lui sera restituée s'il n'est pas admis à subir l'examen ou s'il y renonce.

ART. 3.

Ainsi modifié par la Loi No. 17 du 8 Juin 1932.

Peuvent être dispensés de l'examen par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique :

1. — Les Professeurs aux Ecoles et Facultés de Médecine de l'étranger reconnues par le Gouvernement Egyptien ;

2. — Les médecins ayant exercé pendant une période de cinq ans au moins dans un hôpital reconnu par le Gouvernement Egyptien parmi les grands hôpitaux de l'étranger ;

3. — Les personnes ayant obtenu un diplôme prévu à l'alinéa 2 de l'article précédent et qui auraient fait partie des missions du Gouvernement Egyptien ou qui auraient été sous sa surveillance.

Les conditions de cette surveillance seront déterminées par arrêté du Ministre de l'Intérieur approuvé par le Conseil des Ministres.

ART. 4.

Ainsi modifié par la Loi No. 17 du 8 Juin 1932.

L'examen des porteurs de diplômes étrangers est basé sur le programme de l'examen final de la Faculté de Médecine ; il sera subi devant un Jury permanent composé de médecins qui seront

nommés par arrêté du Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Conseil de la Faculté de Médecine.

Le candidat peut se servir dans l'examen de l'une ou de l'autre des langues judiciaires employées par devant les Tribunaux Mixtes d'Egypte.

Si le candidat échoue à l'examen, il peut s'y représenter plus d'une fois à condition qu'une période de temps non inférieure à six mois, s'écoule entre une session d'examen et l'autre.

L'Administration de l'Hygiène Publique, délivrera un certificat au candidat qui aura subi l'examen avec succès.

ART. 5.

Le Ministre de l'Intérieur peut, sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique, et par exception aux dispositions des trois articles précédents, autoriser un médecin à exercer en Egypte, dans les conditions prescrites par l'autorisation et pendant une durée n'excédant pas trois mois.

Les médecins ainsi autorisés sont dispensés de l'inscription réglementée aux chapitre suivant.

Chapitre 2.

De l'Inscription des Médecins

ART. 6.

Il sera tenu à l'Administration de l'Hygiène Publique un registre où seront inscrits les médecins ayant le droit d'exercer en Egypte.

L'inscription indiquera les noms, prénoms, nationalité et domicile des inscrits, la date et provenance du diplôme et la date du certificat d'examen ou de dispense suivant le cas.

Cette inscription sera effectuée sur la demande de l'intéressé contre paiement d'un droit d'enregistrement de L.E. 5 et après production d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par l'autorité compétente.

Copie de l'inscription sera délivrée sans frais au médecin inscrit.

ART. 7.

Tout médecin inscrit doit indiquer, par lettre recommandée adressée à l'Administration de l'Hygiène Publique, l'adresse exacte de sa clinique dans le délai d'un mois à partir de la date de son inscription.

Il doit, dans les mêmes formes, notifier tout changement permanent d'adresse de domicile ou de clinique dans le délai d'un mois à partir de la date de ce changement.

Le défaut d'accomplissement des formalités prescrites au présent article donne à l'Administration le droit de rayer le nom du médecin du registre après lui avoir adressé, par lettre recommandée à la dernière adresse connue, un avis d'avoir à se mettre en règle.

Le médecin ainsi rayé peut toujours obtenir, en faisant connaître son adresse, d'être réinscrit dans le registre contre paiement d'un droit de L.E. 1.

ART. 8.

L'inscription obtenue par le moyen de faux, par de manœuvres frauduleuses ou par d'autres moyens illégaux, sera annulée par arrêté du Ministre de l'Intérieur, sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique, et le nom de l'inscrit sera définitivement rayé du registre.

ART. 9.

La liste officielle des médecins inscrits sera publiée annuellement par les soins de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 10.

Ainsi modifié par la Loi No. 17 du 8 Juin 1932.

Il est institué auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique un Conseil Médical Supérieur présidé par le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ou son remplaçant et composé du Doyen de la Faculté de Médecine ou de son remplaçant, d'un membre du Contentieux du Ministère de l'Intérieur et de trois médecins exerçant en Egypte désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Lorsque le cas soumis au Conseil concerne un médecin de nationalité étrangère, deux au moins des membres du Conseil devront être de nationalité étrangère.

ART. 11.

Le Conseil médical supérieur a le pouvoir d'infliger un avertissement, d'ordonner la radiation temporaire pour un délai n'exédant pas deux années ou même la radiation définitive de tout médecin inscrit qui aura été condamné soit à une peine, soit à des dommages-intérêts, par une sentence définitive prononcée par une juridiction pénale, civile ou disciplinaire compétente pour des faits entachant sa probité, son honorabilité ou sa capacité professionnelle ou pour une irrégularité quelconque dans l'exercice de sa profession. En outre, l'avertissement peut être infligé pour les mêmes faits même en l'absence de toute condamnation.

Le médecin sera invité par lettre recommandée, précisant les faits qui lui sont imputés, à se présenter ou, s'il le préfère, à présenter sa défense par écrit dans un délai qui ne devra pas être inférieur à 15 jours.

La décision prononcée par le Conseil ne sera exécutoire qu'après approbation du Ministre de l'Intérieur.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur réglera la procédure à suivre par devant le dit conseil.

ART. 12.

Le médecin rayé du registre pour une période déterminée pourra obtenir sa réintégration à l'expiration de la dite période contre paiement d'un droit de L.E. 1.

ART. 13.

Si l'Administration de l'Hygiène Publique constate qu'un médecin abuse du droit de prescrire des stupéfiants, elle pourra l'inviter à lui fournir des explications. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes, le médecin sera mis en demeure de cesser cette pratique.

Si l'abus est grave ou répété, l'Administration de l'Hygiène Publique saisira le conseil médical supérieur.

Chapitre 3.

Dispositions Pénales

ART. 14.

Quiconque exerce la médecine en violation des dispositions de la présente loi, sera puni d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le juge pourra ordonner la fermeture de la clinique avec enlèvement des plaques et enseignes, ainsi que la confiscation du matériel technique.

ART. 15.

Sera passible des pénalités prévues à l'article précédent, toute personne non inscrite comme médecin qui se sert de prospectus, plaques, enseignes ou autres moyens de publicité de nature à faire croire au public qu'elle a le droit d'exercer la médecine ou qui s'attribue le titre de médecin.

Les mêmes peines seront applicables à tout médecin inscrit dans la clinique duquel des actes d'exercice illégal de la médecine seront constatées à la charge d'une personne quelconque, ainsi qu'à tout médecin, inscrit qui, par les mêmes moyens de publicité, prend un titre, un grade ou une qualité professionnels qu'il n'a pas.

Chapitre 4.

Dispositions Transitoires

ART. 16.

Les conditions édictées aux articles 1 et 2 de la présente loi ne s'appliquent pas aux personnes déjà autorisées à exercer la médecine en Egypte aux termes de l'Arrêté du 13 Juin 1891. Ces personnes pourront continuer à exercer la médecine, mais elles devront, dans les six mois de la date de la mise en vigueur de la présente loi, requérir l'inscription au registre des médecins ; faute de quoi, il leur sera fait application des dispositions de l'article 14.

Chapitre 5.

Exécution.

ART. 17.

L'exercice de la profession de dentiste, qui continue à être régi par la Loi No. 14 de 1920, est toutefois soumis aux dispositions des articles 10, 11, 12 et 13 de la présente loi.

ART. 18.

Toutes dispositions contraires de la présente loi sont et demeurent abrogées à l'exception de celles de l'Arrêté du 13 Juin 1891 portant règlement sur l'exercice de la médecine, relatives aux vétérinaires, sages-femmes et barbiers sanitaires.

ART. 19.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur trente jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Il prendra à cet effet tous arrêtés nécessaires.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au " Journal Officiel " et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Montazah, le 13 Gamad Awal 1347 (27 Octobre 1928) .

Par le Roi :

FOUAD

Le Président du Conseil des Ministres,

MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de l'Intérieur,

MOHAMED MAHMOUD.

(Traduction).

AVIS

Le Décret-Loi No. 66 de 1928 sur l'exercice de la profession de médecin, a été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en conformité des dispositions du Décret du 31 Janvier 1889 aux fins de son application par les Tribunaux Mixtes. La dite Assemblée a approuvé le Décret-Loi précité à la date du 27 Décembre 1926.

NOTE EXPLICATIVE

du projet du Décret-Loi sur l'exercice de la Médecine

Il y a longtemps que l'Arrêté Ministériel du 13 Juin 1891 a été jugé insuffisant pour réglementer l'exercice de la profession de médecin en Egypte. Aucune modification n'a été portée au dit arrêté durant les 36 années qui se sont écoulées malgré les lacunes qui existent dans l'arrêté en vigueur.

Il est fait allusion, ci-après, aux principales modifications introduites dans le nouveau projet.

1. — Pour prévenir l'emploi de faux diplômes ou de diplômes authentiques appartenant à d'autres personnes, comme il est arrivé dans certains cas, il a été jugé nécessaire de subordonner l'inscription des médecins, tant égyptiens qu'étrangers, porteurs de diplômes autres que celui de la Faculté de Médecine de l'Université Egyptienne, à la condition de passer avec succès un examen professionnel.

Cette mesure aurait en même temps l'avantage de constituer une garantie suffisante contre l'inaptitude de certains détenteurs de diplômes étrangers qui souvent ne viennent en Egypte que plusieurs années après l'obtention de leurs diplômes sans avoir exercé la profession.

Du reste, ce principe a été déjà admis dans la Loi No. 14 de 1920 sur l'exercice de la profession de dentiste.

Cependant, le Ministre de l'Intérieur garde la faculté de dispenser du dit examen les professeurs des Facultés et Ecoles de Médecine de l'Etranger ainsi que les médecins ayant occupé une fonction de responsabilité, telle que celle de chef de clinique dans un des grands hôpitaux de l'étranger, pendant une période de cinq ans au moins.

2. — Etant donné la diversité des Facultés et Ecoles de Médecine qui délivrent des diplômes de valeurs différentes, il a été jugé préférable de soumettre les dits diplômes à l'appréciation d'un comité qui sera composé de quatre membres dont un étranger, pour se prononcer sur la valeur du diplôme. Cette disposition remplace celle actuellement en vigueur qui donnait à l'Administration de l'Hygiène Publique l'entière liberté de reconnaître ou non la faculté ou l'école dont émane le diplôme.

Dans l'intérêt même du candidat qui présente le diplôme on a estimé qu'il était nécessaire de produire des certificats constatant le cours des études ou tout autre document en tenant lieu.

3. — Pour sauvegarder la dignité de la profession, d'une part, ainsi que la santé publique, d'autre part, l'on a cru utile d'instituer un conseil médical supérieur composé en majeure partie de médecins exerçants en Egypte, dont deux au moins seront de nationalité étrangère lorsqu'il s'agit d'examiner le cas d'un médecin étranger.

Ce conseil aura le pouvoir d'infliger des peines disciplinaires ; avertissement ou radiation temporaire ou même définitive de tout médecin ou dentiste qui aura été condamné à une peine ou à des dommages-intérêts, par une sentence définitive, pour des faits entachant sa probité ou sa capacité professionnelle ou pour irrégularité quelconque dans l'exercice de sa profession ainsi que pour des prescriptions abusives des stupéfiants.

4. — Outre les peines de simple police, il a été jugé nécessaire de donner au juge le pouvoir d'ordonner la fermeture de la clinique avec enlèvement des plaques et enseignes. Cette dernière pénalité a été prévue pour mettre un frein aux abus de toutes sortes soit de la part des personnes non inscrites comme médecins et qui exercent illégalement la profession, soit de la part de médecins inscrits qui abusent de la bonne foi des clients par des titres ou grades qu'ils n'ont pas.

Le 27 Octobre 1928.

LOI No. 21 de 1928.

du 14 Avril 1928 réglementant le commerce et
l'emploi des stupéfiants (¹)

Journal Officiel No. 98, du 12 Novembre 1928

NOUS FOUAD Ier, ROI D'EGYPTE,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur
suit :

I. - Dispositions Générales

ARTICLE PREMIER.

Sont considérés comme substances stupéfiantes aux fins de
l'application de la présente loi :

1. — L'opium brut, l'opium médicinal et leurs préparations
dont la proportion de la morphine est de 2 pour mille et au-dessus.

2. — La morphine, le codeine, la dionine, l'héroïne et les
autres alcaloïdes de l'opium, tous les sels provenant de ces subs-
tances et leurs dérivés ainsi que les mélanges compositions ou
préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes
dits anti-opium) contenant une proportion de 1 pour mille d'héroïne
ou une proportion de 2 pour mille de morphine ou de dionine ou
8 pour mille de codeine ou toute proportion supérieure.

3. — La coca ; feuilles, fruits et poudre,

4. — La cocaïne sels et dérivés, la novocaïne, ses dérivés et
toutes les préparations contenant 1 pour mille et au-dessus de cocaïne
ou de novocaïne.

5. — L'ecgonine.

6. — Le chanvre indien (Cannabis Indica-Hachiche) et toutes
ses préparations et dérivés sous quelque dénomination qu'ils soient
présentés dans le commerce.

(1) Voir les divers arrêtés promulgués subséquentment portant diverses modi-
fications au tableau de substances stupéfiantes.

Ainsi que toutes les préparations pharmaceutiques contenant une des dites substances dans une proportion égale ou supérieure à l'une des proportions sus-indiquées, savoir 2 pour mille de codeine et 1 pour mille de cocaïne, novocaïne ou héroïne.

ART 2.

Il est interdit à toute personne d'importer, d'exporter, de posséder, détenir, acheter, vendre, échanger, céder ou délivrer, à quelque titre que ce soit, les substances stupéfiantes, ou d'intervenir comme intermédiaire dans le commerce, détention, achat, vente, échange ou cession, des dites substances, sauf dans les cas et selon les conditions déterminés par la présente loi.

II. — Importation et exportation et transport par poste.

ART. 3.

Il est interdit à toute personne d'importer en territoire égyptien ou d'exporter du dit territoire aucune substance stupéfiante à moins d'une autorisation spéciale de l'Administration de l'Hygiène Publique pour chaque importation et pour chaque exportation.

ART. 4.

Les autorisations d'exporter ne peuvent être délivrées qu'aux personnes autorisées à faire le commerce de substances stupéfiantes

Les autorisations d'importer peuvent être délivrées aux personnes suivantes ;

1. — Les propriétaires des pharmacies ou des établissements pour la fabrication des préparations pharmaceutiques.

2. — Les propriétaires des laboratoires d'analyses chimiques industrielles, ou des recherches scientifiques.

3. — Les commerçants de substances stupéfiantes dûment autorisés.

4. — Les Administrations de l'Etat et les institutions scientifiques reconnues.

5. — Les représentants ou commissionnaires en produits médicaux ou pharmaceutiques dûment autorisés.

6. — Les médecins, vétérinaires et dentistes autorisés, ainsi que les directeurs des hôpitaux et dispensaires.

Toutefois, les autorisations d'importer ne pourront être délivrées aux médecins, vétérinaires et dentiste diplômés, que s'ils sont munis de la carte-permis prévue aux articles 22 et suivants de la présente loi et pour les substances y indiquées.

Le requérant devra indiquer dans la demande d'autorisation la quantité et la nature des substances stupéfiantes qu'il entend importer ou exporter, en dénonçant les raisons qui justifient l'importation ou l'exportation pour les besoins de sa profession ou de son commerce, ainsi que tous autres renseignements que l'Administration de l'Hygiène Publique pourra lui demander.

L'Administration aura le droit de refuser la dite autorisation ou de réduire la quantité demandée.

ART. 5.

Les substances stupéfiantes arrivées à la douane ne peuvent être délivrées qu'en vertu d'un permis de retrait, délivré par l'Administration de l'Hygiène Publique. Ce permis ne sera accordé qu'aux titulaires de l'autorisation d'importer visée à l'article précédent ou à leurs représentants.

L'autorisation d'exporter devra également être exhibée pour la sortie de la douane aux fins d'exportation.

ART. 6.

Les substances stupéfiantes ne pourront pas être importées ou exportées ou transportées par poste dans des colis contenant d'autres substances.

Si elles sont expédiées par colis postal, même à titre d'échantillon le colis devra être recommandé et porter l'indication de la nature, quantité et teneur des dites substances.

ART. 7.

Il est strictement interdit d'importer de l'opium médicinal dont la teneur en morphine est inférieur à 10 pour cent. Toute importation de cette substance devra être accompagnée d'un certificat de la fabrique indiquant la teneur en morphine. Nonobstant ce certificat l'Administration de l'Hygiène Publique aura le droit de faire analyser la substance à sa sortie de la douane.

III. — Dispositions concernant les pharmacies et la livraison des médicaments.

ART. 8.

Sans préjudice des dispositions des loi et règlements en vigueur sur les pharmacies, les pharmaciens devront, en ce qui concerne le commerce et l'emploi des stupéfiants, se conformer aux dispositions des articles suivants.

ART. 9.

Les substances stupéfiantes devront être conservées dans des récipients portant une étiquette blanche ; les indications y seront faites en noir. Le mot "Poison" sera écrit en blanc sur une bande noire.

ART. 10.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 21 pour les cartes permis, les pharmaciens ne pourront délivrer des substances stupéfiantes, sous quelque forme que ce soit, sans ordonnance médicale.

Néanmoins, le pharmacien pourra délivrer à tout malade s'adressant personnellement à lui dans sa pharmacie pour obtenir son assistance de la teinture d'opium, du laudanum Sydenham ou de la poudre Dover, à la condition que la quantité délivrée ne contienne pas plus de 10 centigrammes d'opium médicinal. Le pharmacien devra inscrire dans son registre la quantité délivrée ainsi que le nom et l'adresse du malade.

ART. 11.

Les pharmaciens ne pourront exécuter des ordonnances contenant une substance stupéfiante, que si elles réunissent les conditions suivantes ; elles devront être écrites à l'encre ou au crayon à l'aniline d'une façon claire et la quantité du stupéfiant devra y être mentionner en chiffre et en lettres.

Elles devront être datées et signées in extenso et mentionner en outre l'adresse du signataire ainsi que son numéro de téléphone s'il en possède.

Elle devront ainsi indiquer le nom, l'adresse et l'âge du malade.

ART. 12.

Les pharmaciens ne pourront exécuter des ordonnances contenant des solutions de substances stupéfiantes pour injections hypodermiques si deux jours se sont écoulés depuis la date de l'ordonnance. Le jour de la délivrance de l'ordonnance par le médecin n'est pas compté dans ce délai.

ART. 13.

L'exécution des ordonnances contenant des stupéfiants ne peut être répétée qu'en vertu d'une nouvelle ordonnance. Les ordonnances contenant de la codeine peuvent être répétées, pourvu que la proportion de cette substance ne dépasse pas celle prévue à l'article premier, et que sa quantité totale ne dépasse pas 50 centigrammes.

L'exécution des ordonnances contenant l'une quelconque des substances visée à l'article premier ci-dessus, dans n'importe quelle proportion, ne peut être répétée, sans une nouvelle ordonnance si elles sont destinées à des injections hypodermiques.

ART. 14.

Les spécialités, fabriquées à l'étranger ou en Egypte destinées à être administrées par voie buccale ou pour usage externe qui contiennent de la morphine, de la dionine, de la cocaïne, de la novocaïne, de la codeine ou de l'héroïne peuvent être délivrées sans ordonnances, pourvu que la proportion des dites substances ne dépasse pas celle prévue à l'article premier et que leur quantité totale ne dépasse pas 50 centigrammes pour la codeine et 12 centigrammes pour les autres substances.

Les spécialités contenant l'une quelconque des substances indiquées à l'article premier, dans n'importe quelle proportion, ne peuvent être délivrées sans ordonnance, si elles sont destinées à des injections hypodermiques.

ART. 15.

Les pharmaciens ne pourront exécuter une ordonnance prescrivant de la cocaïne ou de la novocaïne pour être employée comme collyre ou pour usage externe, si la quantité de cocaïne ou de novocaïne dépasse 40 centigrammes dans toute la solution ou si la proportion de l'une de ces deux substances excède 4 pour cent.

Si la cocaïne ou novocaïne est prescrite pour l'usage interne, elle devra être mélangée avec au moins deux substances médicinales actives, lorsque la quantité de cocaïne ou de novocaïne dépasse 20 centigrammes dans toute la composition.

ART. 16.

Les pharmaciens ne pourront faire usage d'opium brut ou en poudre (médical) pour les préparations pharmaceutiques que s'il contient exactement 10 pour cent de morphine.

ART. 17.

Si le médicament est destiné à l'usage dentaire, le pharmacien devra mettre sur l'étiquette du médicament délivré la mention "pour les dents seulement".

Si le médicament est destiné à un animal, l'étiquette devra porter la mention "pour les animaux seulement".

ART. 18.

Toutes les substances stupéfiantes entrant dans une pharmacie ou qui en sortent devront être enregistrés au fur et à mesure dans un registre spécial des entrées et sortie, côté et timbré par l'Administration de l'Hygiène Publique. L'enregistrement mentionnera en caractères clairs et lisibles, pour les entrées, la date de l'entrée, le nom et l'adresse du vendeur, la nature et la quantité du stupéfiant pour les sorties :

1. — Le nom et l'adresse de celui qui a délivré l'ordonnance.

2. — Les nom, prénom, adresse et âge du malade.

3. — La date à laquelle le médicament a été délivré et le numéro consécutif sous lequel il est inscrit dans le registre des ordonnances médicales ainsi que la quantité des stupéfiants y contenue.

Le dit registre contiendra, en outre, toutes autres indications qui seront prescrites par arrêté ministériel.

ART. 19.

Les ordonnances contenant des substances stupéfiantes ne seront en aucun cas, rendues au porteur. Elles devront être gardées à la pharmacie avec la mention de la date de la livraison du médicament.

Le porteur aura, toutefois, le droit de se faire délivré par la pharmacie une copie de l'ordonnance qui devra porter le timbre de la pharmacie, la date et le numéro de l'inscription dans le registre spécial.

ART. 20.

Les registres et ordonnances mentionnés aux articles précédents devront être conservés pendant une période de 5 années à partir de la date de la dernière inscription sur les registres. Ils devront être tenus à la disposition des inspecteurs de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 21.

Les pharmaciens pourront délivrer des substances stupéfiantes sur la présentation des cartes-permis prévues ci-après et d'après les quantités indiquées sur ces cartes aux personnes suivantes : médecins, vétérinaires, dentistes, propriétaires de laboratoires d'analyses ou d'établissements pour les préparations pharmaceutiques, directeurs d'hôpitaux, dispensaires et institutions d'enseignement.

ART. 22.

Les cartes-permis mentionnées à l'article précédent seront délivrées par l'Administration de l'Hygiène Publique à la suite d'une demande indiquant :

1. — La nature des substances stupéfiantes que le requérant a besoin d'employer.
- 2 — La quantité nécessaire pour le requérant pendant six mois.
3. — Toutes les autres indications que l'Administration pourra requérir.

Si le requérant a déjà obtenu une carte-permis pour des quantités qu'il a épuisées, il devra annexer cette carte à sa demande. Pour les dentistes, les cartes-permis ne pourront avoir pour objet que les stupéfiants suivants ; ampoules de cocaïne et adrénaline (2 pour cent de cocaïne au maximum) ampoules de novocaïne (5 pour cent de novocaïne au maximum), tablettes de ces substances contenant 1 ou 2 centigrammes de cocaïne, ou 5 centigrammes de novocaïne au maximum, solutions des dites substances contenant

des substances actives, pourvu que la proportion de cocaïne ne dépasse pas 2 pour cent et celle de la novocaïne 5 pour cent, poudre de morphine, poudre de cocaïne.

L'Administration de l'Hygiène Publique aura toujours le droit de refuser le permis ou de réduire la quantité demandée, sauf au réquérant de réclamer contre ce refus auprès du Ministre qui décidera définitivement sans que ce refus puisse donner lieu à des dommages intérêts.

ART. 23.

La carte-permis devra indiquer :

1. — Les noms, prénom, profession et adresse du titulaire de la carte.

2. — La quantité totale des substances stupéfiantes qui pourra être obtenue en vertu de la carte ainsi que la quantité maximum de chaque livraison.

La carte-permis devra être datée et porter la signature du fonctionnaire de l'Administration de l'Hygiène Publique qui l'aura délivrée.

ART. 24.

Les pharmaciens devront indiquer sur la carte la quantité livrée et la date de la livraison et apposer leur signature à côté de ces indications.

ART. 25.

Les pharmaciens propriétaires ou gérants de pharmacies devront envoyer par lettre recommandée à l'Administration de l'Hygiène Publique dans la première semaine des mois de Janvier, Avril, Juillet et Octobre de chaque année, un état détaillé, dûment signé par eux des entrées et sorties des substances stupéfiantes et le restant de ces substances au cours du trimestre précédent en remplissant les formules qui leur sont remises par l'Administration.

ART. 26.

Toute personne autorisée, à détenir des substances stupéfiantes, en vertu de la présente loi, devra au fur et à mesure, enregistrer les entrées et sorties de ces substances dans un registre spécial timbré par l'Administration de l'Hygiène Publique et inscrire les

nom, prénom et adresse du malade, si ces substances sont délivrées dans les cliniques, les dispensaires et les hôpitaux, ou bien mentionner le but dans lequel elles ont été employées au cas où elles auraient été délivrées pour des opérations chirurgicales ou à d'autres établissements autorisés à les détenir.

IV. — Dispositions concernant le commerce des substances stupéfiantes.

ART. 27.

Le commerce des stupéfiants est assujetti aux règles spéciales ci-après.

ART. 28.

Toute personne désirant se livrer au commerce d'une ou de plusieurs substances stupéfiantes, devra au préalable, obtenir une autorisation du Ministère de l'Intérieur.

La demande, accompagnée d'un certificat officiel délivré ou paraphé par l'autorité compétente dont relève le requérant suivant sa nationalité, et attestant de son identité et de sa bonne conduite, sera présentée à l'Administration de l'Hygiène Publique.

L'autorisation ne peut être accordée que si le requérant sait lire et écrire et est à même de distinguer les substances stupéfiantes les unes des autres.

ART. 29.

Les personnes autorisées au commerce des substances stupéfiantes ne pourront vendre, céder ou délivrer, à quelque titre que ce soit, des substances stupéfiantes qu'aux personnes autorisées également au dit commerce, aux pharmaciens, propriétaires ou gérants de pharmacies et aux personnes munies de carte-permis indiquées à l'article 21.

Elles devront se conformer, en ce qui concerne cette dernière catégorie de personnes, à la disposition de l'article 24.

ART. 30.

Toutes les substances stupéfiantes qui entrent dans les locaux d'un établissement autorisé à ce commerce ou qui en sortent, devront au fur et à mesure, être inscrites dans les registres spéciaux, cotés et timbrés par l'Administration de l'Hygiène Publique.

Les registres devront mentionner la date de l'entrée ou de la sortie, le nom du vendeur ou de l'acheteur et son adresse, la quantité et la nature de la substance stupéfiante ainsi que toutes autres informations qui seront prescrites par l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 31.

Les commerçants des substances stupéfiantes devront envoyer à l'Administration de l'Hygiène Publique, par lettre recommandée, dans le courant de la première semaine de chaque mois, un état dûment signé par eux et indiquant les entrées et sorties des substances stupéfiantes au cours du mois précédent, ainsi que le restant de ces substances en remplissant les formules qui leur seront remises par l'Administration.

ART. 32.

Le Ministre de l'Intérieur pourra, par arrêté et sur la demande de l'Administration de l'Hygiène Publique ajouter à la liste des substances stupéfiantes mentionnées dans cette loi toute substance médicinale qui, par l'usage aurait été reconnue comme produisant l'effet d'un stupéfiant. Il pourra également par arrêté, supprimer une ou plusieurs des dites substances ou modifier la proportion mentionnée aux articles 1 et 22 de la présente loi.

Ces arrêtés ne seront exécutoires que deux mois après leur publication au 'Journal Officiel'.

*V. Dispositions spéciales à l'opium provenant
de la culture égyptienne.*

ART. 33.

Les cultivateurs qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, détiennent de l'opium provenant de la culture égyptienne devront, par lettre recommandée et dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de cette loi, aviser l'Administration de l'Hygiène Publique de la quantité de cette opium; ils devront l'informer également par le même moyen, au fur et à mesure, de toute quantité vendue et indiquer le nom de l'acheteur qui ne peut être que l'une des personnes autorisées à faire le commerce d'exportation de l'opium.

ART. 34.

Le Transport de l'opium provenant de la culture égyptienne ne peut être effectué d'une partie à l'autre de l'Egypte que par chemin de fer ou par poste et après l'obtention d'une autorisation spéciale de l'Administration de l'Hygiène Publique.

VI. Dispositions pénales

ART. 35.

Sera puni d'un emprisonnement avec travail d'un an à cinq et d'une amende de L.E. 200 à L.E. 1 000 :

1. — Toute personne qui aura exporté ou importé des substances stupéfiantes sans l'autorisation spéciale prévue à l'article 3 de la présente loi et ce sans préjudice des dispositions applicables en matière de contrebande.

2. — Tout pharmacien, propriétaire ou gérant d'une pharmacie qui aura vendu, cédé ou délivré, à quelque titre que ce soit des substances stupéfiantes sans ordonnance médicale, en dehors du cas prévu à l'alinéa 2 de l'article 10 de la présente loi, ou carte-permis ou en quantités supérieures à celles autorisées par la présente loi ou indiquées dans la carte-permis.

3. — Toute personne autorisée au commerce des substances qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 3 alinéa 1 de la présente loi.

4. — Tout pharmacien, ainsi que toute personne autorisée, à faire le commerce ou à détenir des substances stupéfiantes qui n'aura pas tenu les registres spéciaux indiquées aux articles 18, 26 et 30 ou qui aura possédé ou détenu des substances stupéfiantes en quantités supérieures ou inférieures à celles résultant ou qui devraient résulter des inscriptions aux dits registres tout en tenant compte des différences prévues à l'article 43 de la présente loi.

5. — Toute personne autorisée à détenir des substances stupéfiantes pour être employées dans un ou des buts déterminés et qui les aura employées, de quelque manière que ce soit, à d'autres buts.

6. — Toute personne autre que les pharmaciens ou les personnes autorisées au commerce des substances stupéfiantes.

a) Qui aura vendu cédé ou livré à quelque titre que ce soit ou qui aura offert à la consommation ou facilité gratuitement ou contre rétribution la consommation des substances stupéfiantes.

b) Qui aura possédé détenu ou acheté des substances stupéfiantes a moins qu'elle ne prouve qu'elle est en possession de ces substances en vertu d'une carte-permis, d'une ordonnance médicale ou par application de l'une quelconque des dispositions de la présente loi.

ART. 36.

Sera puni d'un emprisonnement avec travail de six mois à trois ans et d'une amende de L.E. 30 à L.E. 300 toute personne qui aura détenu, possédé ou acheté pour en faire usage ou pour sa consommation personnelle, des substances stupéfiantes à moins qu'elle ne prouve qu'elle est en possession de ces substances en vertu d'une carte-permis, d'une ordonnances ou par application, de l'une quelconque des dispositions de la présente loi ou qu'elles lui ont été délivrées par le médecin traitant.

Le Tribunal pourra, au lieu de la prison décider l'envoi du délinquant dans une maison de réforme spéciale pour une période non inférieure à six mois et n'excédant pas un an.

ART. 37.

Sera puni d'un emprisonnement avec travail et d'une amende de L.E. 30 à L.E. 300 ou l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 33 et 34 de la présente loi.

ART. 38.

Toute personne qui aura tenté de commettre l'une quelconque des infractions prévues dans la présente loi sera puni de la peine attachée à l'infraction consommée.

ART. 39.

En cas de récidive et lorsque la condamnation antérieure aura été prononcée par application de la présente loi, la peine ne devra pas être inférieure au double de la peine minimum prévue par cette loi. L'emprisonnement ne pourra, dans ce cas, être remplacé par l'envoi à la maison de réforme si le délinquant y a été déjà envoyé.

ART. 40.

Il ne pourra être sursis à l'exécution d'une condamnation à l'emprisonnement prononcée dans l'une quelconque des infractions prévues par la présente loi. Les jugements l'ordonnant sont immédiatement exécutoires nonobstant l'appel.

Le Tribunal peut ordonner la publication du résumé du jugement définitif, aux frais du condamné, dans trois journaux quotidiens qu'il désignera.

Toute personne condamnée en vertu de la présente loi sera privés de ses droits politiques et électoraux pendant une période de cinq ans commençant à partir de l'expiration de la peine.

ART. 41.

En aucun cas, la peine ne saurait être inférieure à la peine minimum prévue par la présente loi.

ART. 42.

Outre les peines prévues à l'article 35, le délinquant sera condamné à la suspension du droit d'exercer sa profession, industrie ou commerce, pendant une période égale à la durée de la peine à laquelle il a été condamné et commençant à l'expiration de cette peine, s'il exerce une profession industrie ou commerce qui nécessite l'obtention d'une autorisation ou permis.

En cas de récidive, l'autorisation ou le permis pourra être retiré à titre définitif.

ART. 43.

Le Juge ordonnera, en outre, la fermeture de la pharmacie ou de l'établissement autorisé au commerce des substances stupéfiantes pour une période égale au double de la peine d'emprisonnement si le délinquant est propriétaire de la pharmacie ou de l'établissement autorisé au commerce des stupéfiants, et définitivement en cas de récidive dans les deux cas suivants ;

1. — Si les substances stupéfiantes ont été délivrées sans ordonnance médicale en dehors du cas prévu à l'alinéa 2 de l'article 10 de la présente loi, ou bien en quantité supérieure à celle autorisée par la présente loi.

2. — S'il est trouvé dans la pharmacie ou dans l'établissement des quantités de stupéfiants supérieures ou inférieures à celles résultant ou qui devraient résulter des inscriptions aux registres spéciaux prévus par la présente loi, avec une tolérance pour les légères différences résultant de la multiplicité des pesées, pourvu que ces différences, en plus ou en moins, ne dépassent pas les proportions suivantes :

8 pour cent pour les quantités ne dépassant pas un gramme.

5 pour cent pour les quantités supérieures à un gramme et jusqu'à 25 grammes, pourvu que la tolérance ne dépasse pas 25 centigrammes.

1 pour cent pour les quantités supérieures à 25 grammes.

5 pour cent pour les substances stupéfiantes liquides qu'elle qu'en soit la quantité.

Si le délinquant est autre que le propriétaire de la pharmacie ou de l'établissement autorisé au commerce des stupéfiants, le juge pourra, dans les deux cas, ordonner la fermeture de la pharmacie ou de l'établissement pour une période non inférieure à un mois et ne dépassant pas un an.

ART. 44.

Le juge pourra ordonner également la fermeture pour une période non inférieure à un mois et ne dépassant pas un an, de tout établissement public, maison de tolérance, magasin ou autre local accessible au public dans lequel on aura, à quelque titre que ce soit, vendu, délivré ou cédé des substances stupéfiantes ou permis de les consommer ou d'en faire usage, ou dans lequel des quantités des dites substances auront été trouvées, en violation des dispositions de la présente loi.

En cas de récidive, la fermeture sera définitive.

ART. 45.

Dans tous les cas de contravention, les substances stupéfiantes saisies seront confisquées, ainsi que tous les appareils saisis dans les établissements où l'une des infractions punissables par la présente loi aura été commise, et qui auront servi à commettre cette infraction.

ART. 46.

Une gratification sera payée par la voie administrative aux personnes qui auraient saisi les substances stupéfiantes ou qui auraient facilité d'une manière quelconque la saisie quelle que soit la nature de la condamnation. Cette gratification sera calculée comme suit :

1. — Pour l'opium ou le hachiche :

5 millièmes pour chacun des 100 premiers grammes.

2 millièmes pour chaque gramme au-delà de 100 et jusqu'à 1,000 grammes.

L.E. 1 pour chaque kilogramme jusqu'à 10 kilogrammes.

L.E. 0,500 pour chaque kilogramme au-dessus de 10 à la condition que le montant de la gratification ne dépasse pas L.E. 30.

2. — Pour les autres substances stupéfiantes :

5 millièmes pour chacun des premiers 20 grammes

20 millièmes pour chaque gramme de 21 à 100 grammes

10 millièmes pour chaque gramme de 100 à 1,000 grammes.

L.E. 5 pour chaque kilogramme au-delà du premier kilogramme à la condition que la gratification ne dépasse pas 100 L.E.

ART. 47.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi pour laquelle aucune peine n'a été prévue sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours et d'une amende ne dépassant pas cent piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

VII. — Dispositions transitoires et finales

ART. 48.

Le Décret du 8 Mai 1922 réglementant le commerce des stupéfiants, et toute disposition de loi ou de règlement général établissant une peine contraire aux peines établies par la présente loi, sont abrogés.

ART. 49.

Dès la mise en vigueur de la présente loi, le Décret-loi du 21 Mars 1925 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants sera abrogé, sauf en ce qui concerne les infractions qui n'auraient pas été définitivement jugées avant la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 50.

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur trente jours après sa publication au "Journal Officiel".

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au "Journal Officiel" et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais d'Abdine, le 23 Chawal 1346 (14 Avril 1928.)

FOUAD.

PAR LE ROI:

Le Président du Conseil des Ministres,

MOUSTAPHA EL NAHAS.

Le Ministre de l'Intérieur

MOUSTAPHA EL NAHAS

Le Ministre de la Justice.

AHMED MOHAMED KACHABA.

(Traduction).

DÉCRET - LOI N° 67 de 1928

**du 27 Octobre 1928 relatif aux peines applicables par
les Tribunaux Mixtes en cas d'infraction à la loi
No. 21 de 1928 réglementant le commerce
et l'emploi des stupéfiants**

Journal Officiel No. 98, du 12 Novembre 1928.

NOUS FOUAD Ier, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 46 de 1928 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Provisoirement jusqu'à ce que l'on puisse disposer autrement, en cas de poursuite devant la juridiction mixte les infractions aux dispositions de la Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants seront considérées comme des contraventions et punies des peines de simple police. Toutefois, les dispositions des articles 42, 43 et 44 de la loi susdite seront applicables, mais avec cette modification que la durée tant de la suspension du droit d'exercer la profession commerce ou industrie prévue à l'article 42, que de la fermeture de la pharmacie ou établissement, prévue à l'article 43, seront prononcées pour une période de un à cinq ans, hors le cas de récidive.

ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtu du sceau de l'Etat, publiée au "Journal Officiel" et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Montazah, le 13 Gamad Awal 1347 (27 Octobre 1928).

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,
MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOHAMED MAHMOUD.

AVIS

La Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants et le Décret-Loi No. 67 de 1928 relatif aux peines applicables par les Tribunaux Mixtes en cas d'infraction à la Loi No. 21 précitée, ont été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en conformité des dispositions du Décret du 31 Janvier 1889 aux fins de son application par les Tribunaux Mixtes.

La dite Assemblée a approuvé les deux lois sus-visées.

DÉCRET-LOI N° 65 de 1928

d'J 27 Octobre 1928 étendant la procédure de la saisie administrative
au recouvrement de certaines créances dues à l'Etat.

Journal Officiel No. 97, du 8 Novembre 1928.

NOUS, FOUAD I^{er}, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 46 de 1928 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Tous droits d'inspection ou de contrôle perçus au profit de l'Etat en vertu d'une loi ou d'un règlement, tous frais exposés par les Administrations de l'Etat pour des opérations ou des mesures établies ou prévues par des lois ou règlements, ainsi que toute taxe facultative légalement due à une autorité municipale quelconque pourront être recouvrée par la voie de la saisie administrative, conformément aux dispositions du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 2.

Nos Ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au "Journal Officiel" et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Montazah, le 13 Gamad Awwal 1347 (27 Octobre 1928).

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de l'Intérieur,

MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de la Justice,

AHMED MOHAMED KHACHABA.

Le Ministre des Finances,

ALY MAHER.

(Traduction),

AVIS

Le Décret-Loi No. 65 de 1928 étendant la procédure de la saisie administrative au recouvrement de certaines créances dues à l'Etat, a été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte conformément à l'article 12 du Code Civil Mixte aux effets de son application aux étrangers. La dite Assemblée a approuvé le Décret-Loi précité à la date du 25 Mai 1928. Il est partant désormais applicable aux étrangers.

ARRÊTÉ

du 6 Novembre 1928 portant modification à la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 102, du 26 Novembre 1928.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce et les arrêtés qui l'ont successivement modifié ou complété ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER

Sont ajoutés à la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, annexée à l'arrêté sus-visé, les quartiers suivants :

Kism Moharrem Bey

1. — Rue Abou Kir à partir du Kism Moharrem Bey jusqu'à son embranchement à Carlton.

2. — Son embranchement à partir de Carlton jusqu'à l'Hôtel Summer Palace (dénommé rue El Siouf),

3. — Ses deux embranchements suivants à partir de l'hôtel Summer Palace :

a) Le premier à la rue Yehia Pacha jusqu'à l'entrée du Casino San Stefano et jusqu'à la station et la rue Sarwat Pacha, se terminant en face du Casino du Palais (Palais El Walda).

b) Le second, à partir de la rue El Siouf, passant à Gianaclis à Victoria, à l'ancienne rue Victoria, et se terminant au Palais de Montazah.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur 5 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait le 23 Gamad Awal 1347 (6 Novembre 1928)

HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ

du 6 Novembre 1928 portant modification à la liste des quartiers
européens dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 102, du 26 Novembre 1928.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 12 de la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements
publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 modifié
par les Arrêtés en date du 6 Septembre 1906 et 6 Août 1910, dési-
gnant les quartiers européens dans la ville d'Alexandrie ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Est rayée de la liste des quartiers européens désignés par
l'arrêté sus-visé, sous la rubrique du Kism de Moharrem Bey, la rue
de Ramleh.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 5 jours après sa publication
au 'Journal Officiel'.

Fait, le 23 Gamad Awal (6 novembre 1928)

HUSSEIN SABRI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 1^{er} Décembre 1928 relatif aux copies photographiques et certificat de bonnes vies et mœurs qui doivent être présentés par les médecins à l'Administration de l'Hygiène Publique aux fins de leur inscription sur le registre des médecins, conformément au décret-loi No. 66 de 1928.

Journal Officiel No. 105, du 3 Décembre 1928.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'alinéa 2 de l'article 19 du Décret-Loi No. 66 de 1928 relatif à l'exercice de la profession de médecin en Egypte ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Toute personne désirant se faire inscrire sur le registre des médecins à l'Administration de l'Hygiène Publique, conformément aux articles 6 et 16 du susdit décret-loi, devra présenter en même temps que sa demande, deux copies de sa photographie de 4 x 6 centimètres de dimensions.

ART. 2.

Le certificat de bonnes vie et mœurs prévu à l'article 6 du dit décret-loi devra émaner en ce qui concerne les étrangers possédant des diplômes étrangers, de l'autorité dont relève le candidat et attester qu'il n'a pas été condamné pour des faits entachant son honorabilité professionnelle depuis l'obtention du diplôme médical.

ART. 3.

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Administration de l'Hygiène Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 19 Gamad Tani 1347 (1^{er} Décembre 1928)

(signé) MOHAMED MAHMOUD.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 28 Novembre 1928 portant modification de l'article 27 du
Règlement sur la vidange des fosses d'aisance.

Journal Officiel No. 106 du 6 Décembre 1928.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 27 du Règlement sur le vidange des fosses d'aisance
en date du 8 Novembre 1886, modifié par l'Arrêté du 2 Juin 1910 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel
Mixte en sa séance du 29 Octobre 1928, prise en conformité du
Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'article 27 du Règlement sur la vidange des fosses d'aisance
sus-visé, est modifié comme suit :

“ Toute contravention aux dispositions du présent Règlement
sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un em-
prisonnement ne dépassant pas une semaine, ou de l'une de ces
deux peines seulement ”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
“Journal Officiel”.

Fait, le 16 Gamad Tani 1347 (28 novembre 1928).

MOHAMED MAHMOUD.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 5 Janvier 1929 portant règlement d'application de la taxe sur les animaux et véhicules d'Alexandrie

Journal Officiel N° 3, du 10 Janvier 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'Arrêté municipal du 2 Décembre 1920 portant modification à la taxe sur les véhicules et les bêtes de somme, de selle et de trait,

Vu l'Arrêté Municipal du 2 Décembre 1920, modifié par celui du 25 septembre 1923, portant règlement d'application de la taxe susdite,

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 11 Décembre 1928 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur en date du 31 Décembre 1928.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Tout possesseur d'animaux ou véhicules, prévus par l'Arrêté Municipal du 2 Décembre 1920 doit faire parvenir à la Municipalité du 1er Janvier au 15 Février inclusivement de chaque année, une déclaration écrite de tous les animaux et véhicules qu'il possède dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, avec l'indication précise de l'endroit où ils sont remisés, sous peine d'une surtaxe de 25 % sur la taxe annuelle. En cas de fraude, une double imposition sera appliquée.

Il est également tenu, dans les mêmes conditions et sous la même peine, de faire une déclaration analogue dans les 15 jours de la date où il aura reçu ou fait l'acquisition d'animaux et véhicules, pendant le reste de l'année.

Ces déclarations devront être remises à la Municipalité contre reçu ou par lettre recommandée.

La Municipalité a le droit de faire procéder, à toute époque de l'année à un recensement en vue de vérifier l'exactitude des déclarations des contribuables.

En outre, une vérification technique des véhicules et automobiles, sera faite annuellement aux dates et lieux que seront fixés par voie d'avis dans les journaux.

ART. 2.

La taxe est annuelle et payable d'avance en entier.

Toutefois, pour les animaux et véhicules qui n'auront été mis en circulation qu'après le premier trimestre de l'année fiscale, la taxe payable d'avance sera due pour le restant de l'année à partir du trimestre au cours duquel la circulation aura eu lieu. Suivant le cas la taxe due sera la suivante :

- | | |
|------------------------------------|-----------------------|
| 1) du 1er Janvier au 31 Mars, | taxe entière. |
| 2) du 1er Avril au 30 Juin, | trois quarts de taxe. |
| 3) du 1er Juillet au 30 Septembre, | demi taxe. |
| 4) du 1er Octobre au 31 Décembre, | quart de taxe. |

ART. 3.

Pour être exempté de la taxe annuelle sur les véhicules dont il n'entend pas faire usage, le contribuable est tenu de prévenir par écrit la Municipalité, du 1er Janvier jusqu'au 15 Février de chaque année, en vue de faire plomber les roues de ces véhicules. Passé ce délai, la demande d'exemption ne sera plus recevable.

Les véhicules dont les plombs ne seraient pas retrouvés intacts lors du recensement ou de l'inspection, seront considérés comme ayant servi et assujettis à la taxe annuelle.

Au cas où ces véhicules seraient, en fait, mis en circulation, ils seront passibles du double de la taxe annuelle.

Le contribuable aura toujours la faculté de demander le déplombage pour la mise en circulation de son véhicule, en réglant la taxe sur la base de l'article 2.

ART. 4.

Les possesseurs de véhicules qui, dans le courant de l'année fiscale, désireraient les retirer de la circulation pour une période suivie non inférieure à 3 mois devront, après avoir justifié du

paiement de la taxe due, en faire plomber les roues par la Municipalité.

Les délais courent à partir de la date du plombage.

La taxe sera remboursée proportionnellement à la durée pendant laquelle les véhicules seront restés ainsi plombés, lorsque, sur la demande écrite du possesseur, le déplombage en aura été effectué par la Municipalité. Aucun remboursement n'est accordé pour une période inférieure à 3 mois.

L'exemption ne s'applique qu'à l'année fiscale en cours et par trimestre, une nouvelle demande étant nécessaire pour pouvoir en bénéficier durant l'année suivante, conformément à l'art. 3.

Pour tout véhicule remis en circulation sans que le déplombage en ait été effectué par les soins de la Municipalité, aucun remboursement ne sera accordée.

ART. 5.

Les animaux et véhicules introduits à Alexandrie, seront passibles, à dater de leur arrivée, de la taxe calculée en conformité de l'article 2 sus-énoncé.

Toutefois, si les animaux ou véhicules y sont introduits pour un séjour temporaire et suivi, ils seront assujettis :

1o) au quart de la taxe, si le séjour ne dépasse pas trois mois par année fiscale.

2o) à la moitié de la taxe, si le séjour ne dépasse pas six mois par année fiscale.

Au cas où le séjour dépasse la durée de six mois, la taxe sera due en entier.

Aux fins du présent article, les possesseurs d'animaux et véhicules sont tenus, à leur entrée en ville, de verser la taxe à titre de garantie, sur la base de l'article 2 précité.

Ils devront, sous peine de déchéance en réclamer le remboursement, de tout ou en partie, suivant le cas, dans les trois mois de la date où les animaux ou véhicules auront quitté la ville.

Cette demande devra être faite par écrit et accompagnée de certificats réguliers justifiant que le départ a eu lieu effectivement dans le délai utile.

Néanmoins, toute automobile ou motocyclette introduite à Alexandrie pour une durée ne dépassant pas 7 jours, sera exemptée de la taxe et assujettie à un droit fixe non remboursable de P.T. 40. Au cas où le séjour dépasserait ce délai, la taxe devra être acquittée conformément aux dispositions du présent article.

ART. 6.

Pour les animaux et véhicules, en transit dans la ville, le montant de la taxe sera versé à leur entrée, à titre de garantie, sur la base de l'article 2.

Cette garantie sera restituée à l'intéressé si, dans les trois mois du paiement et par certificats réguliers, il établit que ces animaux ou véhicules ont été réexpédiés dans un délai de 7 jours de la date de leur arrivée.

La réexpédition devra être justifiée :

- 1) pour l'intérieur, par une déclaration de la gare d'expédition.
- 2) Par un certificat du bureau du trafic, dans les gouvernorats et pour une attestation légalisée de l'Omdéh dans les villages, si elle est faite autrement que par chemin de fer.
- 3) Pour l'étranger, par une déclaration de la douane.

Passé le délai de trois mois sans que l'intéressé ait établi la réexpédition en temps utile, cette garantie vaudra taxe et sera due conformément aux dispositions de l'article 5.

ART. 7.

Les négociants qui, dans un but commercial, important des véhicules, paieront la taxe à titre de garantie et seront admis à son remboursement s'ils établissent :

- 1) que les véhicules, ont été vendus et que la taxe a été acquittée.
- 2) ou que les véhicules ont été expédiés à l'intérieur ou à l'étranger.

Cette garantie, majorée de 25 % de la taxe annuelle, restera acquise à la Municipalité si les véhicules sont mis en circulation, sans que la déclaration en ait été faite, conformément à l'art. 1er du présent règlement.

Toutefois, les négociants, importateurs de voitures automobiles, pourront être exemptés du paiement de la garantie aux conditions suivantes :

1) Acquitter la taxe lors de la vente et avant l'enregistrement au Gouvernorat des automobiles vendues.

2) Se munir de plaques d'essais moyennant le paiement d'une somme de L.E. 12 par plaque et par an; sans préjudice de la taxe à acquitter conformément au paragraphe précédent.

3) Ne pas faire des véhicules un usage privé.

Toute infraction à l'une des conditions précitées donnera lieu au paiement définitif de la taxe, majoré de 25 % de la taxe annuelle.

ART. 8.

Toute introduction frauduleuse d'animaux ou véhicules à Alexandrie donnera lieu à une imposition égale au double de la taxe annuelle, quelle que soit la date de cette introduction.

ART. 9.

Sont exonérés de la taxe les animaux et véhicules appartenant à l'Etat et affectés à un service public.

ART. 10.

Tout contribuable qui se croit surtaxé par erreur doit dans les 3 mois de la date du paiement de la taxe, sous peine de déchéance, adresser à la Municipalité, par lettre recommandée, ou contre reçu, sa réclamation accompagnée de la quittance de paiement avec justification à l'appui.

ART. 11.

L'année fiscale visée par le présent règlement comprend la période s'étendant du 1er Janvier au 31 Décembre.

ART. 12.

Les possesseurs successifs d'animaux et véhicules sont solidairement responsables du paiement de la taxe, de la surtaxe et des frais éventuels. La double imposition, en cas de fraude, restera à la charge du fraudeur.

Le cas échéant, les taxes, surtaxe, double imposition ou frais seront recouvrés conformément aux dispositions du Décret du 25 Mars 1880.

ART. 13.

L'Arrêté Municipal sus-visé du 2 Décembre 1920, modifié par celui du 25 Septembre 1923, est rapporté.

ART. 14.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1er Janvier 1929.

Alexandrie, le 5 Janvier 1929.

(Signé) HUSSEIN SABRY.

— — — — —

DÉCRET-LOI N^o. 8 de 1929

du 3 Janvier 1929 sur l'inoculation des solipèdes.

Journal Officiel No. 6, du 17 Janvier 1929.

NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 46 en date du 19 Juillet 1928 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Dans les localités où la mise en vigueur de la présente loi aura été prescrite par arrêté publié au " Journal Officiel ", le Ministre de l'Agriculture est autorisé à faire procéder périodiquement par les soins des agents du Service Vétérinaire à l'inoculation des solipèdes (chevaux, mulets et ânes), pour s'assurer si les dits animaux sont atteints de la maladie de la morve. Cette inoculation, faite au moyen des injections de " Malein " suivie de l'analyse du sang, sera gratuite.

ART. 2.

Les animaux inoculés devront demeurer en observation à l'étable pendant la période qui sera prescrite par les agents susdits, sans que cette période puisse, en aucun cas, être inférieure à deux jours, ni supérieure à deux mois. Pendant la période d'observation, les animaux inoculés seront examinés quotidiennement par les agents du Service Vétérinaire qui décideront du moment où ces animaux peuvent quitter l'étable.

ART. 3.

Tout animal qui après avoir été inoculé, sera reconnu atteint de la maladie, sera abattu, et il sera payé à son propriétaire une indemnité égale au quart de la valeur de l'animal d'après l'évalua-

tion qui en sera faite par le Service Vétérinaire et à condition que cette indemnité ne dépasse pas dix livres égyptiennes pour chaque cheval ou mulet et cinq livres égyptiennes pour chaque âne.

ART. 4.

Si un animal a été abattu par le Service Vétérinaire comme suspect et qu'après l'autopsie du cadavre, il aura été reconnu indemne de la maladie de la morve, la valeur de l'animal sera payée en entier au propriétaire suivant un tarif fixé par le Ministre de l'Agriculture. Ce tarif sera établi d'après le genre, le sexe et l'âge de l'animal et devra comporter pour chaque catégorie un maximum et un minimum laissant une marge suffisante pour permettre la juste indemnisation du propriétaire de l'animal.

En cas de contestation par ce dernier sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera déterminée souverainement, dans les limites du tarif, par une commission composée de l'Omdeh du village, du Chef Vétérinaire de la localité et de l'Inspecteur de l'Agriculture de la Moudirieh. Dans les villes où, il n'y a pas d'Omdeh, ce dernier sera remplacé par un notable désigné par le Gouverneur ou le Moudir.

ART. 5.

Tout animal qui, après l'inoculation, sera reconnu indemne de la maladie, sera muni d'une plaque en métal portant le numéro sous lequel aura été enregistré son inoculation et il sera délivré à son propriétaire un certificat indiquant les particularités qui permettent d'identifier l'animal. La plaque en métal ainsi que le dit certificat seront fournis sans frais.

ART. 6.

Toute localité dans laquelle la présente loi aura été mise en vigueur sera, après l'inoculation des animaux s'y trouvant, considérée comme indemne de la maladie de la morve. Il ne pourra y être transporté aucun animal solipède d'une autre localité à moins qu'il n'ait été inoculé. De même, si un animal solipède a été transporté de la dite localité à une autre localité où l'inoculation n'a pas été faite, son retour ne pourra y être autorisé qu'après avoir été inoculé à nouveau.

ART. 7.

Quiconque aura soustrait ou tenté de soustraire un animal solipède à l'inoculation prescrite en application de l'article premier sera puni d'une amende ne dépassant pas une livre égyptienne et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera punie de la même peine, toute autre contravention aux dispositions de la présente loi.

ART. 8.

Nos Ministres de la Justice, de l'Agriculture et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel. "

Le Ministre de l'Agriculture prendra tous les arrêtés nécessaires pour son exécution.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au " Journal officiel " et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais d'Abdine, le 22 Ragab 1347 (3 Janvier 1929).

PAR LE ROI :

FOUAD.

Le Président du Conseil des Ministres,

MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de la Justice,

AHMED MOHAMED KHACHABA.

Le Ministre de l'Agriculture,

NAKHLA EL MOTEI.

Le Ministre des Finances,

ALY MAHER.

(Traduction).

NOTE

Le Décret-Loi No. 8 de 1929 sur l'inoculation des solipèdes a été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en conformité des dispositions du Décret du 31 Janvier 1889 aux fins de son application par les Tribunaux Mixtes. La dite Assemblée a approuvé le décret-loi précité à la date du 29 Octobre 1928.

DÉCRET-LOI No. 14 de 1929.

du 30 Janvier 1929 portant règlement sur les pharmacies et
le commerce des substances vénéneuses.

Journal Officiel No. 30, du 4 Avril 1929.

NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 46 de de 1928 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

CHAPITRE I

DES PHARMACIENS

1. — *De l'exercice de la profession de pharmacien*

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut, à un titre quelconque, exercer la profession de pharmacien en Egypte s'il n'est muni du diplôme de pharmacien délivré par la Faculté de médecine égyptienne et inscrit auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Est considéré comme exercice de la profession de pharmacien le fait de préparer ou de composer tout médicament, drogue ou substance auxquels on attribue la propriété de guérir ou de prévenir les maladies de l'homme ou des animaux.

ART. 2.

Les pharmaciens diplômés à l'étranger ne peuvent exercer la profession de pharmacien en Egypte que s'ils sont inscrits auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique ; leur inscription sera toujours subordonnée à la condition qu'ils subissent avec succès l'examen prévu à l'article 4.

Toutefois, le Ministre de l'Intérieur pourra, sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique, exempter de cet examen les professeurs en pharmacie des Facultés Etrangères reconnues par le Gouvernement Egyptien.

ART. 3.

Pour être admis au dit examen le requérant doit être porteur d'un diplôme étranger reconnu équivalent au diplôme de l'Etat Egyptien par un Comité institué par Arrêté du Ministre de l'Intérieur sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique et composé de quatre membres, dont un au moins de nationalité étrangère. Le requérant doit présenter à l'Administration de l'Hygiène Publique, outre le diplôme en original ou une copie authentique une demande signée par lui et indiquant ses nom, prénom, nationalité et domicile ; il doit également verser une somme de L.E. 10 comme droit d'examen. Cette somme lui sera restituée s'il n'est pas admis à subir l'examen ou s'il y renonce.

ART. 4.

L'examen des porteurs de diplômes étrangers est basé sur le programme de l'examen final de pharmacie de la Faculté de Médecine d'Egypte. Il sera subi devant un jury permanent composé de membres nommés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sur la proposition du Conseil de la Faculté de Médecine. Le candidat peut se servir dans l'examen de l'une ou de l'autre des langues judiciaires employées par devant les tribunaux mixtes d'Egypte. S'il échoue il ne pourra se représenter à l'examen qu'après un intervalle de 11 mois au moins. Aucun candidat ne sera examiné plus de deux fois. L'Administration de l'Hygiène Publique délivrera un certificat au candidat qui aura subi l'examen avec succès.

ART. 5.

Les pharmaciens ne peuvent cumuler leur profession avec celle de médecin, vétérinaire ou dentiste.

Ne sera pas considéré comme exercice illégal de la médecine le fait par un pharmacien de donner les premiers soins et de faire des pansements simples, dans sa pharmacie, en cas d'accident sur la voie publique et en cas d'urgence.

2. — *De l'Inscription des Pharmaciens*

ART. 6.

Il sera tenu à l'Administration de l'Hygiène Publique un registre où seront inscrits les noms des pharmaciens ayant le droit d'exercer la pharmacie en Egypte. L'inscription indiquera les nom, prénom, domicile des inscrits, la date et la provenance du diplôme et la date du certificat d'examen ou de dispense suivant le cas.

Cette inscription sera effectuée sur la demande du pharmacien contre paiement d'un droit d'enregistrement de L.E. 2 et moyennant la production de l'acte de naissance et des pièces d'identité accompagnées d'un certificat de bonne vie et mœurs délivrés par l'autorité compétente, et de deux photographies dont l'une sera collée sur la copie de l'inscription qui sera délivrée gratuitement au candidat et la 2^{me} photographie sera collée sur le registre.

Cette copie devra être conservée par le pharmacien dans la pharmacie où il travaille et présentée à toute réquisition des inspecteurs de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 7.

L'inscription ne sera effectuée qu'après que le requérant aura passé une visite médicale devant la commission médicale du Gouvernement pour établir qu'il est exempt de la tuberculose et de la lèpre et qu'il est physiquement apte à exercer sa profession.

Le requérant pourra être dispensé de la visite médicale s'il produit un certificat signé de deux médecins autorisés à exercer en Egypte constatant qu'il est exempt des dites maladies, et qu'il est physiquement apte à exercer sa profession.

ART. 8.

L'inscription obtenue par le moyen de faux ou par des manœuvres frauduleuses ou par d'autres moyens illégaux sera annulée par Arrêté du Ministre de l'Intérieur sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique et le nom sera définitivement rayé du registre.

ART. 9.

La liste officielle des pharmaciens inscrits sera publiée annuellement par les soins de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 10.

Sera considéré comme contrevenant aux dispositions de la présente loi :

(1) Tout individu non inscrit dans la liste officielle des pharmaciens qui fait des annonces par n'importe quel moyen de publicité pour faire croire au public qu'il a le droit d'exercer la profession de pharmacien.

(2) Tout pharmacien qui, par n'importe quel moyen de publicité, prend un titre, un grade ou une qualité professionnels qu'il n'a pas.

(3) Tout propriétaire de pharmacie qui, par inscription sur l'enseigne ou sur une partie quelconque à l'extérieur ou à l'intérieur de la pharmacie, par distribution ou envoi d'avis ou de prospectus-réclame ou par tout autre moyen de publicité fait des annonces d'analyses chimiques, biologiques ou bactériologiques, alors que sa pharmacie ne possède pas un laboratoire et un matériel suffisant pour les dites analyses.

3.— *Du Conseil Supérieur pour les Pharmaciens.*

ART. 11.

Il est institué auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique un Conseil Supérieur pour les pharmaciens, présidé par le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique, ou par le fonctionnaire qui le remplace, et composé du Doyen de la Faculté de Médecine ou son remplaçant, et de trois pharmaciens exerçant en Egypte désignés par Arrêté du Ministre de l'Intérieur. Lorsque le cas soumis au conseil concerne un pharmacien de nationalité étrangère deux au moins des membres du dit conseil doivent être de nationalité étrangère.

ART. 12.

Le Conseil sus-visé aura le pouvoir d'ordonner la radiation définitive ou temporaire pour un délai n'excédant pas deux années de tout pharmacien inscrit qui aura été condamné soit à une peine soit à des dommages-intérêts, par une sentence définitive prononcée par un tribunal compétent, pour des faits entâchant sa probité, son

honorabilité ou sa capacité professionnelles ou pour une irrégularité grave dans l'exercice de sa profession. Dans les cas moins graves, le conseil pourra se borner à infliger un simple avertissement.

Le pharmacien sera invité par lettre recommandée à se présenter ou s'il le préfère à présenter sa défense par écrit dans un délai qui ne devra pas être inférieur à 15 jours.

La décision prononcée par le Conseil ne sera exécutoire qu'après approbation du Ministre de l'Intérieur.

ART. 13.

Le pharmacien rayé du registre pour une période déterminée pourra obtenir sa réinscription à l'expiration de la dite période contre paiement d'un droit de L.E. 1.

ART. 14.

Le Conseil pourra également prononcer la radiation d'un pharmacien devenu physiquement inapte à exercer sa profession

4. — *Ouverture des Pharmacies.*

ART. 15.

Toute personne désirant ouvrir une pharmacie devra obtenir au préalable un permis qui sera délivré par le Ministre de l'Intérieur sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique.

La demande de permis devra être présentée sur papier timbré de P.T. 3 à l'Administration de l'Hygiène Publique et être accompagnée :

1) des pièces d'identité du requérant et d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par les autorités dont il relève ;

2) d'un croquis et description des lieux indiquant la rue, le quartier et le nom du propriétaire de l'immeuble, la disposition des pièces, les ouvertures nécessaires pour l'aération et la lumière telles que portes, fenêtres, etc., ainsi que l'arrangement pour la fourniture de l'eau nécessaire à la pharmacie.

3) d'une déclaration dans laquelle le requérant indiquera la pharmacopée qui sera employée pour la préparation des ordonnances sur lesquelles il n'est pas indiqué qu'elles doivent être exécutées

suivant une pharmacopée déterminée. Cette déclaration sera obligatoire jusqu'à ce que le Gouvernement ait publié une pharmacopée égyptienne.

4) d'une somme de L.E. 4 pour couvrir les frais d'examen de la demande. En cas de refus du permis il ne sera remboursé au requérant que la somme de L.E. 2.

S'il s'agit d'un pharmacien inscrit le permis ne pourra être refusé que si le local ne répond pas aux prescriptions de l'article 20 ou aux conditions d'hygiène requises, ce dont l'Administration sera seul juge, ou si le requérant se trouve sous le coup d'une condamnation entraînant la fermeture de la pharmacie.

ART. 16.

Il ne sera accordé des permis d'ouverture de pharmacie dans les gouvernorats et chefs-lieux de moudiriehs où la proportion du nombre des pharmacies déjà existantes dépasse une pharmacie par 8.000 habitants.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque le requérant est un pharmacien inscrit.

ART. 17.

Si le propriétaire de la pharmacie n'est pas un pharmacien diplômé, il devra employer comme gérant un pharmacien inscrit, dont le nom sera mentionné dans le permis d'ouverture de la pharmacie. Le même pharmacien ne peut gérer plus d'une pharmacie à la fois.

Si le gérant quitte la pharmacie il devra être remplacé dans le délai de huit jours au plus tard, faute de quoi la pharmacie devra être fermée. Le nom du nouveau gérant devra être notifié immédiatement à l'administration de l'Hygiène Publique qui en fera mention sur le permis d'ouverture.

ART. 18.

Nul ne peut être propriétaire de plus d'une pharmacie dans la même ville.

ART. 19.

Le nom de pharmacien, s'il est le propriétaire-gérant de la pharmacie ou les noms du propriétaire et du gérant, si la pharmacie n'est pas gérée par le propriétaire lui-même, devront être

écrits en caractères lisibles en arabe ainsi qu'en une langue européenne sur la devanture de la pharmacie.

ART. 20.

Les locaux de la pharmacie ne peuvent être affectés à d'autres usages que celui de dépôt, préparation et vente des médicaments et produits pharmaceutiques. Ils ne doivent pas servir de clinique médicale ni être utilisés pour des consultations médicales.

La pharmacie ne pourra avoir de porte d'entrée commune ni de portes de communications avec une clinique, un établissement de commerce quelconque ou avec l'habitation du pharmacien ou toute autre personne. La pharmacie doit en outre être en communication directe avec la voie publique.

Dans les gouvernorats et chefs-lieux de moudiriehs aucune nouvelle pharmacie ne sera autorisée si elle est située dans un rayon de 100 mètres d'une pharmacie déjà existante.

ART. 21.

Le permis d'ouverture est personnel au propriétaire autorisé. En cas de changement de propriétaire, pour quelque cause que ce soit, le nouveau propriétaire devra requérir un nouveau permis. Ce permis ne sera pas accordé si le requérant a été condamné à une peine entâchant son honorabilité ou lorsqu'il s'agit d'un ancien propriétaire ou gérant d'une pharmacie, s'il se trouve sous le coup d'une condamnation entraînant la fermeture de la pharmacie.

Le nouveau permis ne sera pas non plus accordé si l'ancien permis est au nom d'un pharmacien inscrit et que le nouveau propriétaire ne remplit pas lui-même cette dernière condition.

La dite condition ne sera pas exigée si la vente de la pharmacie intervient à la suite du décès du pharmacien propriétaire de la pharmacie.

ART. 22.

En cas de décès du propriétaire autorisé, le permis pourra être maintenu provisoirement en faveur de la succession pendant un délai n'excédant pas six mois et sous la responsabilité d'un gérant pharmacien inscrit et agréé par l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 23.

Le permis sera considéré comme nul et la demande devra être renouvelée si la pharmacie n'a pas été ouverte avant l'expiration de six mois à partir de la date de la délivrance du permis.

ART. 24.

Tout transfert d'une pharmacie d'un local à un autre, dans la même ville, devra être préalablement autorisé par l'Administration de l'Hygiène Publique. La demande d'autorisation à cet effet devra être accompagnée d'un croquis et d'une description du nouveau local. L'Administration devra donner une réponse écrite dans les trente jours ; le transfert ne pourra être refusé que si le nouveau local ne répond pas aux prescriptions de l'article 20 ci-dessus, ou aux conditions d'hygiène requises, ce dont l'Administration sera seule juge.

ART. 25.

Il doit être donné avis par écrit, à l'Administration de l'Hygiène Publique, de tout agrandissement ou réduction projeté du local d'une pharmacie, et ce, au moins quinze jours à l'avance en joignant à l'avis un croquis des modifications projetées.

Les modifications peuvent être entreprises le seizième jour à partir de la date d'envoi de l'avis sus-visé, à moins que, dans l'intervalle, l'Administration n'ait notifié par la voie administrative qu'elle s'oppose aux dites modifications parce que le local ne répondrait plus aux prescriptions de l'article 20 ci-dessus ou aux conditions d'hygiène requises.

5. — *Tenue de la Pharmacie*

ART. 26.

Tout médicament contenant une des substances vénéneuses visées à l'article suivant ne peut être délivré qu'au poids médicinal et sur ordonnance d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un dentiste ou d'une sage-femme (mouwalleda) inscrits, sauf lorsqu'il s'agit d'une fourniture à faire à un autre pharmacien pour les besoins de son commerce. Dans ce cas il suffira d'une demande écrite signée par le dit pharmacien.

Les médicaments simples c'est-à-dire ceux ne contenant pas une des substances vénéneuses visées à l'article suivant peuvent être délivrés sans ordonnance.

Les substances vénéneuses sont divisés comme suit :

(1) Les substances énumérées au tableau I.

Les récipients qui les contiennent devront porter une étiquette blanche sur laquelle les indications se feront en noir. L'étiquette portera une bande transversale verte sur laquelle il sera écrit :
“ n'excédez pas la dose. ”

(2) Les substances énumérées au tableau II.

Les récipients qui les contiennent devront porter une étiquette blanche sur laquelle les indications seront faites en noir. L'étiquette portera une bande transversale rouge sur laquelle sera écrit le mot
“ dangereux. ”

(3) Les substances stupéfiantes énumérées au tableau (III)

On suivra en ce qui les concerne les règles prescrites par la loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants.

Les substances énumérées aux tableaux I, II et III, seront conservées séparément dans une armoire fermée dont la clef sera gardée par le pharmacien seul. S'il s'agit d'une pharmacie dont le propriétaire n'est pas un pharmacien inscrit, la clef devra être remise à l'Administration de l'Hygiène Publique dans le cas où la pharmacie se trouverait momentanément sans un gérant.

ART. 28.

Tout médicament contenant une des substances vénéneuses portées aux tableaux I, II et III ne pourra être préparée que par un pharmacien inscrit sauf dans le cas visé par l'article 40 de la présente loi,

Cette disposition est aussi applicable aux teintures, solutions pour les cheveux, crèmes, (pommades pour la peau) cosmétiques, pâtes et poudres épilatoires ainsi que toutes autres préparations pour la toilette contenant une des substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II et III.

ART. 29.

Les médicaments simples sont conservés dans des récipients portant une étiquette blanche sur laquelle les indications nécessaires sont faites en noir.

ART. 30.

Toute pharmacie devra posséder au moins une balance de chacune des trois catégories suivantes ;

- | | | | |
|-----|---------------------------------|--------------|---------|
| (1) | Balance ordinaire pour peser de | 5,000 à 1 | gramme. |
| | ” ” ” ” | 500 à 0.10 | ” |
| | ” ” ” ” | 250 à 0.05 | ” |
| (2) | Balance pour peser de | 100 à 0.002 | ” |
| | ” ” ” | 50 à 0.002 | ” |
| (3) | Balance pour analyse pour peser | 500 à 0.001 | ” |
| | ” ” ” ” ” | 100 à 0.0005 | ” |
| | ” ” ” ” ” | 50 à 0.0001 | ” |

Les séries de poids destinées aux balances aussi bien ceux en cuivre que ceux en aluminium devront être complètes.

Les pharmacies devront, en outre, posséder des mesures de capacité régulièrement graduées.

6 — *Exécution des Ordonnances.*

ART. 31.

Sous réserve de l'observation des prescriptions édictées dans la présente loi ainsi que par la Loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants, tout pharmacien est tenu d'exécuter contre paiement les ordonnances des médecins, vétérinaires, dentistes, ou sage-femmes (mouwalleda) inscrits et dont les noms se trouvent dans les listes officielles publiées annuellement par les soins de l'Administration de l'Hygiène Publique. Si le nom du médecin, vétérinaire, dentiste, ou sage-femme (mouwalleda) ne figure pas sur la liste officielle le pharmacien devra s'assurer préalablement que la susdite personne a été inscrite postérieurement à la date de la publication de la dite liste.

ART. 32.

Le pharmacien ne doit pas exécuter une ordonnance rédigée en termes ou signes conventionnels.

ART. 33.

Il n'est pas permis au pharmacien de délivrer en vertu d'une ordonnance d'un dentiste ou d'une sage-femme (mouwalleda) des

substances vénéneuses ou stupéfiantes autres que celles mentionnées aux tableaux 7, 8 et 9 pour les dentistes et au tableau 6 pour les sages-femmes (mouwalleda).

ART. 34.

Le pharmacien ne pourra de sa propre initiative ou d'accord avec le porteur de l'ordonnance changer les quantités des substances mentionnées dans l'ordonnance ou remplacer l'une d'elles par une autre sans avoir obtenu, à cet effet, sur l'ordonnance, le visa de la personne qui l'a délivrée.

ART. 35.

Tout médicament délivré par la pharmacie devra porter une étiquette sur laquelle seront imprimés les noms et adresse de la pharmacie, le nom du pharmacien propriétaire ou celui du gérant.

L'étiquette devra être de dimensions suffisantes et porter l'indication du mode d'emploi du médicament conformément à l'ordonnance. Elle devra porter également le numéro d'inscription au registre *ad hoc* ainsi que la date de la préparation du médicament.

Cette étiquette sera blanche pour les médicaments simples et blanche avec une ligne vert clair au bas de l'étiquette portant les mots " n'excédez pas la dose " si le médicament contient l'une des substances énumérées aux tableaux annexés à la présente loi.

Si le médicament est destiné à l'usage externe, l'étiquette sera rouge orange. Au bas de l'étiquette on écrira les mots " usage externe en langue arabe et dans une langue européenne. Si la substance délivrée est corrosive ou très vénéneuse, l'étiquette sera rouge orange et devra porter au bas une ligne noire avec le mot "poison " et le dessin d'une " tête de mort.. "

En outre si le médicament est destiné à l'usage vétérinaire tant externe qu'interne, il devra porter une étiquette sur laquelle seront inscrits les mots " usage vétérinaire. "

ART. 36.

Toute ordonnance exécutée devra être inscrite sur le registre des ordonnances le jour même de sa délivrance. Ce registre devra être coté et timbré au Caire par l'Administration de l'Hygiène Publique et dans les autres gouvernorats et dans les Moudiries par l'inspectat sanitaire local.

Les inscriptions devront être datées et porter des numéros consécutifs. Elles seront faites en caractères lisibles, sans blanc, ni rature, ni transport en marge.

Toute inscription sur le registre des ordonnances devra spécifier clairement les matières qui entrent dans la composition du médicament. L'indication de ces matières en termes et signes conventionnels est interdite. Le préparateur du médicament devra signer le registre en face de l'inscription.

L'ordonnance ne sera rendue au porteur qu'après l'apposition du timbre de la pharmacie, de la date et du numéro de l'inscription et de la signature, à l'encre, du préparateur du médicament.

Si le pharmacien désire garder une ordonnance en vue d'éviter toute responsabilité, il devra en donner une copie conforme au porteur. Cette copie devra porter le timbre de la pharmacie, le numéro et la date de l'inscription de l'ordonnance.

ART. 37.

En cas de répétition des ordonnances contenant des substances énumérées aux tableaux I et II, il suffira de mentionner dans le registre des ordonnances la date de la répétition sous un nouveau numéro consécutif, avec renvoi au numéro sous lequel l'ordonnance a été inscrite la première fois.

Les ordonnances contenant de la digitale, du cyanure de mercure ou de potassium, de l'aconitine, de la digitaline, de l'astrofantine, de la vératrine et leurs sels ou toute autre préparation contenant l'une des dites substances, ne pourront être répétées que sur un nouvel ordre du médecin.

Les pharmaciens pourront préparer et répéter les ordonnances qui ont été précédemment préparées dans une autre pharmacie pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions de la présente loi.

7. — *Emploi d'Aides-Pharmaciens*

ART. 38.

Tout pharmacien, propriétaire ou gérant d'une pharmacie pourra se faire aider par un ou plusieurs aides-pharmaciens.

ART. 39.

Pour être employé comme aide-pharmacien, il faut ;

1) Etre muni d'un certificat d'aide-pharmacien délivré par le Ministère de l'Instruction Publique ou la Faculté de Médecine de l'Université Egyptienne.

2) Etre inscrit auprès de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Les articles 6, 7, 8, 9 et 10 relatifs à l'inscription des pharmaciens s'appliquent aux aides-pharmaciens.

ART. 40.

Le pharmacien absent de sa pharmacie pourra, à partir de 1 heure jusqu'à 4 de l'après-midi, et à partir de 9 heures du soir jusqu'à 9 heures du matin, se faire remplacer par un aide-pharmacien dont l'emploi a été notifié à l'Administration de l'Hygiène Publique, à moins qu'il n'y ait un autre pharmacien diplômé, présent à la pharmacie. Ces heures peuvent être modifiées par le pharmacien moyennant approbation préalable de l'Administration de l'Hygiène Publique.

L'aide-pharmacien pourra, pendant les heures où il remplace le pharmacien, préparer et délivrer tout médicament, exécuter toute ordonnance, inscrire les ordonnances au registre et y mettre son paraphe et garder la clef de la chambre ou de l'armoire où les substances vénéneuses sont conservées.

ART. 41.

Sauf le cas prévu à l'article précédent, les aides-pharmaciens ne pourront préparer les médicaments contenant une ou plusieurs des substances vénéneuses énumérées dans les tableaux I, II et III annexés à la présente loi, que sous la surveillance et la responsabilité d'un pharmacien diplômé qui devra accomplir lui-même les prescriptions légales édictées en cette matière.

ART. 42.

Tout élève pharmacien, tout apprenti aide-pharmacien inscrits comme tels à la faculté de médecine du Caire, tout élève pharmacien régulièrement inscrit dans une Université étrangère, pourra

après notification par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique, faire son stage dans une pharmacie qu'il choisira sauf approbation de ce choix par la dite administration.

ART. 43.

Les élèves et apprentis pourront assister dans ses travaux professionnels le pharmacien chez lequel ils font leur stage mais seulement sous sa surveillance et sous sa responsabilité.

L'élève ou l'apprenti dont le nom est rayé de la Faculté de Médecine ne pourra plus être employé dans une pharmacie.

ART. 44.

Le propriétaire d'une pharmacie ne pourra, en aucun cas, être employé dans sa pharmacie ni comme aide-pharmacien ni comme élève ou apprenti.

CHAPITRE II

Hôpitaux, Dispensaires et Cliniques Médicales

ART. 45.

Les hôpitaux qui délivrent des médicaments à des personnes autres que celles hospitalisées dans l'établissement ainsi que les dispensaires doivent, pour la préparation des médicaments, employer un pharmacien ou aide-pharmacien inscrit, dont le nom sera notifié par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique à moins qu'il ne s'agisse de médicaments ne contenant pas de substances vénéneuses. Dans ce dernier cas il suffira que la préparation soit faite sous le contrôle du médecin attaché à l'établissement.

ART. 46.

Tout médecin ou vétérinaire inscrit qui désire préparer des médicaments dans sa clinique à l'usage exclusif de sa clientèle, est tenu de faire une déclaration de l'Hygiène Publique.

Cette déclaration devra mentionner l'adresse exacte de la clinique. Tout changement d'adresse devra immédiatement être notifié.

Les médicaments ne pourront être préparés que par le médecin ou le vétérinaire lui-même. Ils devront être munis d'une étiquette

qui portera en imprimé le nom et l'adresse du médecin ou du vétérinaire ainsi que toutes les indications nécessaires à l'emploi du médicament.

CHAPITRE III

Commissionnaires

ART. 47.

Toute personne désirant faire le commerce de commission ou représentation en produit médicaux ou pharmaceutiques contenant une des substances vénéneuses mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi devra obtenir une autorisation de l'Administration de l'Hygiène Publique.

La demande d'autorisation devra être faite sur papier timbré de P.T. 3 et être accompagnée :

1. — des pièces d'identité du requérant et d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par les autorités dont il relève ;
2. — d'une liste des médicaments et préparations qu'il représente indiquant leur composition en détail ;
3. — d'une somme de L.E. 4 pour couvrir les frais d'examen de la demande ;
4. — d'une description et croquis du local qui servira de dépôt.

Les commissionnaires devront à la fin de chaque année envoyer à l'Administration de l'Hygiène Publique une liste complète et mise à jour des produits dont ils font le commerce. Ils devront se conformer en outre aux prescriptions du Chapitre VI en tant qu'elles sont applicables à leurs commerce.

Les produits doivent être vendus dans les enveloppes originales provenant de la fabrique.

Tout changement du local servant de dépôt devra être préalablement notifié par écrit à l'Administration.

CHAPITRE IV

Drogueries

ART. 48.

Toute personne désirant ouvrir une droguerie simple devra obtenir au préalable une autorisation à cet effet de l'Administration de l'Hygiène Publique.

On entend par droguerie simple aux fins de la présente loi, tout établissement destiné au commerce : (a) des médicaments énumérés au tableau XI annexé à la présente loi, (b) des spécialités médicamenteuses (égyptiennes et étrangères) ne contenant pas l'une des substances vénéneuses indiquées aux tableaux I, II, et III annexés à la présente loi ; (c) des substances ou compositions inscrites dans une pharmacopée avec une dose de 4 gr. et au-dessus.

La demande d'autorisation devra être présentée sur papier timbré de P.T. 3 à l'Administration de l'Hygiène Publique et être accompagnée :

1. — des pièces d'identité du requérant ;
2. — d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par les autorités dont il relève ;
3. — d'un croquis et description des lieux indiquant les ouvertures nécessaires pour l'aération et la lumière, le nom du propriétaire de l'immeuble et le nom de la rue et du quartier dans lesquels l'établissement se trouve ;
4. — d'une somme de L.E. 2 pour couvrir les frais d'examen de la demande.

Le requérant devra en outre prouver qu'il sait lire et écrire couramment.

Une enseigne indiquant le nom du propriétaire de l'établissement et la nature de son commerce, en arabe et en l'une des langues étrangères, devra être mise sur la devanture du magasin.

ART. 49.

L'autorisation est personnelle ; en cas de changement du propriétaire, le nouveau propriétaire devra requérir une nouvelle autorisation.

Tout transfert de la droguerie d'un local à un autre devra être préalablement autorisé par l'Administration de l'Hygiène Publique. La demande d'autorisation à cet effet devra être accompagnée d'un croquis et d'une description du nouveau local. L'administration devra donner une réponse écrite dans les quinze jours. Le transfert ne pourra être refusé que si le nouveau local ne répond pas aux conditions d'hygiène requises.

ART. 50.

Il doit être donné avis par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique de tout agrandissement ou réduction projetés du local d'une droguerie et ce au moins quinze jours à l'avance en joignant à l'avis un croquis des modifications projetées.

Les modifications peuvent être entreprises le seizième jour à partir de la date d'envoi de l'avis sus-visé, à moins que, dans l'intervalle, l'Administration n'ait notifié par la voie administrative qu'elle s'oppose aux dites modifications parce que le local ne répondrait plus aux conditions d'hygiène requises.

ART. 51.

Les drogueries destinées au commerce de médicaments, spécialités, substances ou compositions autres que celles mentionnées à l'article 48 de la présente loi sont régies par les dispositions du Chapitre VI relatives au commerce des substances vénéneuses.

CHAPITRE V

Fabrication et Commerce des Spécialités

ART. 52.

On entend par spécialités aux fins de la présente loi, les produits et compositions qui contiennent ou sont censés contenir des substances ayant des propriétés médicales, curatives ou préventives et qui ont été préparés d'avance pour être vendus ou cédés au public sous quelque forme que ce soit pour usage externe, interne ou par injection.

ART. 53.

Il est interdit de fabriquer des spécialités en Egypte sans une autorisation préalable de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à des chimistes diplômés ou à des pharmaciens, médecins, vétérinaires ou dentistes dûment inscrits.

La demande d'autorisation devra être présentée par écrit sur papier timbré de P.T. 3 à l'Administration de l'Hygiène Publique et être accompagnée de la somme L.E. 1 pour couvrir les frais d'examen de la demande.

La demande devra contenir les mentions suivantes :

a) toutes les matières entrant dans la composition et la quantité de chacune d'elles ;

b) la quantité d'alcaloïde ou substances actives que contient la composition et leur pourcentage ;

c) la dose devant être prise en une seule fois et la dose totale en 24 heures ;

d) l'indication du laboratoire ou de la pharmacie qui préparera la spécialité.

L'Administration de l'Hygiène Publique a le droit de refuser l'autorisation sans donner les motifs de son refus.

Si la demande est acceptée, l'Administration de l'Hygiène Publique inscrira la spécialité dans ses registres contre paiement d'une somme de L.E. 2 et accordera, aux risques et périls du titulaire et sans aucune responsabilité pour l'Administration, une autorisation pour sa préparation mentionnant le numéro d'inscription.

ART. 54.

Les spécialités fabriqués en Egypte devront être vendues avec une étiquette mentionnant le nom de la préparation, le nom et l'adresse de la personne qui l'a préparée, le nom et la quantité des substances actives qui entrent dans sa composition, son mode d'emploi, l'effet médical qui lui est attribué et son numéro d'inscription dans les registres de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 55.

L'importation et la vente des spécialités fabriquées à l'étranger est permise si elles réunissent les trois conditions ci-après :

1. — être considérées comme spécialités admises et employées dans leur pays d'origine ;
2. — être importées dans des enveloppes fermées et vendues sans que leur enveloppes aient été ouvertes ;
3. — porter sur l'étiquette l'indication des principes actifs qu'elles contiennent.

ART. 56.

Les spécialités contenant l'une des substances vénéneuses énumérées aux tableaux I et II sont régies en ce qui concerne leur importation par l'article 65 de la présente loi et en ce qui concerne leur vente ou cession par les dispositions ci-après.

Elles peuvent être vendues ou cédées par les pharmaciens ainsi que par les drogueries autorisées au commerce des substances vénéneuses.

Le Ministre de l'Intérieur pourra, dans l'intérêt de la santé Publique prendre des arrêtés pour prescrire que certaines des dites spécialités ne pourront être délivrées que sur la présentation d'une ordonnance.

Les spécialités contenant une des substances énumérées au tableau III de la présente loi sont régies par les dispositions de la Loi No. 21 de 1928 sur le commerce de l'emploi des stupéfiants.

CHAPITRE VI.

Du Commerce des Substances Vénéneuses.

ART. 57.

Toute personne désirant faire le commerce en gros ou en détail d'une ou de plusieurs des substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II, III et IV de la présente loi devra au préalable obtenir une autorisation à cet effet de l'Administration de l'Hygiène Publique.

La demande d'autorisation devra être faite sur papier timbré de P.T. 3. Elle indiquera la nature du commerce (gros ou détail) et le lieu où se trouvera l'établissement avec mention de la rue et du nom du propriétaire de l'immeuble.

La demande devra être accompagnée des pièces d'identité du requérant et d'un certificat de bonnes vie et mœurs de l'autorité compétente dont il relève, d'un croquis et description du local indiquant les ouvertures destinées à l'aération et à la lumière et d'une somme de L.E. 4 pour couvrir les frais d'examen de la demande.

Cette autorisation ne sera accordée qu'à condition que le requérant justifie qu'il sait lire et écrire, qu'il connaît la nature dangereuse des substances vénéneuses dont il désire faire le commerce et qu'il peut facilement les distinguer les unes des autres, et à condition également que le local destiné à ce commerce présente les conditions d'hygiène requises.

Une liste des personnes autorisées sera publiée chaque année au "Journal Officiel".

ART. 58.

L'autorisation ne sera accordée que pour des établissements se trouvant dans les gouvernorats ou dans les Chefs-Lieux des Moudiriehs ou des Markaz.

Les locaux destinés au commerce ou au dépôt des substances vénéneuses doivent être en communication directe avec la rue. Ils doivent en outre être entièrement distincts et séparés de tout local servant à l'habitation ou à une pharmacie ou à ses annexes ou à une clinique.

Les dits locaux doivent porter une enseigne indiquant en gros caractères lisibles, en arabe et en une des autres langues judiciaires employées par devant les tribunaux mixtes, le nom du commerçant autorisé, la nature du commerce (gros ou détail) et le numéro de l'autorisation.

S'il s'agit d'un établissement faisant le commerce des substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II et III, l'autorisation ne sera accordée que si l'établissement emploie d'une manière permanente un pharmacien ou un aide-pharmacien inscrit chargé de la vente des médicaments ou spécialités autres que celles mentionnées à l'article 48 de la présente loi.

ART. 59.

Les autorisations pour le commerce des substances vénéneuses sont personnelles. En cas de transfert de la propriété de l'établissement le nouveau propriétaire devra requérir une nouvelle autorisation.

ART. 60.

Tout transfert d'un établissement, d'un local à un autre devra être préalablement autorisé par l'Administration de l'Hygiène Publique. La demande d'autorisation à cet effet devra être accompagnée d'un croquis et d'une description du nouveau local. L'Administration devra donner une réponse écrite dans les quinze jours ; le transfert ne pourra être refusé que si le nouveau local ne répond pas aux prescriptions de l'article 58 ci-dessus et aux conditions de lumière et d'aération requises.

ART. 61.

Il doit être donné avis par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique de tout agrandissement ou réduction projetés du local d'un établissement de commerce de substances vénéneuses et ce au moins quinze jours à l'avance en joignant à l'avis un croquis des modifications projetées.

Les modifications peuvent être entreprises le seizième jour à partir de la date d'envoi de l'avis sus visé à moins que dans l'intervalle, l'Administration n'ait notifié par la voie administrative qu'elle s'oppose aux dites modifications parce que le local ne répondrait plus aux prescriptions de l'article 58 ci-dessus et aux conditions de lumière et d'aération requises.

ART. 62.

Toutes les substances vénéneuses se trouvant dans le magasin, quelles soient des produits chimiques, des drogues pharmaceutiques, des plantes ou autres produits devront être mises dans des récipients spéciaux qui ne laissent pas échapper leur contenu. Ces récipients devront porter les étiquettes mentionnées à l'article 27.

Les substances énumérées aux tableaux I, II, III et IV de la présente loi devront être conservées dans des armoires fermées et la clef sera gardée par le titulaire de l'autorisation.

Dans les dites armoires le phosphore devra être conservé dans une bouteille hermétiquement bouchée remplie d'eau et placée dans une caisse en fer et entourée de sable.

Les substances énumérées au tableau III, les feuilles de coca exceptées, seront placées dans les armoires susdites à l'écart des autres substances.

ART. 63.

Aucun aliment ou boisson destiné à la consommation de l'homme ou des animaux ne doit être exposé pour la vente ou déposé dans les locaux affectés au commerce ou au dépôt des substances vénéneuses.

ART. 64.

Les propriétaires des magasins faisant à la fois le commerce en gros et en détail devront séparer les substances destinées à la vente en gros de celles destinées à la vente en détail.

ART. 65.

Les spécialités et les substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II, III et IV annexés à la présente loi seront, à leur arrivée à la douane, mise à l'écart des autres marchandises. Elles ne seront délivrées qu'aux personnes suivantes :

1. — aux commerçants en substances vénéneuses dûment autorisés aux termes de l'article 57.

2. — aux représentants ou commissionnaire en produits médicaux ou pharmaceutiques autorisés par l'Administration de l'Hygiène Publique conformément à l'article 47.

8. — aux propriétaires de pharmacies s'ils sont eux mêmes pharmaciens inscrits ou gérant.

4. — aux Administrations de l'Etat ;

5. — à toute personne munie d'une autorisation générale ou spéciale délivrée par l'Administration de l'Hygiène Publique.

S'il s'agit des substances énumérées au tableau III, elles ne pourront être consignées qu'en confirmation des dispositions de la Loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants.

ART. 66.

Les personnes autorisées à faire le commerce des substances vénéneuses ne pourront vendre ou céder, soit en gros soit en détail les substances énumérées aux tableaux I et II de la présente loi qu'aux personnes suivantes :

1. — aux autres commerçants de substances vénéneuses dûment autorisés ;

2. — aux représentants ou commissionnaires en produits médicaux ou pharmaceutiques autorisés en conformité de l'article 47 ci-dessus ;

3. — aux propriétaires de pharmacies ou d'établissement pour la fabrication des spécialités ou de préparations pharmaceutiques chimiques ou d'hygiènes ;

4. — aux Administrations de l'Etat et aux institutions scientifiques reconnues par le Gouvernement ;

5. — aux propriétaires de laboratoires d'analyses chimiques ou industrielles ou de recherches scientifiques ;

6. — aux médecins, vétérinaires, dentistes et sages-femmes inscrits ainsi qu'aux hôpitaux et dispensaires.

La disposition ci-dessus ne s'applique pas à la vente des spécialités médicamenteuses contenant l'une des substances énumérées aux tableaux I et II laquelle est réglementée par l'article 56.

En ce qui concerne les substances vénéneuses énumérées aux tableaux IV (matières industrielles et agricoles) elles ne pourront les vendre ou les céder en gros qu'à d'autres commerçants des substances vénéneuses dûment autorisés, aux Administrations de l'Etat, aux agriculteurs et aux industriels détenteurs d'un permis spécial à cet effet du Ministère de l'Agriculture ou de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Ces mêmes substances pourront être vendues ou cédées en détail soit aux personnes énumérées ci-dessus, soit, mais seulement, pour un usage agricole, industrielle ou domestique à toute autre personne, à condition qu'elle soit personnellement connue du vendeur ou de son identité lui soit attestée par le témoignage de deux personnes connues de lui. Il est interdit en tous cas de vendre ou de céder les dites substances à des personnes ayant ou paraissant avoir moins de 21 ans.

Les substances énumérées au tableau III ne pourront être vendues ou cédées en gros ou en détail qu'en conformité des dispositions de la Loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants.

ART. 67.

La vente ou cession en détail des substances vénéneuses n'est permise que dans les établissements dûment autorisés. Les substances vendues ou cédées en dehors des établissements autorisés pourront être confisquées qu'elles aient été trouvées en possession du vendeur ou de l'acheteur et ce sans préjudice des pénalités encourues par les contrevenants.

ART. 68.

Les substances vénéneuses vendues ou cédées tant en gros qu'en détail devront être délivrées dans des sacs, boîtes ou autres récipients hermétiquement fermés et cachetés sur lesquels on appliquera des étiquettes portant le nom et la quantité des substance qu'ils contiennent.

ART. 69.

L'arsenic ou ses composées ne pourront être cédés ou vendus qu'aux personnes suivantes :

1. — les personnes énumérées à l'article 66 de la présente loi ;
2. — celles présentant un certificat de la police indiquant le nom, prénom, âge, profession, domicile de l'acheteur, la quantité pouvant lui être délivrée et l'usage auquel elle est destinée.

Le permis de l'Hygiène Publique et le certificat de la police devra être conservé par le vendeur et annexé au registre de sorties prévu à l'article 70 ci-après.

L'arsenic ou ses composés ne pourront être cédés ou vendus que mélangés dans la proportion de 3 pour cent de l'une des matières suivantes : l'indigo, la suie, le vert de malachite et les composés sulfureux colorants, la piridine, le phénol commercial, la nitro-benzine ou à toutes autres matières dont l'emploi serait autorisé par l'Administration. Toutefois l'Administration de l'Hygiène Publique pourra accorder des permis pour acheter de l'arsenic non mélangé aux personnes qui justifient en avoir besoin.

ART. 70.

Toute personne autorisée à faire le commerce de substances vénéneuses en gros ou en détail devra tenir un registre spécial pour l'entrée des dites substances et un autre registre spécial pour leur sortie.

Ces registres seront cotés et timbrés par le soin de l'Administration de l'Hygiène Publique au Caire, et dans les autres gouvernorat et dans les moudiriehs par l'inspectorat sanitaire local.

Toutes les substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II et IV seront enregistrées dès leur entrée à l'établissement dans le registre des entrées. Elles seront pareillement enregistrées dès leur sortie dans le registre spécial des sorties. L'enregistrement doit être fait très lisiblement sans blanc ni lacune ou renvoi en marge par ordre de date et avec le numéro consécutif.

Pour les entrées, l'enregistrement indique la nature et la quantité de la substance, la date de l'achat et de l'arrivée au magasin ainsi que les nom, prénom, profession et l'adresse du vendeur.

Pour les sorties l'enregistrement indique la nature et la quantité de la substance vénéneuse vendue ou cédée et l'usage pour lequel elle a été demandée ainsi que les nom, prénom, profession et domicile de l'acheteur. Si ce dernier n'est pas connu du vendeur, l'inscription indiquera les nom, prénom profession et domicile des deux témoins qui ont attesté son identité.

L'acheteur devra apposer sa signature ou cachet sur le registre en regard de l'inscription, et, au cas où l'acheteur n'est pas connu du vendeur, sa signature ou son cachet devront être certifiés par les deux témoins qui l'ont accompagné et présenté. Au cas où l'acheteur ne sait pas écrire, sa signature ou son cachet pourront être remplacés par l'empreinte du pouce.

ART. 71.

Lorsqu'un commerçant fait à la fois le commerce en gros et en détail des substances vénéneuses, il devra tenir des registres distincts pour chacune des deux branches de son commerce. Et en cas de transfert d'une substance d'une branche de gros à celle de détail, cette substance devra être inscrite dans les registres comme si elle était vendue par un établissement à un autre.

ART. 72.

En ce qui concerne les substances stupéfiantes énumérées au tableau III elles seront enregistrées conformément aux dispositions spéciales de la loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants.

CHAPITRE VII

Du Commerce des Plantes Médicinales

ART. 73.

Toute personne désirant faire le commerce des plantes médicinales égyptiennes ou étrangères, inscrites au tableau V ou des diverses parties de ses plantes telles que feuilles, fleurs, etc., ou des produits issus naturellement de la plante comme la résine ou la gomme, devra obtenir au préalable une autorisation de l'Administration de l'Hygiène Publique.

La demande d'autorisation devra être faite sur papier timbré de P.T. 3 et être accompagnée des documents suivants : pièces d'identité du requérant, certificat de bonnes vie et mœurs des autorités dont il relève et un croquis du dépôt ainsi que d'une somme de L.E. 4 pour couvrir les frais d'examen de la demande.

Cette autorisation ne sera accordée qu'à condition : (1) que le requérant justifie qu'il sait lire et écrire, qu'il connaît la plante ou les plantes médicinales dont il désire faire le commerce, leur nature et leurs propriétés, qu'il connaît aussi les procédés pour la cueillette, le séchage et la préparation de ces plantes et qu'il peut les connaître et les distinguer les unes des autres ; (2) qu'il ait son dépôt dans un chef-lieu de moudirieh ou gouvernorat ou markaz ou tout au moins dans un lieu où se trouve un poste de police.

ART. 74.

L'autorisation est personnelle. En cas de changement de propriétaire le nouveau propriétaire devra requérir une nouvelle autorisation.

Tout transfert du dépôt où les plantes médicinales sont emmagasinées devra être préalablement autorisé par l'administration de l'Hygiène Publique. La demande d'autorisation devra être accompagnée d'un croquis du nouveau local. L'Administration devra

donner sa réponse dans les quinze jours ; le transfert du dépôt ne pourra être refusé que si le nouveau local ne répond pas aux prescriptions de l'article précédent.

ART. 75.

Si l'autorisation concerne plusieurs qualités de plantes, le titulaire devra tenir les diverses qualités séparées les unes des autres.

ART. 76.

L'autorisation délivrée par l'administration de l'Hygiène Publique donne au titulaire le droit de cueillir et d'emmagasiner les plantes médicinales dans leur état naturel et celui de les exporter. Elle lui donne en outre le droit de les vendre à l'intérieur du pays mais seulement aux propriétaires des établissements pour la fabrication de préparations pharmaceutiques et chimiques. Pour la vente à toute autre personne, une autorisation spéciale de l'administration de l'Hygiène Publique sera nécessaire.

En tout cas le titulaire de l'autorisation devra pour chaque exportation ou pour chaque vente, adresser un avis par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique. Cet avis en ce qui concerne les exportations, devra être envoyé une semaine avant la consignation de la marchandise à la douane.

L'autorisation ne donne pas le droit au titulaire d'extraire des plantes médicinales, par infusion, décoction ou autrement, une boisson ou un produit quelconque.

ART. 77.

La sortie des plantes du dépôt devra être immédiatement inscrite dans des registres tenus conformément aux dispositions de l'article 70 ci-dessus.

Les entrées des plantes au dépôt devront également être inscrites dans les dits registres d'après les règles qui seront prescrites par Arrêté du Ministre de l'Intérieur,

CHAPITRE VIII

Dispositions Générales et Pénales.

ART. 78.

Les médicaments, produits pharmaceutiques, drogues et compositions, préparations et spécialités ainsi que les substances vénéneuses cédés ou vendus ou importés devront être de bonne qualité; ils ne devront être ni gâtés ni frelatés ou adultérés.

ART. 79.

Il est interdit d'importer, de distiller, fabriquer, vendre ou céder les préparations nommées "absinthine" ainsi que celles connues sous le nom d'essence ou toutes autres préparations contenant de l'absinthe. La plante de l'absinthine et les produits médicaux extraits de cette plante ne peuvent être importés et vendus que sous forme de substances médicales par les pharmaciens.

ART. 80.

Les drogueries simples et les établissements de vente de substances vénéneuses devront posséder des balances précises et en bon état ainsi que des séries de poids complètes.

Les dits établissements devront en outre posséder des mesures de capacité régulièrement graduées.

ART. 81.

Les registres mentionnés aux articles 36 et 70 et les documents y relatifs tels que ordonnances, factures, etc., devront être gardés pendant cinq années à partir de la date de la dernière inscription pour être présentés à toute réquisition aux inspecteurs de l'Administration de l'Hygiène Publique.

ART. 82.

Pour s'assurer de l'exécution des dispositions de la présente loi, les inspecteurs de l'Administration de l'Hygiène Publique sont autorisés à inspecter, à tout moment, n'importe qu'elle pharmacie, droguerie, établissement de vente de substances vénéneuses, fabri-

ques de spécialités et dépôt de médicaments, produits pharmaceutiques, drogues, compositions, préparations, spécialités et plantes médicinales.

Les dits inspecteurs pourront également, en vue de s'assurer de l'exécution des dispositions des articles 45 et 46, procéder à des visites des locaux affectés, dans les hôpitaux à la délivrance des médicaments à des malades externes. Il pourront, dans le même but, procéder à des visites des dispensaires et cliniques médicales.

Si l'établissement ou le local, où la visite doit avoir lieu, appartient à un étranger, l'autorité consulaire dont il relève sera avisée à l'avance du jour et de l'heure de la visite pour qu'elle puisse, si elle le juge opportun, désigner un délégué de sa part pour assister à la visite qui aura lieu en tout cas au jour et heure fixés.

ART. 83.

En cas de contravention aux dispositions de la présente loi, les inspecteurs délégués pourront saisir les médicaments, produits pharmaceutiques, drogues, compositions, préparations ou spécialités ainsi que les substances vénéneuses ou plantes médicinales, qui font l'objet de la contravention, ensemble avec les récipients où ils sont contenus et les instruments qui ont servi à les préparer.

Les dits objets seront consignés au parquet avec le procès-verbal de la contravention.

ART. 84.

Toute contravention à l'une quelconque des dispositions de la présente loi sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces peines seulement.

En outre la fermeture de l'établissement où la contravention aura été commise pourra être ordonnée pour une période de 15 jours à 6 mois ou même définitivement suivant la gravité de l'infraction, dans les cas suivants :

1. — si le contrevenant a subi une précédente condamnation à quelque époque que ce soit pour la même contravention ;

2. — s'il est trouvé dans l'établissement des substances vénéneuses en quantité supérieur ou inférieure à celle résultant ou qui devrait résulter des registres spéciaux prévus par la présente loi.

La fermeture devra être ordonnée pour une période de 15 jours à six mois ou même définitivement suivant la gravité de l'infraction.

1. — si le contrevenant a subi deux précédentes condamnations ne remontant pas à plus de trois ans pour la même contravention;

2. — en cas de contravention aux articles 17 et 21 de la présente loi ;

3. — en cas de falsification des médicaments ou de remplacement d'une substance médicinale par une autre non mentionnée dans l'ordonnance ;

4. — en cas d'ouverture ou de transfert d'un établissement sans autorisation ou en cas de commerce non autorisé des substances vénéneuses.

Toute condamnation à la fermeture entraîne la suspension ou le retrait de l'autorisation suivant que la fermeture est temporaire ou définitive.

ART. 85.

Le jugement de fermeture sera exécuté contre toute personne qui, à quelque titre que ce soit, se trouverait en possession de l'établissement au moment de l'exécution.

ART. 86.

Quant la poursuite est intentée à la fois contre des étrangers justiciables des tribunaux mixtes et des égyptiens pour une même contravention, la juridiction mixte sera compétente à l'égard de tous les inculpés.

CHAPITRE IX

Dispositions Transitoires

ART. 87.

Les articles 2, 3, et 4, ne sont pas, applicables, aux pharmaciens porteurs de diplômes étrangers ayant obtenu l'autorisation d'exercer en Egypte avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les articles 15 et 18 ne sont pas applicables aux pharmacies existantes à la date de cette entrée en vigueur, mais en cas de changement de propriétaire les dispositions de l'article 21 seront appliquées.

Les propriétaires et gérants de pharmacies ont un délai de trois mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi pour se conformer aux prescriptions des articles 19, 20, et 27.

ART. 88.

Les propriétaires des drogueries simples existantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent, dans les trente jours de cette date, déclarer par écrit à l'Administration de l'Hygiène Publique l'existence de la droguerie en joignant à leur déclaration les pièces énumérées à l'article 48. Cette déclaration leur tiendra lieu d'autorisation.

Dans le même délai de 30 jours ils devront s'être conformés aux prescriptions du dernier alinéa du dit article 48.

ART. 89.

Les dispositions de l'article 53 s'appliquent aux fabriques de spécialités existantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les propriétaires des dites fabriques auront un délai de trente jours à partir de cette date pour présenter leur demande d'autorisation conformément aux dispositions du dit article 53.

ART. 90.

Les personnes possédant une autorisation pour le commerce des substances vénéneuses accordées sous le régime de la Loi No. 14 de 1904 doivent dans le délai de trois mois, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, adresser une demande à

l'Administration de l'Hygiène Publique pour échanger leur autorisation contre une nouvelle autorisation qui sera régie par les dispositions de la présente loi. Elles doivent en outre dans le même délai s'être conformées aux prescriptions des articles 58, 62, 63, 64, 68, 70 et 71.

ART. 91.

Les propriétaires des établissements visés au 4ème alinéa de l'article 58 déjà existants à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, doivent, dans les trente jours de cette date, s'être conformées aux prescriptions du dit alinéa.

ART. 92.

Les dispositions de l'article 73 s'appliquent aux personnes ne faisant déjà le commerce des plantes médicinales à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ; ces personnes ont un délai de 30 jours à partir de cette date pour présenter leur demande d'autorisation conformément au dit article 73.

CHAPITRE X

Dispositions Finales.

ART. 93.

Sont approuvés les tableaux ci-annexés ; ⁽¹⁾

Le Ministre de l'Intérieur pourra par arrêté pris sur la proposition de l'Administration de l'Hygiène Publique ajouter aux tableaux I, II et III, dans l'intérêt de l'Hygiène Publique, toutes autres substances ayant des propriétés actives vénéneuses. Il pourra aussi retrancher des dits tableaux des substances qui s'y trouveraient indiquées.

Il pourra, de même, dans l'intérêt de l'industrie ou de l'agriculture porter toutes substances vénéneuses dans le tableau IV ou ses annexes.

(1) Voir l'arrêté du 13 Juillet 1930, portant diverses modifications à ces tableaux.

Ces modifications dans les tableaux seront publiées au “Journal Officiel.” Elles ne seront considérées comme incorporées aux dits tableaux que trente jours après la dite publication.

ART. 94.

La présente loi n'apporte aucune dérogation aux dispositions de la Loi No. 21 de 1928 sur le commerce et l'emploi des stupéfiants.

ART. 95.

La Loi No. 14 de 1904 sur les pharmacies et la vente des substances vénéneuses ainsi que la Loi No. 20 de 1911 sur l'emploi des aides-pharmaciens sont et demeurent abrogées.

Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur trente jours après sa publication au “Journal Officiel.”

Il pourra prendre, à cet effet, tous arrêtés nécessaires.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au “Journal Officiel” et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais d'Abdine le 19 Chaaban 1347 (30 janvier 1929).

FOUAD.

PAR LE ROI :

Le Président du Conseil des Ministres,

MOHAMED MAHMOUD.

Le Ministre de l'Intérieur

MOHAMED MAHMOUD.

(Traduction.)

TABLEAU. I

Substances Vénéneuses — Médicaments Actifs

Acétanilide.
Acétique Acide, (cristallisé).
Acénit : Alcoolature d'. Teinture d'.
Amidophénol. Diamidophénol.
Amidoresorcine. Diamidoresorcine.
Antimoine. Chlorure de.
Aniline et dérivés.
Belladonna. Teinture de.
Bromoforme.
Caféine et sels.
Chloral Hydrate.
Chlorhydrique. Acide, Pure.
Chloroforme.
Chromique acide.
Créosote.
Digitale. Teinture de.
Fève de St. Ignace, Teinture composée de.
Formol.
Gaiacol. Carbonate de.
Huile Grise.
Hydrastis Canadensis, Extrait et Teinture de.
Hydroquinons.
Ipéca, Poudre et Racine d'.
Jusquiame, Teinture de.
Laurier cerise. Eau distillée de.
Mercure. Protochlorure, Sulfate et sulfures de.
Moutarde. Essence de.
Nitrique, Acide.
Nitrobenzine.
Nitroprussiates.
Noix vomique. Teinture de.
Oxaliques, acide. Oxalates.
Phénates.
Paraphénylenediamine et Bases Analogues.
Picrique, acide.

Potasse caustique pure.
Pyrogallique, acide (Pyrogallel).
Seille, Teinture de.
Seigle ergoté. Poudre et extrait de.
Soude caustique pure.
Sulfonal.
Sulfurique, acide pure.
Trional.
Zinc. Sulfate de.
Ether, sulphurique.

et toutes autres substances, et préparations de ces substances dont la dose est comprise entre 0·50 gramme et 1·00 gramme, par dose (1 gr. inclus) dans une pharmacopée quelconque.

Sont annexées à ce Tableau toutes les préparations spécialisées et spécialités étrangères ou égyptiennes sous toutes les formes, usitées pour l'Administration des médicaments, ampoules, comprimés, granules, pilules, etc. qui renferment une substance de ce tableau.

TABLEAU II

Substances Vénéneuses—Médicaments Toxiques

Absinthe, essence et huile essentiel de.
Aconit, racine, feuille, poudre, extrait, alcaloïdes et sels de.
Adrénaline et solution de.
Arsénieux anhydride, acide arsenique, Arséniates, arsénites sulfures et préparations.
Amyle, azotite d'.
Belladane, racine, tige, feuilles, poudre, extrait, alcaloïdes et sels de.
Calcium phosphore de.
Cantharides, insecte, poudre extrait, principes actifs et sels de.
Cigue, fruits, feuilles, poudre, extrait, alcaloïdes et sels de,
Celchique, bulbe, semences, poudre, extrait, alcaloïdes et sels de.
Coloquinte, fruit, pulpe et glucosides de.
Coque du Levant et principe actif.
Croton, semences et huile de.
Curare et alcaloïdes de.
Cyanhydrique, acide-cyanure excepté ferrocyanure de potasse,

Datura, feuilles, racines, semences, poudre, extrait, teinture, principes, actifs. alcaloïdes et sels de.
Digitale, feuilles, poudre, extrait, principes actifs et glucosides de.
Emetine, et sels
Ermetique.
Egetinine et sels.
Fève de calabar, semences, poudre, alcaloïdes et sels de.
Homatropine et sels.
Jaberandi, extrait, alcaloïdes et sels de.
Jusquame, feuilles, poudre, extrait, alcaloïdes et sels de.
Mercure, benzoate, bichlorure, bi-iodure, cyanure, nitrates, protoiodures, oxydes, sulfocyanure de.
Nitroglycerine, et Solutions (Tripitrin).
Noix vomique, poudre, extrait, teinture, alcaloïdes et sels de.
Pelleterne et sels.
Phosphore.
Plomb, Acetate, neutre et carbonate de.
Pedophyline.
Quassine, Amorphe et Cristallisée.
Santonine, et Succédanés.
Strophantus, poudre, extrait, teinture, alcaloïdes, et sels de.
Veratrine et sels.
Veronal.
Yohimbine, extrait, et alcaloïdes de.
Zinc, phosphure et Valérianate de.

et toutes autres substances et préparations de ces substances, dont la dose est inférieure ou égale à 0.50 gramme dans une pharmacopée quelconque.

Sont annexées à ce tableau toutes les préparations spécialisées ou spécialités étrangères ou égyptiennes, sous toutes les formes usitées pour l'administration des médicaments, ampoules, comprimés, granulés, pilules, etc. qui renferment une substance de ce tableau et toutes les ampoules usités pour injections.

TABLEAU III

Stupéfiants

Opium brut, opium médicinal et leurs préparations qui contiennent une proportion de 2 pour mille de morphine et au-dessus

Morphine, codeïne, dionine, heroïne et toutes autres alcaloïdes de l'opium, tous les sels provenant de ces substances et leurs dérivés ainsi que les mélanges, compositions ou préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes dit antiopium) contenant une proportion de 1 pour mille d'heroïne ou une préparation de 2 pour mille de morphine ou de dionine ou 8 pour mille de codeïne ou toute proportion supérieure.

Coca, feuilles, fruits, poudre.

Cocaïne, sels et dérivés.

Novocaïne, sels et dérivés et toutes les préparations contenant une proportion de 1 pour mille de cocaïne ou de novocaïne ou toute proportion supérieure.

Ecgonine.

Chanvre indien (cannabie indica, hachiche) et toutes ses préparations et dérivés sous quelques nominations qu'ils soient présentés dans le commerce.

Ainsi que toutes préparations pharmaceutiques contenant une de ces substances dans une proportion égale ou supérieure à l'une des proportions sus-indiquées à savoir 2 pour mille de morphine ou de dionine 8 pour mille de codeïne ou de novocaïne ou d'heroïne.

TABLEAU IV

Produits d'usage industriel et agricole

Acide acétique glacial.

Acide chlorhydrique.

Acide chromique.

Acide formique.

Acide hippurique.

Acide lactique.

Acide nitrique.

Acide exalique et oxalates.

Acide pierique.

Acide pyrogallique.

Acide sulfurique.

Arsenieux acide et tous les composés arsenieux.

Antimoine, composé de (excepté le sulfure).

Baryte, sels de (excepté le sulfate).

Chloroforme.

Cuivre, sels solubles de.

Cyanures en général (excepté le ferrocyanure de potasse).

Fluorures en général (excepté le fluorure de calcium).

Formaline.

Huile de aniline.

Hydrofluosilicate de soude.

Iodate de soude.

Iodoforme.

Mercure, composé de (excepté le sulfure).

Molybdate d'ammonium.

Nitrate d'argent.

Phosphore et ses composés,

Plomb, sels solubles.

Potasse, bicromate.

Potasse chlorate.

Potasse cromate.

Potasse nitrate,

Potasse permanganat.

Sulfite de Soude.

Sulfure de carbone.

Tabac suc et extrait.

Xylol.

Zinc, sels.

et toutes les préparations usitées à l'usage industriel ou agricole ou pour le ménage qui contiennent une de ces substances.

TABLEAU V

Plantes Médicinales

Citrullus Colocynthis.

Colchicum Aegyptiacum

Convolvulus Scammonia.

Croton Tiglium.

Datura Stramonium.

Hyoscyamus.

Ciguë.

Ricinus Communis.

TABLEAU VI

Des médicaments que les pharmaciens peuvent délivrer en vertu d'ordonnances de Mouallidas.

L'ergot et ses préparations excepté l'ergotinine.

Nitrate d'argent, solution de 2 pour cent ou une proportion inférieure.

Protargol, solution de 3 pour cent.

Sublimé corrosif en tablettes colorées d'un gramme chaque.

Onguent de sublimé corrossif de 0·10 pour cent.

Sublimé corrosif solution de 0·10 pour cent.

Permanganate de Potasse en paquets d'un gramme chaque.

Acide phénique, solution de 2 pour cent.

Iodoforme.

Lysoforme.

Lysol.

TABLEAU VII

Des drogues et substances vénéneuses que les dentistes, autorisés en vertu de la Loi No. 14 du 26 février 1920, ne peuvent employer que pour les besoins de leurs ateliers.

Acétone.

Acide chlorhydrique pur.

Acide fluorhydrique pur.

Acide nitrique pur.

Acide pierique pur.

Acide sulfurique pur.

Chlorure de chaux.

Chloroforme rectifié du commerce (non aneathésique).

Cyanure de potasse.

Sulfate de cuivre.

TABLEAU VIII

Des drogues et substances vénéneuses que les dentistes, autorisés en vertu de la Loi No. 14 du 26 Février 1920, ne peuvent employer que pour les besoins de leurs cliniques.

Acide arsénieux.

„ chromique.

„ phénique pur.

Acide salicyclique.
„ thymique (thymol).
„ trichloracetique.
Ampoules amoniaque aromatique.
„ caféïne.
„ chlorétone.
„ huile camphrée.
„ nitrite d'amyle.
„ stovaine.
Baldeckés pâte.
Chloretone solution à 1 pour cent.
Créosote.
Ether Sulfurique.
Eugénol.
Iodoforme.
Menthol.
Nitrate d'argent solution à 2 pour cent.
Permanganate de potasse.
Phénésalyl.
Teinture d'acenit.
„ de capsieum.
„ d'iode.

TABLEAU IX

Des drogues et substances vénéneuses que les dentistes, autorisés conformément à la Loi No, 14 de 26 Février 1920, ne peuvent prescrire à leurs clients que pour usage externe et par ordonnances médicales.

Acide phénique, sous forme de solution à 5 pour cent maximum.
Acenite, sous forme de teinture, pas plus de 5 grammes à la fois.
Iode, sous forme de teinture, pas plus de 30 grammes à la fois.
Phénésalyl, sous forme de solution à 4-5 pour cent.

Comme les dentistes autorisés en vertu à la loi ci-haut mentionnée ne sont pas autorisés à employer un anesthésique général, il leur est défendu d'employer le chloroforme anesthésique ou tout autre anesthésique général, soit dans leurs laboratoires, cliniques ou pour leurs clients.

TABLEAU X

Des médicaments que les épiciers sont autorisés à vendre

Acide borique (en paquets fermés).
Bandages (à condition qu'ils soient enveloppés dans du papier).
Coton (enveloppée dans du papier).
Hunyadi janes.
Villa cabra.
Glycerine (pure) en bouteilles bouchées.
Farine de graines de lin.
Huile de foie de morue (en bouteilles bouchées).
Huile de ricin (en bouteilles bouchées).
Sinapisme.
Sedlitz.
Sel anglais (divisé en dose médicale dans des paquets portant l'étiquette de l'établissement vendeur).
Vaseline en pots.
Vin de quinquina.
Cochénille.
Cire.
Huile de térébenthine commercial.
Naphthaline.

TABLEAU XI

Médicaments simples

Acide borique.
Agar agar.
Angélique.
Eaux minérales.
Articles de toilette.
Baies genièvre.
Baies de laurier.
Baume de Canada.
Baume de Cépahu.
Baume du Pérou.
Beurre de cacao.
Bicarbonate de soude.

Blana de baleine.
Bois de campêche.
Bois de Panama.
Borax
Bourgeons de peuplier.
Bourgeons de sapin.
Bourrache.
Buchu.
Cachou.
Calamus aromatics.
Camomille.
Capillaire.
Carbonate de chaux.
 „ magnésie.
 „ plomb.
 „ soude.
Carmin.
Charbon animal.
Charbon végétal.
Cacara Sagrada.
Cazeuille afficennale.
Casse.
Cire blanche.
Cire jaune.
Civette.
Cochenille.
Collodion.
Colledion élastique.
Coloquinte.
Couleurs d'anéline.
Dermatol.
Douce amère.
Emplâtre de belladone.
 „ de diaehylon.
 „ de poix cantharidé.
 „ de capsique.
 „ élastique.
 „ mercuriel.
 „ de menthol,

Emplatre simple.

„ de résine.

„ de savon.

Essence d'anis.

„ de bergamote.

„ de cajeput.

„ de calamus.

„ de camomille.

„ de canelle.

„ de cardamome.

„ de carvi.

„ de cédre.

„ de coloquinte.

Couleurs différentes inertes ne contenant arsenic ou cuivre.

Essence de citron.

„ de citronnelle.

„ de cognac.

„ de coriandre.

„ d'encalyptus globulus.

„ de fenonil.

„ de fleurs d'orange.

„ de gaulthéria.

„ de genièvre.

„ de géranium.

„ de gingembre.

„ de girofle.

„ de lavandre,

„ de mélisse.

„ de menthe.

„ de muscade.

„ de patchonly.

„ de romarin.

„ de rose.

„ de sassafras.

„ pure eau de cologne.

Encalyptus, folia.

Fève de tonka.

Follicules de séné.

Gentiana.
Glucose.
Glycerine.
Glycines.
Gomme adragante,
 „ copal.
 „ damar.
 „ laque.
 „ sandaraque.
 „ Sénégal.
Goudron.
Guimauve.
Gutta percha,
Huile d'amandes douces.
Huile de cade.
Huile de foie de morue.
Huile volatile de piment de la Jamaïque.
Huile de ricin.
Huile de vaseline.
Iris.
Lanoline.
Lichen d'Islande.
Lichen carragaheen.
Lierre terrestre.
Lycopode.
Macis.
Magnésie.
Manna.
Mannite.
Marjolaine.
Matice.
Mauve.
Mélisse.
Menthe,
Millefeuilles.
Noix de galls.
Axsonge Benzoiné.
Oxyde de zinc.
Parrafine.

Pastilles de gomme.
Pastilles de menthe anglais
Pâte de guimauve.
„ jujubes,
„ lichen.
„ réglisse.
Péroxide d'hydrogène.
Poudre insecticide.
Poudre de réglisse composée.
Quassia amara.
Quinine sulfate.
Quinquina écorce.
Racine d'angélique.
„ chicorée.
„ colombo.
„ eureuma.
Rhubarbe.
Salsepareille.
Sassafras.
Sauge.
Séne.
Simarouba.
Soufre.
Sparadrap.
Styrax.
Sues et sirops de fruits.
Sucre de lait.
Sulfate de chaux pur.
Sulfate de magnésie.
Sulfate de soude.
Sureau.
Taffetas.
Tale.
Tartarate de potasse et de soude.
Tartarate acide de potasse.
Térébenthine.
Terre à porcelaine.
Tilleul.
Tussillage.

Ultramarin.

Uva-ursi.

Sont annexées à ce tableau les spécialités égyptiennes ou étrangères, usitées comme médicaments, sous toutes les formes : tablettes, pillules, granules, potion, etc., qui ne contiennent aucune des substances vénéneuses mentionnées aux tableaux I, II et III.

Aussi toute substance médicamenteuse d'une dose de 4 grammes, ou une dose supérieure.

AVIS

Le Décret-Loi No. 14 de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses, a été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en conformité des dispositions du Décret du 31 Janvier 1889 aux fins de son application par les Tribunaux Mixtes. La dite Assemblée a approuvé le Décret-Loi précité à la date du 27 Décembre 1927.

NOTE EXPLICATIVE

*du Décret-Loi sur les Pharmacies et le Commerce
des Substances Vénéneuses*

Plusieurs articles de la Loi No, 14 de 1904 sur l'exercice de la pharmacie et le commerce des substances vénéneuses n'étant plus en rapport avec les exigences du temps [actuel, étant donné l'augmentation considérable du nombre des pharmacies et des pharmaciens, le développement continu du commerce des substances vénéneuses et stupéfiantes et la multiplication des spécialités égyptiennes et étrangères, l'Administration de l'Hygiène Publique a cru nécessaire de préparer un nouveau projet de loi en vue de combler les lacunes existant dans la législation en vigueur. Le but visé par l'Administration est de contrôler autant que possible les dites pharmacies au point de vue de la bonne qualité et de la préparation des médicaments que ces pharmacies débitent au public et surtout des spécialités pharmaceutiques préparées sur place ou importées de l'étranger. De fait, la vente de ces spécialités, qui n'est actuellement soumise à aucun contrôle, a pris une extension telle qu'elle pourrait constituer un véritable danger pour la santé publique ; beaucoup de ces spécialités contiennent des matières chimiques impures ou falsifiées, et sont préparées par des personnes incompetentes.

D'autre part, un grand nombre de préparations étrangères est fabriqué spécialement pour l'Egypte sans aucun contrôle médical sérieux et souvent sur la demande de pharmaciens d'Egypte qui exigent des fabricants la mention sur l'étiquette que les dites préparations ont été faites d'après les formules de célèbres médecins étrangers.

C'est pour remédier à cet état de choses qu'une disposition a été insérée dans ce projet de loi donnant à l'Administration des Douanes le droit de n'autoriser le retrait des spécialités provenant de l'étranger que si elles sont officiellement enregistrées par le gouvernement de leur pays d'origine et que si elles portent sur leur étiquette l'indication des principes actifs y contenus, du mode d'emploi et des maladies pour lesquelles elles sont destinées.

D'autres modifications non de moindre importance ont été également adoptées dans le nouveau projet. Il est fait allusion, ci-après, aux principales d'entre elles.

Les Pharmaciens

(a) Pour prévenir certaines manœuvres déjà constatées par suite de l'emploi de faux diplômes étrangers ou de diplômes authentiques appartenant à d'autres personnes, il a été jugé nécessaire de subordonner l'inscription des pharmaciens diplômés à l'étranger à la condition de subir avec succès un examen professionnel. Cette mesure aurait en même temps l'avantage de constituer une garantie suffisante contre l'inaptitude de certains détenteurs de diplômes étrangers qui souvent ne viennent en Egypte que plusieurs années après l'obtention de leurs diplômes sans avoir exercé la profession. Du reste, ce principe, a été déjà admis par la Loi No. 14 de 1920 sur l'exercice de la profession de dentiste.

(b) Pour sauvegarder la dignité de la profession de pharmacien d'une part, ainsi que la santé publique d'autre part, il a été jugé nécessaire d'instituer un Conseil Supérieur pour les pharmaciens. Ce Conseil sera composé en majeure partie de pharmaciens et comprendra deux membres étrangers au moins lorsque le cas soumis concerne un pharmacien étranger. Le Conseil aura le pouvoir d'ordonner la radiation définitive ou temporaire de tout pharmacien inscrit qui aura été condamné soit à une peine soit à des dommages-intérêts, par une sentence définitive pour de faits entâchant sa probité, son honorabilité ou sa capacité professionnelle ou pour une irrégularité grave dans l'exercice de sa profession. Dans les cas moins graves, le Conseil pourra se borner à infliger un simple avertissement.

Le dit Conseil pourra, également, prononcer la radiation d'un pharmacien devenu physiquement inapte à exercer sa profession.

En effet, il a été constaté que certains propriétaires de pharmacies (non pharmaciens) confient la gérance de leur pharmacies à des pharmaciens autorisés mais physiquement inaptes à exercer leur profession pour cause de vieillesse ou d'infirmité telle que cécité, paralysie, etc.

Les Pharmacies

(a) Il a été remarqué que la plupart des pharmacies se trouvent au Caire et à Alexandrie, tandis que dans les autres villes on n'en trouve qu'un petit nombre ne suffisant nullement aux besoins des habitants et qu'en outre, dans les villes, où il y a un grand

nombre de pharmacies, celles-ci se trouvent presque toujours dans des rues principales. Aussi, a-t-il été jugé nécessaire d'introduire deux restrictions dont l'une fixe le nombre des pharmacies à raison d'une à 8,000 habitants, et l'autre prescrit que dans les gouvernorats et chefs-lieux de Moudiriehs aucune nouvelle pharmacie ne sera autorisée si elle est située dans un rayon de 100 mètres d'une pharmacie déjà existante.

(b) L'Administration de l'Hygiène Publique ayant constaté que les propriétaires non diplômés des pharmacies ne s'empressaient pas de nommer un pharmacien diplômé en remplacement de leur gérant, a cru mettre un terme à cet état de chose bien préjudiciable à la santé publique en exigeant la nomination du remplaçant dans les huit jours sous peine de la fermeture administrative de la pharmacie.

(c) Le nouveau projet prévoit également que les locaux de la pharmacie doivent être uniquement affectés au dépôt, à la préparation et au débit des médicaments et ne peuvent servir de clinique médicale, ni avoir aucune communication avec une clinique médicale, un établissement de commerce ou avec l'habitation du pharmacien ou toute autre habitation. Cette disposition a été prise en vue de prévenir toute soustraction de substances stupéfiantes à l'occasion ou au cours d'une inspection, l'inspecteur sanitaire n'ayant pas le droit de visiter les locaux non affectés à la pharmacie. D'autre part, il a été constaté que les pharmaciens profitent de l'absence des médecins ayant leur clinique dans la pharmacie pour les remplacer et se faire passer aux yeux du public comme les véritables titulaires de la clinique.

Hôpitaux, Dispensaires et Cliniques.

Bon nombre d'hôpitaux, dispensaires et cliniques délivrent des médicaments contenant des substances vénéneuses à des malades externes non hospitalisés par eux ; ces médicaments sont souvent préparés par des personnes qui ne sont ni pharmaciens ni aides-pharmaciens. C'est pourquoi il a été prévu dans le projet de loi un texte imposant aux dits établissements l'obligation de faire préparer les médicaments contenant des substances vénéneuses par des pharmaciens ou des aides-pharmaciens inscrits.

Dans le même ordre d'idées, le projet prévoit l'obligation au médecin qui désire préparer lui-même des médicaments dans sa clinique à l'usage exclusif de sa clientèle, de faire une déclaration préalable dans ce sens à l'Hygiène Publique et de mentionner sur les étiquettes des flacons, boîtes, etc. son nom, son adresse ainsi que toutes les indications nécessaires à l'emploi du médicament.

Droguerie.

Actuellement toute personne est libre de s'adonner à la vente des matières médicinales non toxiques.

Or, ayant constaté qu'un grand nombre de ces matières est falsifié ou gâté et d'un autre côté que quelques-unes des dites matières n'ont aucune valeur thérapeutique mais peuvent au contraire nuire à la santé publique, l'Administration a cru nécessaire d'inclure dans le projet de loi un article prescrivant la nécessité d'une autorisation spéciale pour le commerce de ces matières.

D'autre part, il a été jugé nécessaire, dans l'intérêt de la santé publique, d'exiger des établissements faisant le commerce des substances vénéneuses énumérées aux tableaux I, II et III, l'emploi, d'une manière permanente, d'un pharmacien ou d'un aide-pharmacien inscrit.

